



PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Recueil spécial 30 mars 2023

SOMMAIRE

PREFECTURE DES PYRENEES-ORIENTALES

DIRECTION DES SECURITES

BSI

. Arrêté PREF/CAB/BSI/2023083-0001 du 24 mars 2023 autorisant l'utilisation en commun des effectifs et des moyens de police municipale des communes de Banyuls sur Mer et Port Vendres, à l'occasion de la procession de la Sanch

BOPPAS

. Arrêté PREF/CAB/BOPPAS/2023086-0001 du 27 mars 2023 portant autorisation d'acquisition, de détention et de conservation d'armes destinées à la police municipale, par la commune de Thuir

CABINET

. Arrêté PREF/CAB/2023088-0001 du 29 mars 2023 relatif aux horaires d'ouverture du point de passage transfrontalier aérien de l'aéroport de Perpignan Rivesaltes

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

SNAF

. Arrêté DDTM-SNAF-2023086-0001 du 27 mars 2023 portant autorisation de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur cochongliers, ragondins et sangliers sur les communes de Bompas, Clairac, Perpignan, Pia, Sainte-Marie-la-Mer, Torreilles et Villelongue-de-la-Salanque

SER

. Arrêté DDTM/SER/2023 088-0001 du 29 mars 2022 portant autorisation de circulation d'un petit train routier touristique sur la commune de Collioure et Port Vendres

. Modification de l'arrêté du 6 septembre 2017 portant prescriptions complémentaires de relèvement du débit réservé, au titre du code de l'environnement, relatifs aux prises d'eaux sur la commune d'Ille sur Têt

SML

. Arrêté DDTM/SML/2023088-0001 du 29 mars 2023 portant autorisation d'occupation temporaire du DPMn au profit de la communauté de communes Sud Roussillon, pour l'aménagement et l'entretien du sentier littoral et ses abords, sur la commune de Saint Cyprien

. Arrêté DDTM/SML/2023088-0002 du 29 mars 2023 portant autorisation d'occupation temporaire du DPMn au profit de la communauté d'Argeles-sur-Mer, représentée par M. Antoine Parra, pour la réalisation de travaux permettant le rechargement de la plage du Racou sur la commune d'Argeles-sur-Mer

DIRECTION REGIONALE DES DOUANES

. Décision du 24 mars 2023 du directeur régional à Perpignan portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à Montpellier, dans les domaines gracieux et contentieux, en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transmissions en matière de douanes et d'argent liquide

MINISTERE DE LA JUSTICE

. Arrêté fixant la liste des membres du comité social d'administration spécial du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation des Pyrénées Orientales

DIVERS

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

- . Décision portant délégation de signature de Messieurs les chefs de cour en matière administrative en date du 1^{er} mars 2023, qui annule et remplace la décision du 6 septembre 2022
- . Décision portant délégation de signature de Messieurs les chefs de cour en matière d'ordonnancement secondaire relevant du titre 2, en date du 1^{er} mars 2023, qui annule et remplace la décision du 6 septembre 2022
- . Décision portant délégation de signature de Messieurs les chefs de cour en matière d'ordonnancement secondaire, en date du 1^{er} mars 2023, qui annule et remplace la décision du 6 septembre 2022



DIRECTION DES SÉCURITÉS
Bureau de la Sécurité Intérieure
Affaire suivie par : RTB
Tel 04.68.51.66.66
pref-polices-administratives@pyrenees-orientales.gouv.fr

Arrêté préfectoral n° PREF/CAB/BSI/2023-083-01 autorisant l'utilisation en commun des effectifs et des moyens des polices municipales de Collioure, Banyuls-sur-Mer et Port-Vendres à l'occasion de la Procession de la Sanch

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

Vu le code de la sécurité intérieure (CSI), notamment son article L. 512-3 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2215-1 ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, notamment ses articles 26 et 41 ;

Vu la loi n° 2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale, notamment son article 114 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° IOMA2221228D du 20 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Rodrigue FURCY, Préfet des Pyrénées-Orientales ;

VU l'arrêté n° PREF/SCPPAT/2023031-0001 du 31 janvier 2023 portant délégation de signature à Madame Delphine BOYRIE, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Pyrénées-Orientales ;

Vu la demande du 12 décembre 2022 présentée conjointement par les maires des communes de Banyuls sur Mer, Collioure et Port-Vendres sollicitant l'autorisation d'utiliser en commun tout ou partie des effectifs et des moyens de leur police municipale sur le territoire de la commune de Collioure à l'occasion de la Procession de la Sanch ;

Considérant que la Procession de la Sanch doit se dérouler le vendredi 7 avril 2023, sur la commune de Collioure ; que cette manifestation exceptionnelle nécessite de mettre en place des mesures permettant de prévenir et de surveiller le bon ordre, ainsi que la tranquillité, la sécurité et la salubrité publiques sur l'ensemble de la commune ;

Considérant que les communes de Banyuls-sur-Mer, Collioure et Port-Vendres sont limitrophes ; que la Procession de la Sanch, manifestation exceptionnelle, occasionne un afflux de population plus important ;

Sur proposition de Madame directrice de cabinet du préfet des Pyrénées-Orientales ;

ARRÊTE :

Article 1 : À l'occasion de la Procession de la Sanch à Collioure, les maires de Banyuls-sur-Mer et de Port-Vendres sont autorisés à mettre à disposition, de la commune de Collioure, deux effectifs de leur service de police municipale ainsi que leurs matériels respectifs.

Article 2 : Les missions confiées aux effectifs des services de police municipale de Banyuls-sur-Mer et Port-Vendres seront limitées exclusivement aux opérations de police administrative, afin d'assurer le bon ordre public et la sécurité, la salubrité et la tranquillité publique. Ils ne sont pas autorisés à effectuer de verbalisation.

Elles concernent notamment la régulation de la circulation des véhicules, l'ilotage, les interventions sur appels et les actions permettant de veiller au respect des arrêtés de police du maire pris dans le cadre de cette manifestation exceptionnelle, particulièrement ceux relatifs au stationnement et à la circulation des piétons et des véhicules.

Pendant l'exercice de leurs missions à l'occasion de cette manifestation, les effectifs des services de police municipale de Banyuls-sur-Mer et Port-Vendres sont placés sous l'autorité du maire de Collioure.

Article 3 : La mise à disposition des effectifs des services de police municipale de Banyuls-sur-Mer et Port-Vendres à destination de la commune de Collioure est autorisée comme suit :

➤ **Concernant les services de la police municipale de Banyuls-sur-Mer :**

• Période :

– Le vendredi 7 avril 2023

• Horaires :

de 18h00 à 23h00

• Périmètre :

territoire de la commune de Collioure

• Effectif concerné : 2 policiers municipaux

– le chef de service de police Frédéric LOPEZ

– le brigadier-chef-principal Emilie BOCHEUX

• Matériel utilisé :

1 véhicule administratif de liaison Peugeot Partner immatriculé BR-491-MR ;

• Moyens de protection :

2 gilets pare-balles

• Armement :

2 pistolets semi-automatiques GLOCK 17 n°BGEM 338 et n°BGEM 336, 34 (x2) munitions 9*19mm à projectile expansif, 2 matraques télescopiques, 1 générateur aérosol incapacitant ou lacrymogène (- de 100 ml) et 1 PIE.

L'autorisation de port des armes, mentionnées ci-dessus par les agents de police municipale de Banyuls-sur-Mer préalablement nommés, est autorisée sous réserve d'une part, que ces agents aient suivi avec succès une formation préalable attestée par le Centre national de la fonction publique territoriale et d'autre part, que l'autorisation mentionnée à l'article R.111-18 soit délivrée.

➤ **Concernant les services de la police municipale de Port-Vendres :**

• Période :

– Le vendredi 7 avril 2023

• Horaires :

de 18h00 à 23h00

• Périmètre :

territoire de la commune de Collioure

• Effectif concerné : 2 policiers municipaux

– le brigadier-chef principal David CARBONNEL
– le gardien-brigadier Sébastien MURCIA

• Moyens de protection :

2 gilets pare-balles et 2 caméras individuelles

• Matériel utilisé :

– 1 véhicule Peugeot Partner teepee sérigraphié munis d'avertisseurs sonore et lumineux, immatriculé EE-789-SR

• Armement :

2 pistolets semi-automatiques GLOCK 17 n°BFHU826 et n°BFHU860, 34 (x2) munitions 9*19mm à projectile expansif, 2 matraques télescopiques, 2 générateurs aérosols incapacitants ou lacrymogènes (- de 100 ml), 1 générateur aérosol incapacitant ou lacrymogène (300 ml) et 1 PIE.

Les arrêtés individuels d'autorisation de port d'armes sont annexés au présent arrêté.

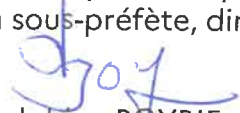
Article 4 : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales. Dans un délai de deux mois à compter de sa publication, il peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier – 6 Rue Pitot, 34 000 Montpellier

Article 5 : Madame la directrice de cabinet du préfet, Messieurs les maires de Banyuls-sur-Mer, de Collioure, de Port-Vendres, et Monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie des Pyrénées-Orientales sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Perpignan, le 24/03/2023 .

Pour le préfet et par délégation,
la sous-préfète, directrice de cabinet


Delphine BOYRIE



DIRECTION DES SÉCURITÉS

Bureau de l'ordre public et des polices administratives de sécurité

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/CAB/BOPPAS/2023086-0001 du 27 mars 2023

portant autorisation d'acquisition, de détention et de conservation d'armes destinées à la police municipale, par la commune de Thuir .

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

Vu le code de sécurité intérieure et notamment ses articles L511-5, L512-1 à L512-7, L512-5 et R511-30 à R511-34, le chapitre V du titre 1er de son livre V ;

Vu le décret n°2016-2016 du 28 novembre 2016 relatif aux conventions locales de sûreté des transports collectifs et aux conditions d'armement des agents de police municipale, des gardes champêtres et des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP ;

Vu le décret n°2020-511 du 2 mai 2020 modifiant le code de la sécurité intérieure et portant diverses dispositions relatives aux agents de police municipale ;

Vu le décret n° IOMA2221228D du 20 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Rodrigue FURCY, Préfet des Pyrénées-Orientales ;

Vu l'arrêté n° PREF/SCPPAT/2022235-0002 du 23 août 2022 portant délégation de signature à Madame Delphine BOYRIE, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Pyrénées-Orientales ;

VU l'arrêté n° PREF/SCPPAT/2023045-0001 du 14 février 2023 portant délégation de signature à Monsieur Mathieu ROUQUET, directeur de cabinet adjoint, directeur des sécurités ;

Vu la convention de coordination de la police municipale avec les forces de sécurité de l'État conclue le 21 juin 2021 entre le préfet des Pyrénées-Orientales et le maire de Thuir;

Vu les pièces justificatives transmises le 22 mars 2023 par le maire de Thuir attestant que les conditions de conservation et de gestion des armes prévues aux articles R511-32 et R511-33 du CSI sont remplies ;

Considérant la demande présentée par M. le maire de Thuir le 15 mars 2023 ;

Sur proposition de Mme la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Pyrénées-Orientales :

ARRÊTE

Article 1^{er} : La commune de Thuir est autorisée à acquérir, détenir et conserver les armes suivantes :

- 7 matraques de type « bâton de défense » télescopiques ;
- 3 pistolets à impulsions électriques de catégorie B ;
- 3 générateurs d'aérosols incapacitants ou lacrymogènes de catégorie B ;
- 7 générateurs d'aérosols incapacitants ou lacrymogènes de catégorie D ;

en vue de leur remise aux agents de police municipale préalablement agréés et autorisés au port d'arme dans l'exercice de leurs fonctions prévues par le code de la sécurité intérieure susvisé.

Article 2 : La présente autorisation est valable, en tant que besoin, pour l'acquisition et la détention des munitions correspondantes :

- au titre du service de voie publique, dans la limite d'un stock de cinquante munitions à projectile expansif par arme ;

- au titre de la formation préalable prévue à l'article R511-19 du CSI, dans la limite d'un stock de trois cents munitions par arme pour les modules de formation définis par l'arrêté mentionné à l'article R511-22 du même code ;

- au titre de la formation d'entraînement mentionnée à l'article R511-21 du CSI, dans la limite d'un stock de cent munitions par arme pour les formations annuelles définies par l'arrêté mentionné à l'article R511-22 du même code.

Article 3 : Sauf lorsqu'elles sont portées en service par les agents de police municipale ou transportées pour les séances de formation, les armes et les munitions faisant l'objet de la présente autorisation doivent être déposées, munitions à part, dans le coffre fort ou l'armoire forte, scellés au mur ou au sol de la pièce sécurisée du poste de police municipale.

Article 4 : La commune de Thuir est autorisée à acquérir, détenir et conserver les armes mentionnées à l'article 1^{er} tient un registre d'inventaire de ces matériels permettant leur identification et établit un état journalier des sorties et réintégrations des armes, ainsi que l'identité de l'agent de police municipale auquel l'arme a été remise lors de la prise de service. Le registre d'inventaire satisfait aux prescriptions du code de la sécurité intérieure.

Article 5 : La présente autorisation d'acquisition, de détention et de conservation d'armes est valable **CINQ ANS**.

La présente autorisation peut être abrogée à tout moment pour des motifs d'ordre public ou de sécurité des personnes ou en cas de résiliation de la convention de coordination susvisée.

Le vol ou la perte de toute arme ou munitions fait l'objet, sans délai par la commune, d'une déclaration aux services de la police ou de la gendarmerie nationales territorialement compétents.

Article 6 : L'arrêté préfectoral n°PREF/CAB/BPAS2021014-0005 du 14 janvier 2021 portant autorisation d'acquisition, de détention et de conservation d'armes destinées à la police municipale par la commune de Thuir est abrogé.

Article 7 : Mme la directrice de cabinet du préfet des Pyrénées-Orientales, M. le commandant du groupement de gendarmerie des Pyrénées-Orientales et M. le maire de Thuir sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur des sécurités,

Mathieu ROUQUET

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'MR', written over a horizontal line. The signature is stylized and somewhat abstract.



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cabinet du Préfet
Direction des sécurités

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/CAB/2023088-1 du 29 mars 2023
relatif aux horaires d'ouverture du point de passage frontalier aérien
de l'aéroport de Perpignan – Rivesaltes

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

Vu le règlement (UE) n°952/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant le code des douanes de l'Union ;

Vu le règlement (UE) n°399/2016 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 établissant le code de l'Union relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code des frontières Schengen) ;

Vu la liste des points de passage frontaliers aériens visés aux articles 2-8 et 23 du code des frontières Schengen ;

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu le code des transports ;

Vu le code pénal ;

Vu le code des douanes ;

Vu le décret n°2002-24 du 3 janvier 2002 relatif à la police de l'exploitation des aérodromes et modifiant le code de l'aviation civile ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté du 6 février 1947 classant l'aérodrome de Perpignan parmi les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 1991 relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale ;

Vu l'arrêté du 20 avril 1998 portant ouverture des aérodromes au trafic aérien international ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2017 relatif au franchissement des frontières sur les aérodromes, en particulier ses articles 4, 5 et 8 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022-117-001 du 20 juin 2022 relatif aux horaires d'ouverture du point de passage frontalier aérien (PPF) de l'aéroport de Perpignan – Rivesaltes ;

Vu le décret du 20 juillet portant nomination de M. Rodrigue FURCY en qualité de préfet des Pyrénées-Orientales ;

Vu la demande de modification des horaires d'ouverture du PPF formulée par la direction régionale des douanes de Perpignan le 13 février 2023 ;

Vu les avis recueillis auprès de la direction régionale des douanes de Perpignan, de la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud, de la direction interdépartementale de la police aux frontières de Perpignan, de la brigade de gendarmerie des transports aériens de l'aéroport de Perpignan ;

Considérant qu'en application de l'arrêté précité du 24 octobre 2017, le préfet peut, après avis des services de l'État territorialement compétents, prendre un arrêté pour fixer les périodes, heures et modalités d'ouverture de l'aéroport de Perpignan aux vols extra-Schengen dès lors que le service des Douanes chargé du contrôle aux frontières des personnes n'est pas présent en permanence sur cette plateforme aéroportuaire ayant la qualité d'un point de passage frontalier (PPF) ;

Sur proposition de madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Pyrénées-Orientales ;

ARRÊTE :

Article 1er : Horaires d'ouverture du point de passage frontalier (PPF) pour les vols extra-Schengen.

Les horaires d'ouverture du point de passage frontalier (PPF) aérien de l'aéroport de Perpignan-Rivesaltes sont fixés de 8 heures à 20 heures, du lundi au dimanche, toute l'année, avec un préavis minimum de 24 heures pour les vols en semaine et de 48 heures pour les vols les week-end et jours fériés, au plus tard avant l'heure prévue du décollage ou d'atterrissage.

Article 2 : En dehors des périodes, heures d'ouverture, les vols extra-Schengen ne sont pas autorisés.

Article 3 : Les horaires fixés à l'article 1er du présent arrêté pourront faire l'objet d'un réexamen avant chacune des deux saisons IATA (International Air Transport Association), sur demande du directeur de l'aéroport.

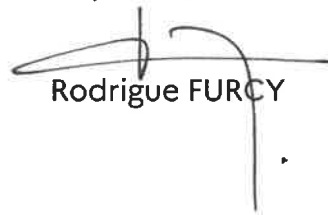
Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2022-117-001 du 20 juin 2022 sus-visé est abrogé.

Article 5 : La directrice de cabinet du préfet, le directeur régional des douanes, le directeur de la sécurité l'aviation civile Sud, le chef du service de la navigation aérienne de l'aéroport de Perpignan, le commandant du groupement de la gendarmerie des transports aériens Sud, le directeur interdépartemental de la police aux frontières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et affiché dans l'enceinte de l'aéroport.

Article 6 : Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2023.

Fait à Perpignan, le 29 mars 2023

Le préfet,



Rodrigue FURCY



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Nature Agriculture
et Forêt
Unité Nature

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SNAF/2023 096 - 0001

portant autorisation de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur cochongliers, ragondins et sangliers sur les communes de Bompas, Clair, Perpignan, Pia, Sainte-Marie-la-Mer, Torreilles et Villelongue-de-la-Salanque

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L.427-1 et 6 ;
- Vu** le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°PREF-SCPPAT-2023045-0003 du 14 février 2023 portant délégation de signature à Monsieur Cyril VANROYE, directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEFSR-2021173-0002 en date du 22 juin 2021 portant nomination des lieutenants de louveterie dans le département des Pyrénées-Orientales pour la période de commissionnement jusqu'au 31 décembre 2024 ;
- Vu** les risques pour la sécurité publique liés à la présence de cochongliers, ragondins et sangliers, sur les communes de Bompas, Clair, Perpignan, Pia, Sainte-Marie-la-Mer, Torreilles et Villelongue-de-la-Salanque ;
- Vu** les dégâts occasionnés par les cochongliers, ragondins et sangliers sur les communes de Bompas, Clair, Perpignan, Pia, Sainte-Marie-la-Mer, Torreilles et Villelongue-de-la-Salanque ;
- Vu** la demande de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur cochongliers, ragondins et sangliers, présentée par Monsieur Jean-André CABASSOT, lieutenant de louveterie du secteur 25, reçue le 27 mars 2023 ;
- Vu** l'avis de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** l'avis de Monsieur le président de la fédération départementale des chasseurs ;

Considérant la nécessité de maintenir la sécurité publique et de diminuer les risques de collisions routières sur les communes de Bompas, Clair, Perpignan, Pia, Sainte-Marie-la-Mer, Torreilles et Villelongue-de-la-Salanque ;

Considérant qu'il convient de réguler les populations de cochongliers, ragondins et sangliers, sur les communes de Bompas, Clairac, Perpignan, Pia, Sainte-Marie-la-Mer, Torreilles et Villelongue-de-la-Salanque ;

ARRÊTÉ :

Article 1 : Monsieur Jean-André CABASSOT, lieutenant de louveterie du secteur 25, est autorisé à réaliser des opérations de régulation des populations de cochongliers, ragondins et sangliers par tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur les communes de Bompas, Clairac, Perpignan, Pia, Sainte-Marie-la-Mer, Torreilles et Villelongue-de-la-Salanque, là où les dégâts sont répertoriés et notamment à moins de 150 m des habitations et y compris dans les réserves de chasse et de faune sauvage des associations communales de chasse agréées des communes concernées. Suivant les contraintes rencontrées sur le terrain, l'utilisation de cages pièges ou tout autres procédés sont autorisés.

Pour des raisons de sécurité publique, les opérations seront réalisées avec l'aide des autorités compétentes des communes concernées.

Dans le cadre de ses interventions, Monsieur Jean CABASSOT peut s'attacher les compétences des chasseurs locaux de son choix.

Cependant, à moins de 150 m des habitations seul le lieutenant de louveterie (non accompagné) est autorisé à intervenir.

Période des opérations : de la date de signature de l'arrêté au 20 avril 2023 inclus

Article 2 : Monsieur Jean-André CABASSOT doit informer au préalable pour chacune de ses interventions, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie, Monsieur le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB), Messieurs les maires des communes concernées, Monsieur le président de la fédération départementale des chasseurs ainsi que Messieurs les présidents des associations communales de chasse agréées (A.C.C.A.) des communes concernées.

Article 3 : L'élimination des cadavres d'animaux se fera dans le respect du règlement sanitaire départemental. La venaison est laissée à la disposition du lieutenant de louveterie. Dès la fin des opérations, le lieutenant de louveterie adresse à Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer un compte-rendu précis des opérations.

Article 4 : le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

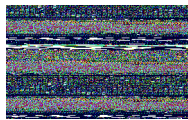
Article 5 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, la directrice de cabinet du Préfet, le directeur départemental des territoires et de la mer, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié au commandant du groupement de gendarmerie, au chef du service départemental de l'OFB, aux maires des communes concernées, au président de la fédération départementale des chasseurs et aux présidents des A.C.C.A des communes concernées.

Fait à Perpignan, le 27 mars 2023

**Pour le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer,
La Directrice Adjointe,**



Julie COLOMB



PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Direction Départementale des Territoires et de la Mer

Service Eau et Risques

Unité de gestion de crise
et sécurité des
transports

Dossier suivi par :
Jordi BONNEFILLE

Tel: 04.68.38.10.60 :
04.68.38.10.59

Mail :jordi.bonnefille
@pyrenees-
orientales.gouv.fr

ARRÊTE PRÉFECTORAL n°DDTM/SER/2023 088-0001
portant autorisation de circulation d'un petit
train routier touristique sur la commune de
Collioure et Port Vendre

LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Vu le Code de la route,

Vu le décret n° 85-891 du 16 août 1985, relatif aux transports urbains de personnes et aux transports routiers non urbains de personnes, modifié,

Vu l'arrêté du 4 juillet 1972, relatif aux feux spéciaux des véhicules à progression lente,

Vu l'arrêté du 22 janvier 2015 définissant les caractéristiques et les conditions d'utilisation des véhicules autres que les autocars et les autobus destinés à des usagers de tourisme et de loisirs,

Vu la circulaire du 4 mai 2012, relative à l'accès à la profession de transporteur routier et à l'accès au marché du transport routier et notamment la fiche 8-1 concernant les petits trains routiers touristiques,

Vu la demande de la société «Les petits trains touristiques » en date du 11 juin 2021,

Vu le certificat d'inscription du demandeur au registre des entreprises pour le transport intérieur de personnes par route pour le compte d'autrui. N° 2022/76/0000118 valable jusqu'au 13 janvier 2027

Vu le règlement de sécurité et d'exploitation en date du 10 mars 2023 ,

Vu l'avis favorable de la ville de Collioure du 28 février 2023 ,

Vu l'avis favorable de la ville de Port-Vendre du 22 février 2023

Vu l'avis favorable du groupement de Gendarmerie Départementale des Pyrénées-Orientales en date du 20 mars 2023

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-SCPPAT-2023045-0003 du 14 février 2022 portant délégation de signature à Monsieur Cyril Vanroye Directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales,

VU la décision du 23 août 2022 portant subdélégation de signature,

Considérant que le règlement de sécurité d'exploitation du 8 juillet 2021 confirme que la catégorie des petits trains est conforme aux pentes des circuits empruntés et appartient à la catégorie 1 annexe 5

Considérant la réception à titre isolé des éléments des petits trains routiers et les procès-verbaux de visite technique périodique.

Considérant la déclaration de conformité des arrêts du petit train de Torreilles, conformément à l'article 3 de l'arrêté du 22 janvier 2015, en date du : 2 juillet 2021 fourni en annexe 4.

Considérant que, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 22 janvier 2015 susvisé, la circulation d'un petit train routier est soumise à autorisation préfectorale.

Considérant la délégation de service public de transport urbain en date du 01 septembre 2011 et valide jusqu'au 31 août 2022 délivré par Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine.

Arrête :

Article 1er :

La société «Les petits trains touristiques », sise 8 avenue du Général De Gaulle 66190 Collioure, représenté par Monsieur Jean-Louis Bros, est autorisée à mettre en circulation sur les communes de Collioure et Port Vendre, à des fins touristiques, un petit train touristique qui circulera dans la commune avec un ensemble roulant identifié en annexe 1

Article 2 :

Le présent arrêté autorise le petit train touristique à circuler avec voyageurs sur les itinéraires définis en annexe 2 et à utiliser les voies de circulation identifiées dans le règlement de sécurité en annexe 3.

Le petit train touristique est autorisé à circuler à vide pour les besoins d'exploitation (déplacements du lieu de stationnement au lieu de prise en charge des voyageurs et retour au garage, déplacements pour l'approvisionnement en carburant, les déplacements liés à la visite technique annuelle de l'ensemble routier). Ces déplacements s'inscrivent dans le cadre général du code de la route.

Article 3 :

La longueur et la largeur de l'ensemble routier sont limités respectivement à dix-huit mètres (18 m) et deux mètres cinquante-cinq (2,55 m).

Article 4 :

Le nombre de véhicules remorqués ne doit en aucun cas excéder trois (3).
Le nombre de passagers transportés dans chaque remorque est limité à vingt-cinq (25).
Le nombre total de passagers ne peut excéder soixante-quinze (75) personnes.

Tous les occupants sont transportés assis, aucun voyageur n'est admis sur le véhicule tracteur.

Article 5 :

Des gyrophares doivent être placés à l'avant et à l'arrière du convoi et être conformes aux prescriptions des arrêtés susvisés.

Pour la sécurité des usagers et des tiers et conformément à l'arrêté du 22 janvier 2015 modifié relatif aux transports en commun de personnes, le matériel suivant devra se trouver à bord du petit train, à savoir :

- une boîte de premiers secours,
- une lampe autonome permettant d'éclairer toute partie du véhicule accessible au regard,
- un triangle à positionner en amont en cas d'incident ou de panne.
- d'un extincteur à poudre de capacité minimale de 2 Kg à poudre ABC, il sera installé sur le tracteur à proximité immédiate du conducteur.

Conformément à l'article 77 de ce même arrêté, le signal de détresse doit impérativement être utilisé à l'arrêt du véhicule lors de la montée ou de la descente des usagers.

Article 6 :

Tout conducteur de petit train routier doit être titulaire du permis de conduire de catégorie D et en possession de la fiche médicale en cours de validité.

Le conducteur doit respecter strictement le parcours dans le respect du code de la route. La vitesse ne devra pas excéder 40 km/h conformément à la norme du constructeur.

Article 7 :

Tout rajout d'arrêts sur le parcours, de modification du trajet ou des caractéristiques routières, ainsi que des véhicules entraîne la perte de validité du présent arrêté en engageant la responsabilité totale de l'exploitant.

Article 8 :

La société «Les petits trains touristiques » s'engage à réaliser le contrôle technique périodique des tous les éléments roulants, tout manquement à cette obligation réglementaire entraîne la perte de validité du présent arrêté.

Article 9

La durée de validité du présent arrêté est de 10 ans à compter de sa publication au registre des actes administratifs.

Article 10

Le présent arrêté abroge les arrêtés :

- **DDTM/SER/2022/2017215-001 du 3 août 2017** portant autorisation de circulation d'un train touristique sur la combe de Collioure et Port-Vendre.
- **DDTM/SER/2022199-001 du 18 juillet 2022** portant modifications de flotte de la société des petits trains touristiques.

Article 11:

Le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier.
- Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Article 12 :

M. le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,
M. le Maire de Collioure,
M. le maire de Port Vendre
M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Pyrénées-Orientales,
M. Gros responsable de la société «Les petits trains touristiques »,

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

A Perpignan le : 29 mars 2023

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
p/Le Préfet et par délégation,
Le Directeur départemental des Territoires
et de la Mer des Pyrénées-Orientales

Pour le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer,
La Directrice Adjointe,



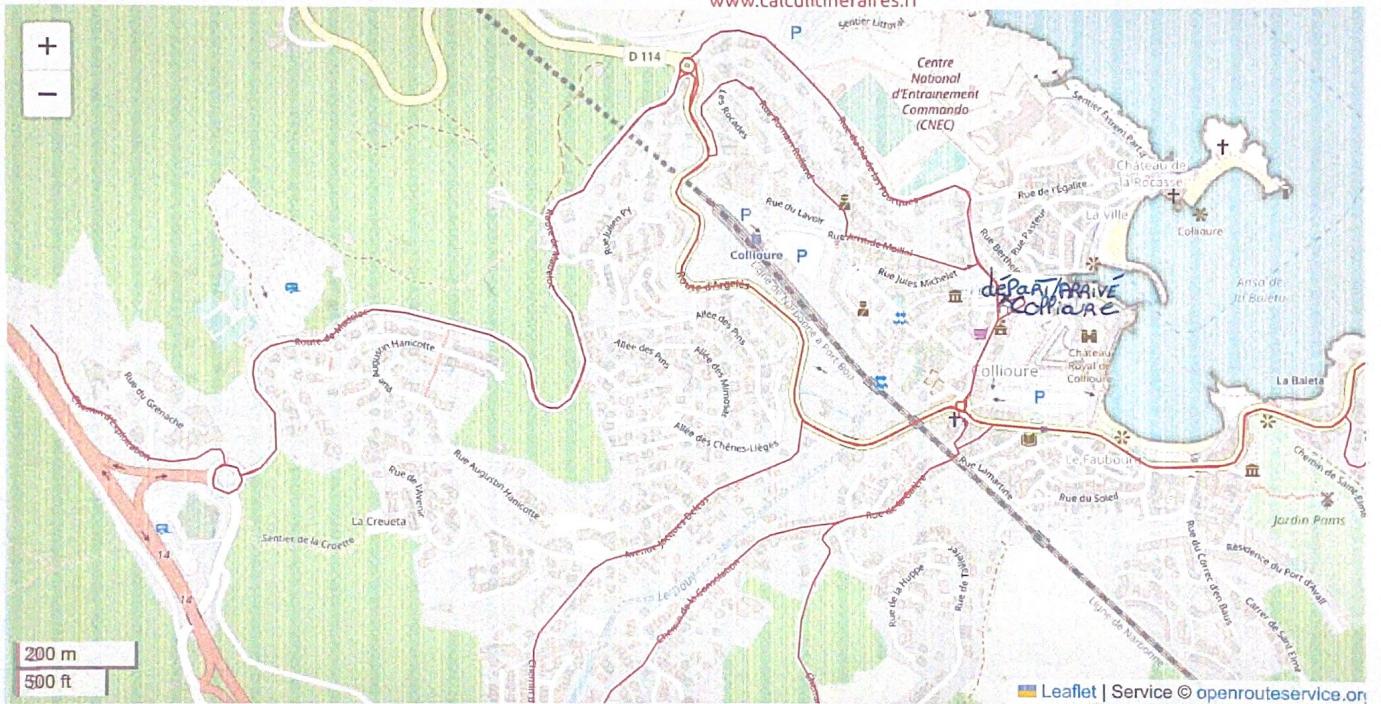
Julie COLOMB

Annexe 1 : Composition des convois

	Véhicule tracteur	Véhicule tracteur	Véhicule tracteur	Véhicule tracteur	Véhicule tracteur 2022	Véhicule tracteur 2022
Catégorie	4	4	4	4	4	4
Immatriculation :	DS 475 ZT	DM 631 GR	AV 652 NE	DD 097 FN	GG-423-HK	GG-718-HK
Marque :	PRAT	PRAT	PRAT	PRAT	PRAT	PRAT
1ere mise en circulation :	30/05/08	30/05/08	23/06/10	20/02/14	13/05/22	13/05/22
N° dans la série du type :	VF9L4D4AX7X637001	VF9L4D4AX7X637002	VF9L4D4AX9X637001	VF9L4D4AXAX637002	VF9L6D4AXLX637001	VF9L6D4AXMX637002
Nbre places assises :	2	2	2	2	2	2
Genre :	VASP	VASP	VASP	VASP	VASP	VASP
Type :	L4D4AX	L4D4AX	L4D4AX	L4D4AX	L4D4AX	L4D4AX
Puissance :	8 CV	8 CV	8 CV	8 CV	12	12
Carrosserie :	NON SPEC	NON SPEC	NON SPEC	NON SPEC	NON SPEC	NON SPEC
	Remorques	Remorques	Remorques	Remorques		
Immatriculation :	DS 503 ZT	DM 651 GR	AV 337 RS	CJ 763 SF		
Marque :	PRAT	PRAT	PRAT	PRAT		
1ere mise en circulation :	06/09/07	13/03/08	25/06/10	29/04/04		
N° dans la série du type :	VF9WP03XP7X637003	VF9WP03XP7X637004	VF9WPO3XBAX637013	VF9WPO3XPZX637005		
Nbre places assises :	20	20	20	24		
Genre :	RESP	RESP	RESP	RESP		
Type :	WP03	WP03	WP03	WP03		
Carrosserie :	NON SPEC	NON SPEC	NON SPEC	NON SPEC		
Immatriculation :	DS 551 ZT	DM 613 GR	AV 385 RS	BX 272 ZW		
Marque :	PRAT	PRAT	PRAT	PRAT		
1ere mise en circulation :	06/09/07	13/03/08	25/06/10	29/04/04		
N° dans la série du type :	VF9WP03XP7X637002	VF9WP03XP7X637005	VF9WPO3XBAX637012	VF9WPO3XP2X637006		
Nbre places assises :	20	20	20	24		
Genre :	RESP	RESP	RESP	RESP		
Type :	WP 03	WP03	WP 03	WP 03		
Carrosserie :	NON SPEC	NON SPEC	NON SPEC	NON SPEC		
Immatriculation :	DS 580 ZT	DM 644 GR	AV 282 RS	BX 856 ZV		
Marque :	PRAT	PRAT	PRAT	PRAT		
1ere mise en circulation :	06/09/07	13/03/08	25/06/10	29/04/04		
N° dans la série du type :	VF9WP03XP7X637001	VF9WP03XP7X637006	VF9WPO3XBAX637011	VF9WPO3XP2X637004		
Nbre places assises :	20	20	20	24		
Genre :	RESP	RESP	RESP	RESP		
Type :	WP03	WP03	WP03	WP03		
Carrosserie :	NON SPEC	NON SPEC	NON SPEC	NON SPEC		



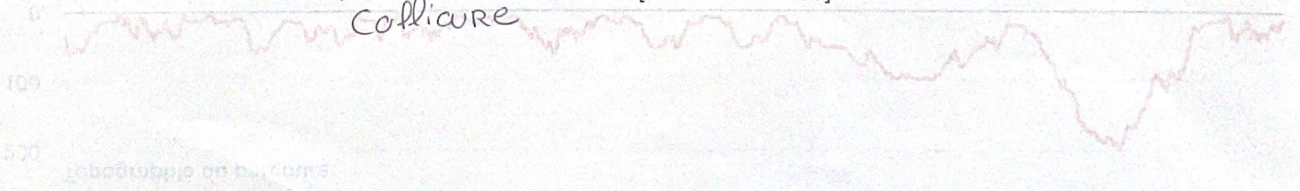
Circuit complet Collioure-Port-Vendres
Port-Vendres Collioure [45912 m - 45,91 km]



page n°1
Collioure

Collioure-Port-Vendres

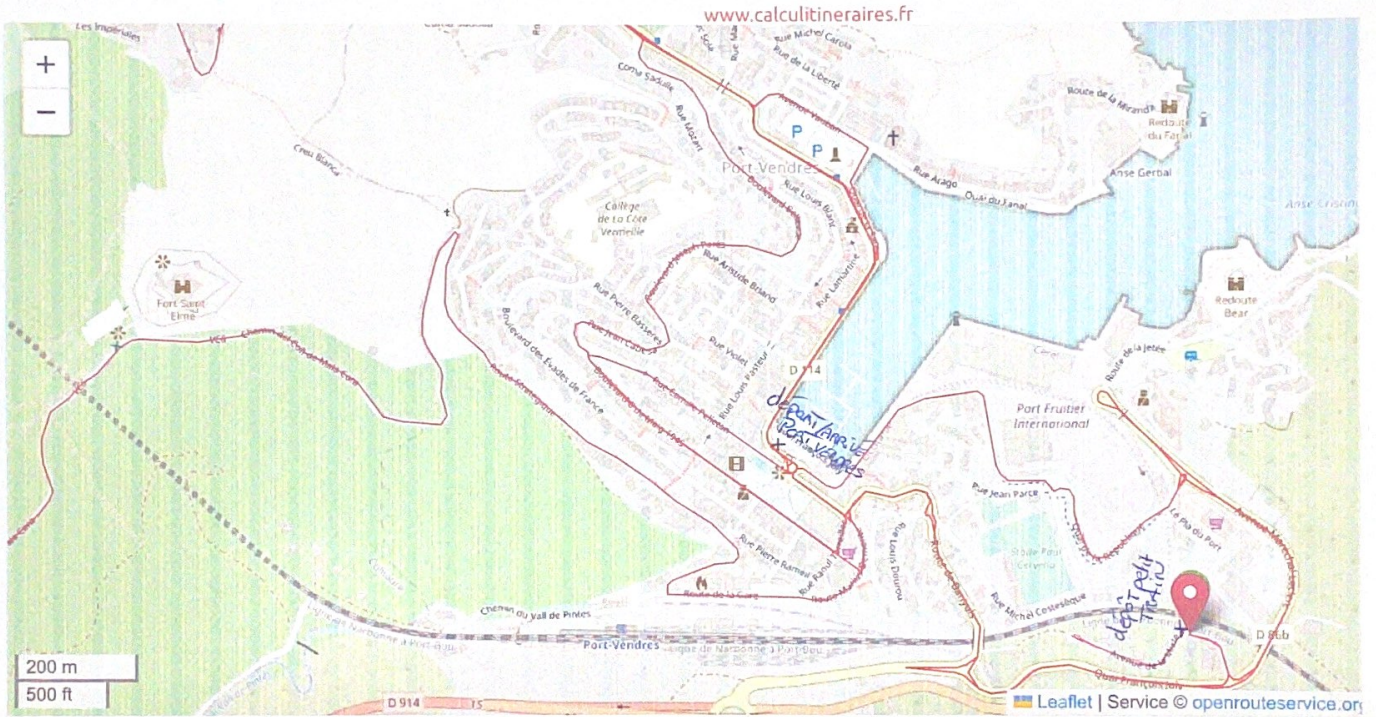
[45.912 m - 45.91 km]





page n°2
Collioure

Collioure-Port-Vendres
[45912 m - 45.91 km]



page n°1

Collioure-Port-Vendres

[45912 m - 45.91 km]

PORT-VENDRES



page n° 2
PORT - VENDRES

Collioure-Port-Vendres
[45.912 m - 45.91 km]



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MODIFICATION DES ARRETES PREFECTORAUX DU 6 SEPTEMBRE 2017

portant prescriptions complémentaires de relèvement du débit réservé au titre du code de l'environnement relatifs aux prises d'eau suivantes sur la commune d'IILE-SUR-TET :

- canal d'Ille, arrêté DDTM/SER/2017249-0001
- canal de Thuir, arrêté DDTM/SER/2017249-0004
- canal de Peu del tarres, DDTM/SER/2017249-0006
- canal de Régleille, arrêté DDTM/SER/2017249-0007
- canal de Perpignan, arrêté DDTM/SER/2017249-0005
- canal de Millas-Nefiac, arrêté DDTM/SER/2017249-0008.

Entrée en vigueur des dispositions fixées par le tribunal administratif de MONTPELLIER dans sa décision du 29 novembre 2022

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MONTPELLIER**

N°2100138

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT
LANGUEDOC-ROUSSILLON**

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme Michelle Couégnat
Rapporteuse

Le tribunal administratif de Montpellier

(5^{ème} Chambre)

Mme Daphné Lorriaux
Rapporteuse publique

Audience du 15 novembre 2022
Décision du 29 novembre 2022

C

Vu la procédure suivante :

Par une requête et des mémoires, enregistrés les 13 janvier 2021, 3 mars 2022, 8 avril 2022 et 4 mai 2022, l'association France Nature Environnement Languedoc-Roussillon (FNE LR) demande au tribunal :

1°) d'annuler la décision implicite par laquelle le préfet des Pyrénées-Orientales a rejeté sa demande de relever les débits minimums biologiques relatifs aux prises d'eau des canaux d'Ille, de Thuir, de Peu-del-Tarres, de Régleille, de Perpignan et de Millas-Néfiac par de nouveaux arrêtés complémentaires fixant, pour chacune de ces prises d'eau, un débit minimum biologique tout au long de l'année à une valeur située entre 1 800 l/s à 2 200 l/s conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du code de l'environnement telles qu'éclairées par les résultats de l'étude de détermination des volumes prélevables de la Têt notifiée au préfet des Pyrénées-Orientales en 2013, avec toutes conséquences de droit ;

2°) en conséquence à titre principal de modifier les arrêtés du 6 septembre 2017 relatifs aux prises d'eau des canaux d'Ille, de Thuir, de Peu-del-Tarres, de Régleille, de Perpignan et de Millas-Néfiac en fixant, pour chacune de ces prises d'eau, un débit minimum biologique tout au long de l'année à une valeur située entre 1 800 (voire 1 500) l/s à 2 200 l/s conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du code de l'environnement telles qu'éclairées par les résultats de l'étude de détermination des volumes prélevables de la Têt ;

3°) à titre subsidiaire d'enjoindre au préfet des Pyrénées-Orientales, de prendre, sous 3 mois, un nouvel arrêté fixant des débits réservés applicables aux prises d'eau des canaux d'Ille, de Thuir, de Peu-del-Tarres, de Régleille, de Perpignan et de Millas-Néfiac à une valeur située entre 1 800 (voire 1 500) l/s à 2 200 l/s conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du code de l'environnement telles qu'éclairées par les résultats de l'étude volumes prélevables de la Têt ;

4°) de condamner l'État à payer 1 500 euros à FNE LR au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

5°) de condamner solidairement les associations syndicales autorisées (ASA) des canaux d'Ille, de Thuir, de Peu-del-Tarres, de Régleille et de Millas-Néfiac à payer 1 500 euros à FNE LR au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

- sa requête, déposée dans les deux mois de la naissance de la décision implicite de rejet par le préfet de sa demande de relèvement des débits réservés relatifs à différentes prises d'eau par de nouveaux arrêtés complémentaires le 14 novembre 2020, est recevable à raison des délais ;

- elle a intérêt à agir au regard de ses statuts et de son agrément au titre de l'article L. 141-1 du code de l'environnement, l'action a été décidée conformément aux statuts et son représentant a qualité pour agir ;

- il ressort de la phase 4 de l'étude volumes prélevables de la Têt que seul un débit situé entre 1800 l/s (1,8 m³/s) et 2200 l/s (2,2 m³/s) est de nature à garantir en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces peuplant les eaux au sens de l'article L. 214-18 du code de l'environnement ; dès lors en fixant des débits réservés égaux à 1 217 l/s pour les canaux d'Ille et de Thuir et à 609 l/s du 1^{er} juillet au 31 octobre pour les canaux de Peu-del-Tarres, Régleille, Perpignan et Millias-Néfiac, les arrêtés préfectoraux du 6 septembre 2017 ont fixé des débits minimums biologiques méconnaissant les exigences de l'article L. 214-18 de l'environnement et sont donc illégaux ;

- afin d'assurer la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et suivants du code de l'environnement, le préfet des Pyrénées-Orientales était donc tenu de faire droit à sa demande de relever les débits réservés relatifs aux prises d'eau litigieuses et sa décision implicite doit être annulée ;

- il est demandé au tribunal en vertu de ses pouvoirs de juge de plein contentieux de modifier les arrêtés préfectoraux du 6 septembre 2017, à titre subsidiaire d'enjoindre au préfet d'y procéder.

Par des mémoires en défense, enregistrés les 7 avril 2021 et 28 février 2022, l'association syndicale autorisée du Canal d'Ille, représentée par la SCP Lesage Berguet Gouard-Robert, conclut au rejet de la requête et à la mise à la charge de l'association FNE LR de la somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

- la requête est irrecevable dès lors qu'il s'agit d'une requête collective dirigée contre plusieurs décisions qui ne présentent pas entre elles un lien suffisant ;

- les conclusions tendant à ce que le juge modifie l'arrêté du 6 septembre 2017 sont irrecevables dès lors que la demande d'annulation de la décision implicite du préfet refusant de mettre en œuvre les prérogatives de police qu'il tient de l'article L. 181-14 du code de l'environnement relève du contentieux de l'excès de pouvoir et non de pleine juridiction ;

- le préfet était tenu de rejeter la demande d'abrogation de l'arrêté, qui constitue une décision individuelle créatrice de droits, dès lors qu'elle a été formulée plus de quatre mois après la prise de la décision (L. 242-1 code des relations entre le public et l'administration) et qu'elle est, en dépit de sa formulation trompeuse, fondée sur l'illégalité originelle de la décision au regard des dispositions de l'article L. 214-18 du code de l'environnement ;

- la requérante ne démontre pas, par la seule référence à l'étude prélevable 2011, que l'arrêté du 6 septembre 2017 n'aurait pas suffi, en l'espèce, à assurer le respect des dispositions de l'article L. 211-1 au droit de la prise et que le préfet aurait refusé à tort d'exercer les prérogatives qu'il tient de l'article L. 181-14 du code de l'environnement et commis une erreur d'appréciation en refusant d'édicter des prescriptions complémentaires ;

- c'est à bon droit que le préfet a fixé le débit réservé aux droits de la prise d'eau de l'ASA en tenant compte des différents usages à concilier.

Par des mémoires en défense, enregistrés les 7 avril 2021 et 28 février 2022, l'ASA du Canal de Thuir, représentée par la SCP Lesage Berguet Gouard-Robert, conclut au rejet de la requête et à la mise à la charge de l'association FNE LR de la somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que la requête est irrecevable et les moyens infondés pour les mêmes motifs que ceux exposés dans les mémoires présentés pour l'ASA du canal d'Ille.

Par des mémoires en défense, enregistrés les 8 avril 2021 et 28 février 2022, l'ASA du Canal Régleille, représentée par la SCP Lesage Berguet Gouard-Robert, conclut au rejet de la requête et à la mise à la charge de l'association FNE LR de la somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que la requête est irrecevable et les moyens infondés pour les mêmes motifs que ceux exposés dans les mémoires présentés pour l'ASA du canal d'Ille.

Par des mémoires en défense, enregistrés les 7 avril 2021 et 28 février 2022, l'ASA du Canal de Peu-del-Tarres, représentée par la SCP Lesage Berguet Gouard-Robert, conclut au rejet de la requête et à la mise à la charge de l'association FNE LR de la somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que la requête est irrecevable et les moyens infondés pour les mêmes motifs que ceux exposés dans les mémoires présentés pour l'ASA du canal d'Ille.

Par des mémoires en défense, enregistrés les 7 avril 2021 et 28 février 2022, l'ASA des Canaux de Millas, représentée par la SCP Lesage Berguet Gouard-Robert, conclut au rejet de la requête et à la mise à la charge de l'association FNE LR de la somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que la requête est irrecevable et les moyens infondés pour les mêmes motifs que ceux exposés dans les mémoires présentés pour l'ASA du canal d'Ille.

Par un mémoire en défense, enregistré le 3 février 2022, le préfet des Pyrénées-Orientales conclut au rejet de la requête.

Il soutient que :

- l'association disposait d'un délai de quatre mois à compter de la publication de ses arrêtés du 6 septembre 2017 pour former un recours, la présente requête est donc irrecevable pour tardiveté ;

- le recours de l'association n'est pas un recours de plein contentieux mais un recours pour excès de pouvoir contre la décision implicite de rejet de sa réclamation du 14 septembre 2020 ;

- si le 3^{ème} alinéa de l'article L. 181-14 du code de l'environnement lui permet d'imposer toute prescription complémentaire c'est une simple faculté, il n'y était donc pas tenu, d'une part en l'absence de toute modification de fonctionnement des prises d'eau des différents canaux ; d'autre part et alors que les six prises d'eau concernées se conforment aux prescriptions de 2017 l'association ne démontre pas en quoi les prescriptions édictées dans les arrêtés seraient insuffisantes et ne permettraient pas d'assurer le respect des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

- le moyen tiré du non-respect par les arrêtés des articles L. 181-4 et L. 214-18 doit être écarté dès lors que les arrêtés tout en respectant les exigences de la vie biologique devaient prendre en compte les activités humaines comme l'agriculture, ainsi que la préservation du patrimoine historique et hydraulique que constitue le réseau des canaux en application de l'article L. 211-1 du code de l'environnement, aspects que ne prend pas en compte l'étude relative aux volumes prélevables ; en outre la modulation saisonnière du débit réservé est permise quand la conciliation des usages et les enjeux économiques le justifient, et en fixant un débit minimal à 609 l/s certains mois de l'année l'autorité administrative garantit un bon fonctionnement des espèces présentes (qui ont vécu, ont circulé et se sont reproduites à une époque où le débit réservé était fixé à 1/40ème du module soit 300 l/s) ;

- la valeur de débit proposée par la requérante, à partir de l'étude des volumes prélevables (EVP), est fondée sur une simple caractéristique hydraulique et non sur une méthode biodiversité et habitats ; en retenant une valeur de 1 217 l/s en moyenne annuelle sur les 6 arrêtés il a bien pris en compte l'ensemble des connaissances disponibles sur les valeurs guides de débit minimum biologique : supérieur à 900 l/s au titre du SAR, supérieur à 1 000 l/s au titre de la survie des espèces, basé sur 1 500 l/s au titre du VNC3 quinquennal ; même potentiellement entachée d'une erreur liée à la mesure, sa méthode est moins sujette à discussion que le débit minimum biologique fixé à partir de la méthode Estimhab ;

- la valeur de 1 800 à 2 200 l/s présentée comme valeur de « débit minimum biologique » au point T6 par la requérante est en réalité un « débit biologique » et ne peut être assimilé à la valeur du débit minimal au sens de l'article L. 214-18 du code de l'environnement ; la requérante commet donc une erreur de droit et d'interprétation de l'EVP en lui demandant de réviser le débit réservé à hauteur du débit biologique soit 1 800 à 2 200 l/s ;

- il est demandé au tribunal de suspendre l'instruction du présent dossier pendant une durée d'un an afin de disposer des résultats d'une nouvelle étude qui a été engagée pour re-expertiser la valeur des débits biologiques.

Par un mémoire en défense, enregistré le 29 avril 2022, la commune de Perpignan, représentée par la société d'avocats Interbarreaux Sanguinède Di Frenna & associés, conclut au rejet de la requête et à la condamnation de l'association FNE LR à lui verser la somme de 1 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

- la requête qui ne vise qu'à obtenir l'annulation ou l'abrogation des arrêtés préfectoraux du 6 septembre 2017 est tardive et par suite irrecevable ;
- c'est à bon droit que le préfet a refusé de faire droit à la demande, le non-respect des articles L. 214-18 et L. 211-1 du code de l'environnement n'étant pas démontré.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'environnement ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Couégnat, rapporteure,
- les conclusions de Mme Lorriaux, rapporteure publique,
- les observations de M. Gourbinot, représentant l'association FNE LR,
- et les observations de Me Latapie, représentant la commune de Perpignan.

Une note en délibéré, enregistrée le 16 novembre 2022, a été présentée par l'association FNE LR.

Considérant ce qui suit :

1. Par six arrêtés du 6 septembre 2017 portant prescription complémentaire pris sur le fondement de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, le préfet des Pyrénées-Orientales a décidé le relèvement du débit réservé fixé en application de l'article L. 214-18 du code de l'environnement, relatifs respectivement à chacune des six prises d'eau des canaux d'Ille, de Thuir, de Peu-del-Tarres, de Régleille, de Perpignan et de Millas-Néfiac, situées sur la Têt à l'aval du barrage de Vinça sur la commune d'Ille-sur-Têt avec effet au 1^{er} janvier 2018. Ces prises d'eau alimentent des canaux d'irrigation gérés par les associations syndicales autorisées (ASA) du même nom à l'exception de celui de Perpignan géré par la commune de Perpignan. Par un courrier du 9 septembre 2020 réceptionné le 14 septembre suivant, la Fédération nationale de l'environnement Languedoc-Roussillon (FNE LR) a demandé au préfet des Pyrénées-Orientales de relever les débits réservés relatifs à ces six prises d'eau par de nouveaux arrêtés complémentaires fixant pour chacune un débit minimum biologique tout au long de l'année à une valeur située entre 1,8 à 2,2 m³/s soit le 1/5^{ème} du module. Par la présente requête, la FNE LR demande au tribunal d'annuler la décision implicite de rejet opposée par le préfet des Pyrénées-Orientales à sa demande et par voie de conséquence de modifier les arrêtés du 6 septembre 2017 ou d'enjoindre au préfet de prendre de nouveaux arrêtés.

Sur les conclusions à fin d'annulation du refus opposé par le préfet des Pyrénées-Orientales :

En ce qui concerne les fins de non-recevoir opposées par les défendeurs :

2. Aux termes de l'article L. 181-14 du code de l'environnement : « (...) *L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.* ». Aux termes de l'article R. 181-45 du même code : « *Les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L. 181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-22 à R. 181-32. (...) L'arrêté complémentaire est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.* ». L'article R. 181-50 du même code prévoit : « *Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative : 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ; 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de : a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ; b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.* ». Aux termes de l'article R. 181-52 du même code : « *Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.* ».

3. Les défendeurs ne peuvent utilement se prévaloir de l'expiration du délai prévu par l'article R. 181-50 cité au point précédent qui est relatif au recours direct des tiers contre un arrêté pris en application du dernier alinéa de l'article L. 181-14 du code de l'environnement dès lors que les conclusions présentées par FNE LR tendent, non pas à l'annulation des arrêtés du 6 septembre 2017, mais à l'annulation du refus opposé par le préfet à sa demande de modification desdits arrêtés, né du silence gardé pendant deux mois par celui-ci sur sa demande de fixation de prescriptions complémentaires reçue le 14 septembre 2020. Les fins de non-recevoir tirée de la tardiveté de la requête doivent donc être écartées.

4. Comme le prévoient les dispositions citées au point 2, le préfet peut à tout moment, de sa propre initiative ou sur saisine d'un tiers, imposer des prescriptions complémentaires, dès lors que celles-ci sont nécessaires pour assurer le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 du code de l'environnement. La commune de

Perpignan n'est donc pas fondée à soutenir que les prescriptions imposées par l'arrêté du 6 septembre 2017 constitueraient une décision créatrice de droits au sens de l'article L. 242-1 du code des relations entre le public et l'administration et que la demande de modification desdites prescriptions présentée par l'association requérante plus de quatre mois après l'édition de ces arrêtés serait tardive. Les fins de non-recevoir opposées pour ce motif par la commune de Perpignan et les cinq associations syndicales autorisées doivent donc être écartées.

5. Par la présente requête l'association FNE LR demande l'annulation de la décision implicite, née du silence gardé par le préfet des Pyrénées-Orientales sur sa demande formulée en septembre 2020. Si par cette décision, le préfet doit être regardé comme ayant refusé d'imposer des prescriptions complémentaires à six prises d'eau distinctes, qui font l'objet de six arrêtés d'autorisations au bénéfice de six personnes morales distinctes, il résulte de l'instruction que ces prises d'eau se succèdent sur la Têt à l'aval du barrage de Vinça sur le territoire de la même commune, que les arrêtés du 6 septembre 2017 dont la modification est sollicitée ont été pris à la suite de la même étude de détermination des volumes prélevables conduite sur le bassin versant de la Têt et qu'ils ont fait l'objet d'un cadrage général lors de leur présentation au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST). Dans ces conditions, les conclusions de la requête, en admettant même qu'elles présentent un caractère collectif, ont un lien suffisant pour faire l'objet d'une requête unique. La fin de non-recevoir opposée par les cinq associations syndicales autorisées doit donc être écartée.

En ce qui concerne l'office du juge :

6. Aux termes de l'article L. 181-17 du code de l'environnement : « *Les décisions prises sur le fondement de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 181-9 et les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.* ». Contrairement à ce que soutiennent les défendeurs, et même s'il s'agit d'une décision de refus, la décision contestée du préfet des Pyrénées-Orientales est une « décision mentionnée à l'article L. 181-14 du code de l'environnement » au sens de l'article L. 181-17 du code de l'environnement précité. Par suite le présent litige est un contentieux de pleine juridiction et il appartient au juge de plein contentieux des installations soumises à la législation sur l'eau de se prononcer sur l'étendue des obligations mises à la charge des exploitants par l'autorité compétente au regard des circonstances de fait et de droit existant à la date à laquelle il statue.

En ce qui concerne les valeurs des débits réservés :

7. Aux termes de l'article L. 214-18 du code de l'environnement : « *I. Tout ouvrage à construire dans le lit d'un cours d'eau doit comporter des dispositifs maintenant dans ce lit un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux au moment de l'installation de l'ouvrage ainsi que, le cas échéant, des dispositifs empêchant la pénétration du poisson dans les canaux d'aménée et de fuite. / Ce débit minimal ne doit pas être inférieur au dixième du module du cours d'eau en aval immédiat ou au droit de l'ouvrage correspondant au débit moyen interannuel, évalué à partir des informations disponibles portant sur une période minimale de cinq années, ou au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage, si celui-ci est inférieur. (...)/ II. Les actes*

d'autorisation ou de concession peuvent fixer des valeurs de débit minimal différentes selon les périodes de l'année, sous réserve que la moyenne annuelle de ces valeurs ne soit pas inférieure aux débits minimaux fixés en application du I. En outre, le débit le plus bas doit rester supérieur à la moitié des débits minimaux précités. Lorsqu'un cours d'eau ou une section de cours d'eau est soumis à un étiage naturel exceptionnel, l'autorité administrative peut fixer, pour cette période d'étiage, des débits minimaux temporaires inférieurs aux débits minimaux prévus au I. (...) / IV. Pour les ouvrages existant à la date de promulgation de la loi n° 2006 1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques, les obligations qu'elle institue sont substituées, dès le renouvellement de leur concession ou autorisation et au plus tard le 1er janvier 2014, aux obligations qui leur étaient précédemment faites. Cette substitution ne donne lieu à indemnité que dans les conditions prévues au III de l'article L. 214 17. ». Aux termes de l'article L. 211-1 du même code : « I. Les dispositions des chapitres Ier à VII du présent titre ont pour objet une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ; (...) / 1° La prévention des inondations et la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides ; (...) / 2° La protection des eaux et la lutte contre toute pollution (...) / ; / 3° La restauration de la qualité de ces eaux et leur régénération ; / 4° Le développement, la mobilisation, la création et la protection de la ressource en eau ; / 5° La valorisation de l'eau comme ressource économique et, en particulier, pour le développement de la production d'électricité d'origine renouvelable ainsi que la répartition de cette ressource ; / 5° bis La promotion d'une politique active de stockage de l'eau pour un usage partagé de l'eau permettant de garantir l'irrigation, élément essentiel de la sécurité de la production agricole et du maintien de l'étiage des rivières, et de subvenir aux besoins des populations locales ; / 6° La promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau ; / 7° Le rétablissement de la continuité écologique au sein des bassins hydrographiques. (...) / II. La gestion équilibrée doit permettre en priorité de satisfaire les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population. Elle doit également permettre de satisfaire ou concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences : / 1° De la vie biologique du milieu récepteur, et spécialement de la faune piscicole et conchylicole ; / 2° De la conservation et du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations ; / 3° De l'agriculture, des pêches et des cultures marines, de la pêche en eau douce, de l'industrie, de la production d'énergie, en particulier pour assurer la sécurité du système électrique, des transports, du tourisme, de la protection des sites, des loisirs et des sports nautiques ainsi que de toutes autres activités humaines légalement exercées. (...) ».

8. Ces dispositions combinées que l'administration est tenue de prendre en compte pour déterminer le débit à maintenir dans le lit du cours d'eau concerné peuvent conduire à fixer un débit supérieur au débit minimal prévu par l'article L. 214-18 du code de l'environnement pour assurer en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces peuplant les eaux en cause. Cet objectif peut, lui-même, conduire à fixer un débit supérieur au débit minimal en fonction des particularités du cours d'eau. Toutefois, et contrairement à ce que soutiennent les défenseurs, l'administration ne peut prendre en compte les autres exigences prévues à l'article L. 211-1 du même code et notamment les besoins de l'activité agricole lorsque ce débit minimal n'est pas atteint.

9. Pour contester le refus du préfet de relever les débits réservés fixés par les six arrêtés préfectoraux du 6 septembre 2017, l'association FNE LR soutient que ceux-ci ne respectent pas, depuis leur édicton, les dispositions de l'article L. 214-18 du code de l'environnement, en relevant que les débits réglementaires fixés par ces arrêtés sont sans lien avec l'étude de détermination des volumes prélevables réalisée en 2012 et qu'ils ne sont

manifestement pas de nature à garantir en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux.

10. L'association se prévaut ainsi de l'étude de détermination des volumes prélevables du bassin versant de la Têt, réalisée entre juin 2009 et avril 2012, sous pilotage de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et des services de l'Etat, dont les résultats ont été notifiés au préfet des Pyrénées-Orientales par un courrier du préfet de la région du 31 juillet 2013 et qui a proposé au droit du point T6, premier point situé à l'aval du barrage de Vinça et de la dernière des six prises d'eau concernées, un débit minimum biologique à 2 m³/s. Eu égard à son objet, cette étude, dont le préfet de région indiquait en 2013 qu'elle a été réalisée à partir de méthodes validées par le conseil scientifique du comité de bassin et constitue une « base stabilisée » sur laquelle repose le constat de la situation de la ressource, des usages et des besoins du milieu, peut être prise en compte, même si elle n'a pas de valeur contraignante. Si les défenseurs le contestent en en faisant valoir l'ancienneté ainsi que les approximations des propositions relatives au point T6, ils n'apportent aucun élément pertinent au soutien de cette contestation alors que la requérante se prévaut d'un « rapport d'expertise sur les débits biologiques de la Têt, l'hydrométrie et l'hydrologie naturelle de la Têt » établi en juillet 2021 par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, qui n'est ni remis en cause ni commenté par les défenseurs, et qui valide tant la méthode que les valeurs de l'étude des volumes prélevables et estime qu'aucun élément objectif ne permet à ce stade de remettre en cause la pertinence des valeurs définies, lesquelles ont notamment été appréciées par des comparaisons avec des bassins soumis également à des régimes pluvio-niveaux. Dans ces conditions, la requérante est fondée à s'en prévaloir au soutien de son moyen tiré de la méconnaissance de l'article L. 214-18 du code de l'environnement.

11. Il résulte de l'étude des volumes prélevables éclairée par le rapport de juillet 2021, qu'au point T6 et sur la base d'une approche hydro-biologique, le débit du seuil d'accroissement du risque (SAR), qui est celui qui permet de garantir en permanence une disponibilité d'habitats permettant la survie des espèces locales, correspond à l'intervalle entre un débit minimal de 900/1000 l/s et une valeur proche de 2 000 l/s. La borne inférieure correspond au « débit de survie des espèces » évalué à 1 000 l/s. En l'absence d'inflexion visible du SAR, les auteurs de l'étude, relevant les limites de la méthode compte tenu des particularités du secteur, ont préconisé de se baser a minima sur les VCN3 quinquennaux, définis comme le volume consécutif minimal pour trois jours enregistré sur une période de 5 ans, qui permet de caractériser une situation d'étiage sévère sur une période courte, et qui constituent des données hydrologiques, avant de proposer « à dire d'expert » à partir d'une fourchette de 1,8 à 2,2 m³/s la valeur de 2 m³/s. Si l'étude ne mentionnait que le VCN10 quinquennal en 2012 s'établissant à 1 600 l/s, il est constant que le VCN3 quinquennal s'établit désormais à 1 500 l/s. Dans ces conditions, si le débit de 2 000 l/s peut être regardé comme constituant un seuil de fonctionnement confortable, la valeur de 1 500 l/s peut quant à elle être regardée comme un seuil de fonctionnement satisfaisant, ce qui permet de prendre en compte la « marge d'erreur » évoquée par le préfet ainsi que l'écart évoqué entre la prise en compte d'une valeur à construction statistique et une valeur « instantanée ».

12. Si le préfet indique avoir « pris en compte » ces différentes valeurs guides, il n'apporte aucun élément technique ou scientifique de nature à justifier son choix de fixer la valeur de 1 217 l/s correspondant à la valeur plancher prévue par le texte, alors même qu'il dispose d'une valeur hydrologique supérieure. S'il évoque, par référence à un arrêt de la Cour administrative d'appel de Marseille rendu dans un contentieux de même nature, la possibilité

de retenir comme débit minimum biologique une valeur inférieure de 25% à celle du débit correspondant à un seuil de fonctionnement confortable, d'une part cette référence ne permet pas de retenir une règle qui serait applicable à tout cours d'eau, d'autre part, la valeur retenue est en l'espèce inférieure de 40% à la valeur de 2 m³/s proposée par l'étude. En outre, aucun élément n'est apporté de nature à justifier la décision également contestée de fixer à 609 l/s le débit minimum biologique entre le 1^{er} juillet et le 31 octobre pour les prises d'eau de Peu-del-Tarres, Régleille, Perpignan et Millas-Néfiac, ni à établir qu'il permettrait de « garantir en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces ». L'avis favorable qui avait été émis par le CODERST en 2017 ne lie pas l'administration ni la juridiction administrative. L'affirmation du préfet défendeur selon laquelle les valeurs fixées par les arrêtés contestés constituent une amélioration par rapport aux débits antérieurement imposés et celle, non étayée, que les espèces aquatiques auraient survécu alors même que le débit réservé était quatre fois inférieur, ne permettent pas de considérer que les valeurs contestées garantiraient en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux.

13. La circonstance que le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Rhône Méditerranée 2016-2021 constate que le bon état écologique et quantitatif au sens de la directive cadre sur l'eau est atteint dès 2015 pour la masse d'eau « La Têt du barrage de Vinça à la Comelade » est sans incidence sur le bien-fondé de la décision. Il résulte d'ailleurs de l'instruction que le programme de mesures associé au SDAGE 2016-2021 indique au titre de « l'altération de l'hydrologie » une mesure de révision des débits réservés et que la procédure de classement en zone de répartition des eaux actuellement menée sur cette partie du cours d'eau est justifiée par l'importance des prélèvements agricoles sur ce secteur.

14. Il résulte de tout ce qui précède que l'association requérante est fondée à soutenir que les valeurs des débits réservés imposées par les arrêtés contestés ont été fixées en méconnaissance de l'article L. 214-18 du code de l'environnement et qu'en refusant par la décision contestée d'édicter des prescriptions complémentaires en vue de modifier ces valeurs le préfet a entaché sa décision d'une erreur d'appréciation.

15. Ainsi qu'il l'a été dit au point 8, le préfet ne peut prendre en compte les autres exigences prévues à l'article L. 211-1 du code de l'environnement dès lors que le débit minimum biologique prévu à l'article L. 214-18 du code de l'environnement n'est pas atteint. Dans ces conditions, les défendeurs ne peuvent utilement faire valoir la nécessité de concilier les usages. En tout état de cause, si les défendeurs font valoir l'importance pour l'agriculture de l'irrigation permise par leurs différents canaux, il ne résulte pas de l'instruction, sans méconnaître les conséquences d'une réduction des volumes prélevés, que l'augmentation des débits réservés rendrait impossible le fonctionnement du réseau gravitaire, compte tenu notamment de la nécessité de poursuivre les travaux d'économie d'eau rappelée dans le cadre du projet de classement en zone de répartition des eaux du sous bassin de la Têt aval entre le barrage de Vinça et Ille-sur-Têt. Les défendeurs n'établissent donc pas que les ASA et la commune de Perpignan ne seraient plus en mesure d'assurer leur service public d'irrigation, ni par suite d'assurer la préservation du patrimoine historique et hydraulique des canaux d'irrigation, ainsi que, en tout état de cause, les « apports écologiques des ouvrages en terme de paysages et de biodiversité ». S'agissant du rôle des canaux d'irrigation dans le rechargement des nappes phréatiques, il ne résulte pas de l'instruction que la réduction du volume d'eau dans les canaux qu'impliquera l'augmentation des débits réservés ne permettrait pas, compte tenu des perspectives d'amélioration des infrastructures et des circuits, de distribution de satisfaire ou de concilier les exigences liées à l'alimentation en eau potable de la population. En particulier l'étude produite par les ASA est fondée sur la seule

hypothèse d'une absence totale d'eau dans les canaux. Il en résulte que les défendeurs ne justifient pas de ce qu'un débit réservé de 1 500 l/s serait contraire au principe de gestion équilibrée prévu par l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

16. Il résulte de tout ce qui précède, sans qu'il soit besoin de surseoir à statuer pour attendre les résultats d'une nouvelle étude évoquée par le préfet, que la décision implicite par laquelle le préfet des Pyrénées-Orientales a rejeté la demande de l'association FNE LR de relever les débits minimums biologiques relatifs aux prises d'eau des canaux d'Ille, de Thuir, de Peu-del-Tarres, de Régleille, de Perpignan et de Millas-Néfiac fixés par les six arrêtés du 6 septembre 2017 doit être annulée.

Sur les conclusions à fin d'injonction :

17. En vertu de ses pouvoirs de juge de plein contentieux, tels qu'indiqués au point 6, le juge administratif peut modifier les dispositions des arrêtés du 6 septembre 2017 portant prescription complémentaire relatifs aux six prises d'eau concernées. Les conclusions présentées par l'association requérante à cette fin sont donc recevables.

18. Eu égard à l'ensemble des éléments rappelés des points 11 à 16, il y a lieu pour le tribunal de faire usage de ses pouvoirs de pleine juridiction en fixant la valeur du débit réservé pour les six prises d'eau à 1 500 l/s et en supprimant la modulation estivale prévue pour la période du 1^{er} juillet au 31 octobre pour les canaux de Peu-del-Tarres, de Régleille, de Perpignan et de Millas-Néfiac, un tel débit permettant, au regard des éléments exposés précédemment de garantir en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces.

19. Il y a donc lieu de modifier les dispositions des articles 2 des six arrêtés du préfet des Pyrénées-Orientales du 6 septembre 2017 en tant qu'elles fixent à 1 217 l/s tout au long de l'année pour les canaux d'Ille et de Thuir et à 1 217 l/s pour les périodes allant du 1^{er} mars au 30 juin et du 1^{er} novembre au 30 novembre de chaque année et 609 l/s pour les périodes du 1^{er} juillet au 31 octobre de chaque année, pour les canaux de Peu-del-Tarres, de Régleille, de Perpignan et de Millas-Néfiac, le débit minimal à laisser à l'aval immédiat de la prise d'eau et de substituer à ces valeurs celle de 1 500 l/s pour les mêmes périodes. Il y a lieu, par voie de conséquence, de modifier les articles 3 des arrêtés du 6 septembre 2017, qui prévoyaient la mise en œuvre des dispositions des articles 2 « à compter du 1^{er} janvier 2018 », et de fixer la date de cette mise en œuvre « à compter du 1^{er} avril 2023 ». Les présentes prescriptions complémentaires feront l'objet de la publicité prévue par l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Sur les frais liés au litige :

20. En vertu des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, le tribunal ne peut pas faire bénéficier la partie tenue aux dépens ou la partie perdante du paiement par l'autre partie des frais qu'elle a exposés à l'occasion du litige soumis au juge. Les conclusions présentées à ce titre par la commune de Perpignan, l'ASA du canal d'Ille, l'association syndicale autorisée du canal de Thuir, l'association syndicale autorisée du canal de Peu-del-Tarres, l'ASA du canal de Régleille et l'ASA du canal de Millas-Néfiac qui sont les parties perdantes dans la présente instance, doivent, dès lors, être rejetées. Les conclusions présentées par l'association requérante au même titre ne peuvent qu'être rejetées dès lors

qu'elle ne justifie pas avoir exposé des frais spécifiques (CE 3 octobre 2012 Société Arx n°357248 A).

DECIDE :

Article 1er : La décision implicite par laquelle le préfet des Pyrénées-Orientales a rejeté la demande de l'association FNE LR de relever les débits minimums biologiques relatifs aux prises d'eau des canaux d'Ille, de Thuir, de Peu-del-Tarres, de Régleille, de Perpignan et de Millas Nefiac fixés par ses six arrêtés du 6 septembre 2017 est annulée.

Article 2 : Les termes des articles 2 des arrêtés du préfet des Pyrénées-Orientales n° DDTM/SER/2017249-0001 (canal d'Ille) et 0004 (canal de Thuir) du 6 septembre 2017 sont remplacés par les dispositions suivantes : « *Le débit minimal est fixé à la valeur de 1 500 l/s, ou au débit naturel du cours d'eau en amont de la prise si celui-ci est inférieur à cette valeur.* ».

Article 3 : Les termes des deux derniers alinéas des articles 2 des arrêtés du préfet des Pyrénées-Orientales n° DDTM/SER/2017249-0006 (canal de Peu-del-Tarres), 0007 (canal de Régleille), 0005 (canal de Perpignan) et 0008 (canal de Millas-Néfiac) du 6 septembre 2017 sont remplacés par les dispositions suivantes : « *(...) pour la période allant du 1^{er} mars au 30 novembre le débit minimal à laisser à l'aval immédiat de la prise d'eau ne saurait être inférieur à 1 500 l/s, ou au débit naturel du cours d'eau en amont de la prise si celui-ci est inférieur à cette valeur.* »

Article 4 : Les articles 3 des arrêtés préfectoraux n° DDTM/SER/2017249-0001, 0004, 0006, 0007, 0005 et 0008 du 6 septembre 2017 sont modifiés comme suit : les termes « *à compter du 1^{er} janvier 2018* » sont remplacés par « *à compter du 1^{er} avril 2023* ».

Article 5 : Les présentes prescriptions feront l'objet par le préfet des Pyrénées-Orientales de la publicité prévue par l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Article 6 : Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

Article 7 : Les conclusions présentées par la commune de Perpignan, l'association syndicale autorisée du canal d'Ille, l'association syndicale autorisée du canal de Thuir, l'association syndicale autorisée du canal de Peu-del-Tarres, l'association syndicale autorisée du canal de Régleille et l'association syndicale autorisée du canal de Millas-Néfiac au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 8 : Le présent jugement sera notifié à l'association France Nature Environnement Languedoc-Roussillon, au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, à la commune de Perpignan, à l'association syndicale autorisée du canal d'Ille, à l'association syndicale autorisée du canal de Thuir, à l'association syndicale autorisée du canal de Peu-del-Tarres, à l'association syndicale autorisée du canal de Régleille et à l'association syndicale autorisée du canal de Millas-Néfiac

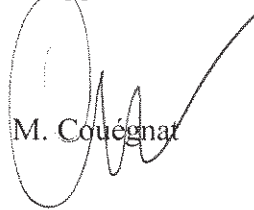
Copie en sera adressée au préfet des Pyrénées-Orientales.

Délibéré après l'audience du 15 novembre 2022 à laquelle siégeaient :

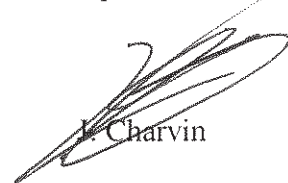
M. Jérôme Charvin, président,
Mme Michelle Couégnat, première conseillère,
Mme Camille Doumergue, première conseillère.

Rendu public par mise à disposition au greffe le 29 novembre 2022.

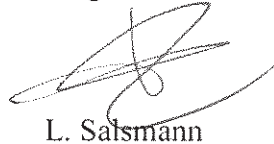
La rapporteure,


M. Couégnat

Le président,

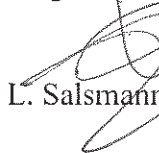

J. Charvin

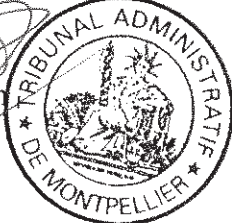
La greffière,


L. Salsmann

La République mande et ordonne au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires en ce qui le concerne ou à tous commissaires de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,
Montpellier le 29 novembre 2022
La greffière,


L. Salsmann



The seal is circular with the text "TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTPELLIER" around the perimeter. In the center, there is a coat of arms featuring a figure holding a staff, with a sun above and a river below.



PRÉFET DES PYRÉNÉES- ORIENTALES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Mer et Littoral des Pyrénées-Orientales et de l'Aude
Unité Gestion du Littoral

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SML/2023 088-0001 du 29/03/2023
portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime naturel
(DPMn) au profit de la communauté de communes Sud Roussillon,
pour l'aménagement et l'entretien du sentier littoral et ses abords,
sur la commune de Saint-Cyprien

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles R.2122-1 à R.2122-8 ;

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 2003-172 du 25 février 2003 relatif aux peines d'amende applicables aux infractions de grande voirie commises sur le domaine public maritime en dehors des ports ;

VU le décret n° 2004-112 du 06 février 2004 modifié relatif à l'organisation de l'action de l'État en mer ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2009-1484 du 03 novembre 2009 relatif à la création des directions départementales interministérielles ;

VU le décret n° 2010-365 du 09 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000 ;

VU l'arrêté ministériel du 08 avril 2016 relatif aux critères et méthodes pour l'élaboration et la mise en œuvre du programme de mesures du plan d'action pour le milieu marin ;

VU l'arrêté préfectoral N° PREF/SCPPAT/2023045-0003 du 14 février 2023, portant délégation de signature à Monsieur Cyril VANROYE, directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales ;

VU la décision d'intérim du directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales prise le 16 janvier 2023 par le préfet des Pyrénées-Orientales ;

VU la décision du 17 mai 2022 du comité de pilotage de l'appel à projets « France vue sur mer » concernant le projet de valorisation du sentier du littoral sud de la commune de Saint-Cyprien, porté par la communauté de communes Sud Roussillon (CCSR) ;

VU la convention d'attribution de subvention N° 1FVSM0065 établie entre le Centre d'étude et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) et la CCSR en date du 25 octobre 2022 ;

VU la demande de la communauté de communes Sud Roussillon, représentée par Monsieur Thierry DEL POSO en sa qualité de président, reçue le 21 février 2023 ;

VU la décision du directeur départemental des finances publiques des Pyrénées-Orientales du 6 mars 2023 fixant les conditions financières de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime (DPMn) ;

Considérant que cette opération d'aménagement est cohérente avec les objectifs de limitation de l'artificialisation du document stratégique de façade (DSF) Méditerranée ;

Considérant le programme d'actions proposé par la CCSR et retenu par le comité de pilotage de l'appel à projets « France Vue sur Mer » ;

Considérant que les aménagements envisagés participent d'une bonne gestion du sentier du littoral des Pyrénées-Orientales et contribuent à l'amélioration de son accessibilité et de sa continuité par la création d'un nouveau tronçon d'une longueur de 1 750 mètres ;

Considérant que ces aménagements, réalisés sur un tracé historiquement emprunté par les piétons, permettront de faciliter et sécuriser leurs déplacements ;

Considérant la localisation des travaux en partie nord dans l'emprise de la ZNIEFF1 nommée "Dunes des Capellans" et sa prise en compte dans la notice d'évaluation préalable des incidences Natura 2000 durant la phase de travaux ;

Considérant les mesures liées à la salubrité, la sécurité et la sûreté du périmètre occupé, qui seront mises en œuvre durant les travaux ;

ARRÊTE

Article 1er : Bénéficiaire

La communauté de communes SUD ROUSSILLON (N° SIRET : 246 600 282 00114), demeurant 16 rue Jérôme et Jean Tharaud – CS 50034 – 66750 Saint-Cyprien, est autorisée à occuper le DPMn sur le territoire de la commune de Saint-Cyprien pour la réalisation de travaux d'aménagement permettant la continuité de déplacement en mode doux le long du littoral, ainsi que la gestion de la zone attenante située au droit de l'hôtel "les bulles de mer", conformément aux plans figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 : Durée de l'occupation

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable pour une durée de dix (10) ans à compter de sa signature.

Ce délai ne pourra en aucun cas dépasser la durée fixée.

Au cours de cette période, l'autorisation pourra être modifiée ou rapportée, en tout ou partie, en cas d'inobservation de ses clauses et conditions ou pour un motif d'intérêt général.

Article 3 : Exploitation

La superficie maximale d'exploitation du DPMn est de 6 196 m², située en limite du DPMn conformément aux plans figurant en annexe 1 du présent arrêté.

L'exploitation consiste à :

- réaliser une bande de 3 mètres de large en matériaux drainants et perméables sur le cheminement existant d'une largeur de 5 mètres, la pose de la signalétique nécessaire à la sécurité des usagers ainsi qu'une opération de végétalisation sur l'emprise du projet ;

- installer en entrée de plage des modules démontables intégrant des vestiaires, des douches et des rince pieds adaptés aux personnes à mobilité réduite ;
- déployer les réseaux permettant l'alimentation des modules en tenant compte des réseaux existants desservant le poste de secours. Un plan de recollement devra être transmis au service en charge de la gestion du DPMn à l'issue des travaux ;
- entretenir l'intégralité de la surface concernée par le présent arrêté.

Le bénéficiaire s'engage à :

- à prendre en compte les recommandations et notamment les périodes de travaux identifiées dans la notice d'évaluation préalable des incidences Natura 2000;
- réaliser un état des lieux avant et après travaux ;
- mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires en matière de sécurité publique ;
- mettre en place une déviation piétonne permettant la continuité du cheminement des piétons sur le sentier littoral en phase travaux et rétablir le tracé initial à l'issue des travaux ;
- identifier et sécuriser pendant la période des travaux les espèces protégées présentes sur la zone concernée ;
- faire respecter le périmètre d'intervention et organiser la circulation des engins, afin de ne pas impacter les dunes et la flore environnantes ;
- interdire le stationnement des véhicules de chantier sur le DPMn et veiller à ce qu'ils soient en possession d'un kit antipollution en cas de fuite d'hydrocarbure ;
- veiller à ce qu'aucun déblai ne soit stocké sur les dunes et que l'intégralité des déchets soit évacuée en décharge agréée ;
- mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires en matière de salubrité publique, notamment en adaptant la collecte des déchets afin d'éviter leur envol et toute propagation en mer et sur le littoral ;
- maintenir en bon état de fonctionnement les deux barrières limitant l'accès aux seuls véhicules de secours et de services, ainsi qu'aux camions et engins de levage permettant la dépose et le retrait des lots de plage en début et fin de saison estivale ;
- maintenir une veille permanente permettant le maintien d'un bon équilibre environnemental sur l'ensemble de la surface attribuée.

La superficie occupée ne pourra être affectée par le bénéficiaire à aucun autre usage que celui indiqué ci-dessus. Cet usage s'exerce sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires régissant l'utilisation du domaine public maritime naturel. Si le bénéficiaire dépasse le périmètre autorisé, il sera passible des sanctions réprimant les infractions en matière de grande voirie.

Article 4 : Recommandations particulières

Le littoral méditerranéen a fait l'objet de minages défensifs et de bombardements durant la seconde guerre mondiale. À ce titre, la problématique d'une possible pollution pyrotechnique du site doit être prise en compte.

Ce site, qui n'est habituellement pas utilisé pour des activités militaires, pourra toujours l'être par les unités de la Marine nationale en mission de protection des personnes et des biens ou de défense du territoire.

Article 5 : Redevance domaniale

Cette autorisation est accordée à titre gratuit.

Article 6 : Caractère de l'autorisation

La présente autorisation est personnelle, non cessible et non constitutive de droits réels.

Article 7 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Il est interdit sous peine de résiliation immédiate de l'autorisation, de louer ou sous-louer, la totalité ou partie de l'immeuble objet de l'autorisation.

Article 8 : Contrôle de l'autorisation

Les agents habilités en matière de police du DPMn ont la faculté d'accéder, à tout moment, à l'installation objet de la présente autorisation.

Article 9 : Modification de l'autorisation

Les plans de toutes les modifications envisagées aux installations provisoires devront être au préalable communiqués à l'unité gestion du littoral de la direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales, qui se réserve la faculté de les faire modifier.

Article 10 : Résiliation de l'autorisation

Cette autorisation étant accordée à titre précaire et toujours révocable, le bénéficiaire sera tenu de libérer les lieux et les rétablir dans leur état primitif sans avoir droit à aucune indemnité, sur la simple notification d'une décision prononçant la résiliation de l'autorisation et en se conformant aux dispositions de la présente décision.

Tout manquement du bénéficiaire à l'une des obligations contenues dans cet arrêté entraînera la résiliation immédiate de l'autorisation après mise en demeure non suivie d'effet.

Article 11 : Cessation de l'autorisation

A la cessation de la présente autorisation d'occupation temporaire, les installations présentes sur le DPMn devront être démontées et les lieux remis en leur état primitif par le bénéficiaire. Le bénéficiaire veillera particulièrement à la propreté du site.

Article 12 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 13 : Exécution

Le sous-préfet de Céret et le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et pour ce dernier, d'insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture.

La notification à la communauté de communes SUD ROUSSILLON, représentée par son président Monsieur Thierry DEL POSO, du présent arrêté sera faite par les soins de la direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales.

Fait à Perpignan,

Pour le préfet et par délégation,

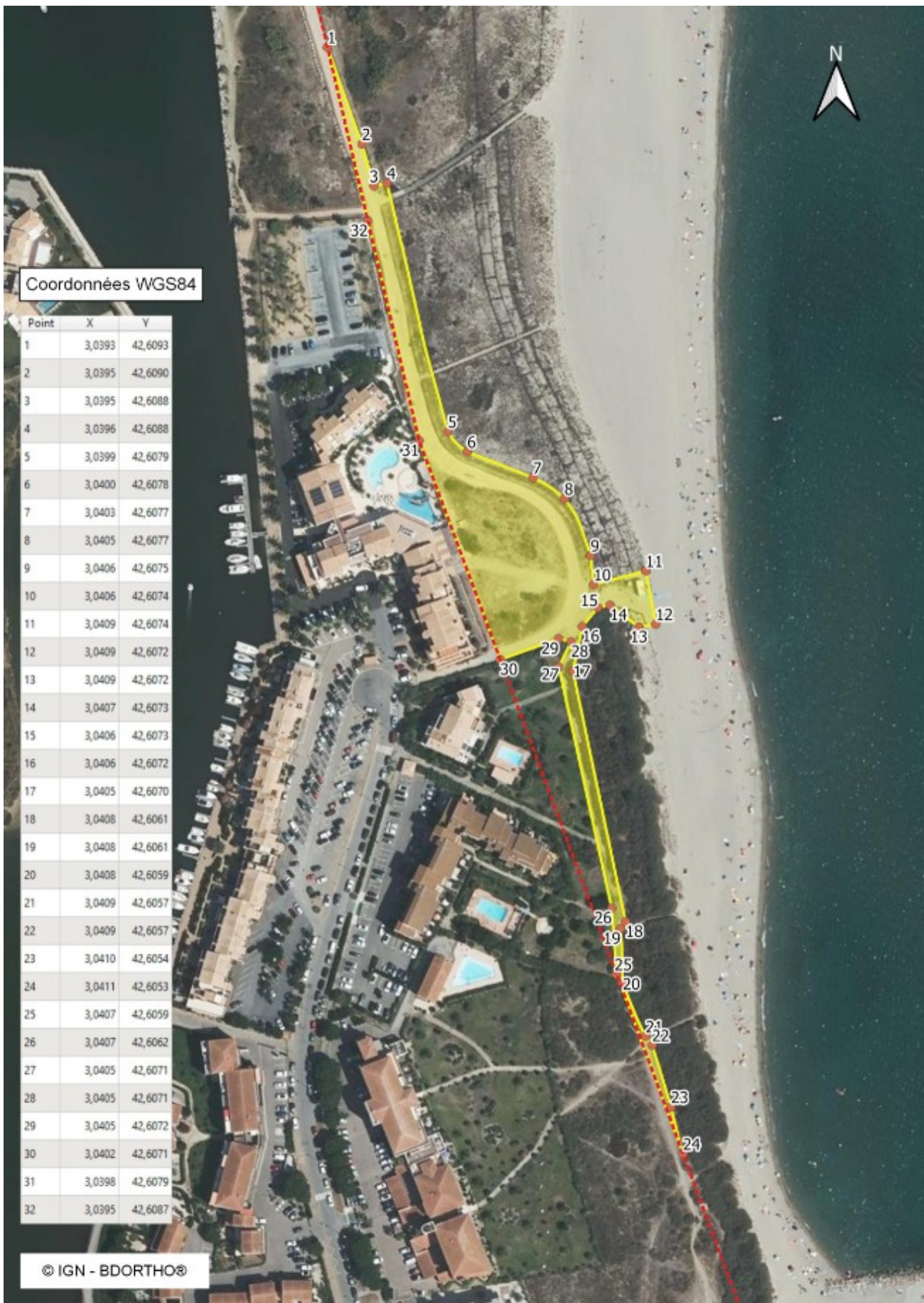
Pour le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer,
La Directrice Adjointe,



Julie COLOMB

Annexe 1

Périmètre de l'AOT du DPMn accordée à la communauté de communes Sud Roussillon, pour l'aménagement et l'entretien du sentier littoral et ses abords





PRÉFET DES PYRÉNÉES- ORIENTALES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Mer et Littoral des Pyrénées-Orientales et de l'Aude
Unité Gestion du Littoral

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SML/2023 088-0002 du 29/03/2023
portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime naturel
(DPMn) au profit de la **commune d'Argelès-sur-Mer** représentée par Monsieur Antoine
PARRA, pour la réalisation de travaux permettant le rechargement de la plage du Racou
sur le territoire de la commune d'Argelès-sur-Mer

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- VU** le code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), notamment les articles R.2122-1 à R.2122-8 ;
- VU** le code de l'environnement ;
- VU** le décret N° 2004-112 du 06 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer ;
- VU** le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret N° 2009-1484 du 03 novembre 2009 relatif à la création des directions départementales interministérielles ;
- VU** l'arrêté inter préfectoral du 08 avril 2016 portant approbation du programme de mesures du plan d'action pour le milieu marin de la sous-région marine Méditerranée – Occitanie ;
- VU** l'arrêté préfectoral N° DREAL/DMMC/2022188-001 du 07 juillet 2022 portant autorisation environnementale au titre de l'article L.181-1 du code de l'environnement et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L.211-7 du code de l'environnement pour la réalisation des travaux de confortement de la digue Nord du port d'Argelès-sur-Mer ;
- VU** l'arrêté préfectoral N° PREF/SCPPAT/2023045-0003 du 14 février 2023 portant délégation de signature à Monsieur Cyril VANROYE, directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales ;
- VU** la décision d'intérim du directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales prise le 16 janvier 2023 par le préfet des Pyrénées-Orientales ;
- VU** la demande de la commune d'Argelès-sur-Mer représentée par son maire, Monsieur Antoine PARRA, reçue le 10 février 2023 ;
- VU** la décision de la direction départementale des finances publiques des Pyrénées-Orientales du 13 février 2023 fixant les conditions financières ;

Considérant le projet compatible avec les objectifs du plan de gestion du parc naturel marin du golfe du Lion ;

Considérant l'opportunité de restauration de la plage du Racou offerte par la réalisation des travaux de confortement de la digue nord du port d'Argelès-sur-Mer ;

Considérant que le rechargement de la plage du Racou est autorisé et cadré par l'arrêté préfectoral N° DREAL/DMMC/2022188-001 du 07 juillet 2022 susvisé ;

Considérant la compatibilité des propriétés granulométriques et physico-chimiques des sédiments dragués avec ceux de la plage à recharger ;

Considérant l'emprise du projet sur le domaine public maritime naturel, durant la période des travaux ;

ARRÊTE

Article 1er : Bénéficiaire

La commune d'Argelès-sur-Mer représentée par son maire Monsieur Antoine PARRA, est autorisée à occuper le domaine public maritime naturel (DPMn) situé sur la plage du Racou au sud du port d'Argelès-sur-Mer, aux fins de recharger des sédiments issus des travaux de confortement de la digue nord du port, conformément au plan présenté en annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 : Durée de l'occupation

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité, à compter de sa signature et jusqu'au 15 juin 2023.

Elle ne pourra en aucun cas dépasser la durée fixée et l'occupation cessera de plein droit.

Les périodes d'occupations doivent correspondre aux périodes définies et autorisées par l'arrêté préfectoral N°DREAL/DMMC-2022188-001 du 07 juillet 2022 susvisé, complété par le porter à connaissance de février 2023 précisant la modification de la période de rechargement.

Au cours de cette période, l'autorisation pourra être modifiée ou rapportée, en tout ou partie, pour cause d'intérêt public ou pour inexécution d'une quelconque des conditions du présent arrêté.

Article 3 : Exploitation

La superficie d'exploitation autorisée est d'environ 17 000 m². Elle comprend l'ensemble des installations nécessaires au chantier qui sont établies sur le DPMn conformément au plan présenté en annexe 1 du présent arrêté.

Les travaux de dragage sont réalisés par une drague hydraulique. Les matériaux sableux sont refoulés via une conduite débouchant dans un bassin de ressuyage de 100 m² minimum, positionné sur la plage du Racou et permettant de traiter 1 000m³ de matériaux. Un dispositif constitué d'un géotextile et de bottes de paille, mis en place en sortie de bassin, garantit un filtrage des eaux de ressuyage avant rejet à la mer.

Les sables une fois ressuyés sont utilisés en rechargement de la plage du Racou, au niveau du point d'inflexion de son trait de côte. Le rechargement s'effectue par pelle mécanique, à titre expérimental au niveau du rivage, sur proposition du collectif scientifique composé du BRGM, du CEFREM de l'Université de Perpignan, de l'ObsCat et du Parc naturel marin du Golfe du Lion.

Ces opérations devront être mises en œuvre dans le cadre des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 07 juillet 2022 susvisé.

Le bénéficiaire s'engage à :

- prendre les mesures nécessaires à l'interdiction de la baignade dans la zone de travaux durant le chantier ;

- prendre entièrement à sa charge la mise en place de la signalisation maritime et terrestre nécessaires aux travaux envisagés. Le chantier devra être sécurisé par des barrières interdisant la zone de travaux au public, linéaire de tuyaux compris ;
- assurer la surveillance de la zone d'installations des ateliers, y compris la nuit, afin d'éviter tout risque d'accident et de dégradations par des tiers ;
- ne pas établir de construction supplémentaire, ni modifier l'occupation ;
- exercer une veille météorologique constante lui permettant d'anticiper un évènement tempétueux. En conséquence, le bénéficiaire veillera à la sortie des véhicules et engins hors du domaine public naturel après chaque journée de travail ;
- assurer, sur la base de mesures en temps réel fournies par 3 turbidimètres installés sur corps-morts et positionnés conformément au plan en annexe 2 du présent arrêté, une veille permanente de la turbidité atteinte pendant la phase de rechargement afin de pouvoir arrêter les travaux de rechargement en cas de dépassement des seuils définis ;
- communiquer la date de démarrage des travaux, à :
 - la commune d'Argelès-sur-Mer,
 - l'agence régionale de santé, en charge du contrôle sanitaire de la baignade,
 - services de l'Etat en charge de l'instruction de ce dossier.
 - l'ObsCat, en charge du suivi du trait de côte.

Avant toute installation effective sur le DPMN, un état des lieux, daté et signé, accompagné de photographies devra être transmis à la DDTM/SML/Unité Gestion du Littoral.

Avant le début des travaux de rechargement, les analyses granulométriques et physico-chimiques démontrant la compatibilité des sables dragués avec ceux de la plage à recharger, devront être transmis au service chargé de la police des eaux littorales à la DREAL Occitanie ainsi qu'à la DDTM/SML/Unité Gestion du Littoral.

Dans le mois suivant la fin des travaux, le bénéficiaire devra faire parvenir à la DDTM/SML/Unité Gestion du Littoral, un compte rendu détaillé des opérations qui auront eu lieu, permettant de disposer d'une vision précise et détaillée du déroulé des travaux. Il comprendra notamment les dates effectives de l'opération, les volumes prélevés et rechargés, les profils topo-bathymétriques avant et après travaux, ainsi que toute autre information permettant de juger du bon déroulement de l'opération.

Article 4 : Recommandations particulières

Le littoral méditerranéen a fait l'objet de minages défensifs et de bombardements durant la seconde guerre mondiale. À ce titre, la problématique d'une possible pollution pyrotechnique du site doit être prise en compte.

Ce site, qui n'est habituellement pas utilisé pour des activités militaires, pourra toujours l'être par les unités de la Marine nationale en mission de protection des personnes et des biens ou de défense du territoire.

Article 5 : Redevance domaniale

La direction départementale des finances publiques des Pyrénées-Orientales a retenu la gratuité pour cette autorisation.

Article 6 : Caractère de l'autorisation

La présente autorisation est personnelle, non cessible et non constitutive de droits réels.

Article 7 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Il est interdit sous peine de résiliation immédiate de l'autorisation, de louer ou sous-louer, la totalité ou partie de l'immeuble objet de l'autorisation.

Article 8 : Contrôle de l'autorisation

Les agents habilités en matière de police du DPMn ont la faculté d'accéder, à tout moment, à l'installation objet de la présente autorisation.

Article 9 : Modification de l'autorisation

Les plans de toutes les modifications envisagées aux installations provisoires devront être au préalable communiqués à l'unité gestion du littoral du service mer et littoral de la direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales, qui se réserve la faculté de les faire modifier.

Article 10 : Résiliation de l'autorisation

Cette autorisation étant accordée à titre précaire et toujours révocable, le bénéficiaire sera tenu de libérer les lieux et les rétablir dans leur état primitif sans avoir droit à aucune indemnité, sur la simple notification d'une décision prononçant la résiliation de l'autorisation et en se conformant aux dispositions de cette décision.

Tout manquement du bénéficiaire, à l'une des obligations contenues dans cet arrêté, entraînera la résiliation immédiate de l'autorisation après mise en demeure non suivie d'effet.

Article 11 : Cessation de l'autorisation

A la cessation de la présente autorisation d'occupation temporaire, les installations présentes sur le DPMn devront être démontées et les lieux remis en leur état primitif par le bénéficiaire.

Article 12 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 13 : Exécution et notification

Le directeur départemental des finances publiques des Pyrénées-Orientales, le directeur des politiques territoriales de santé publique et le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La notification à la commune d'Argelès-sur-Mer du présent arrêté sera faite par la direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales

Fait à Perpignan,

Pour le préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer,
La Directrice Adjointe,



Julie COLOMB

Plan de la zone de travaux de rechargement de la plage du Racou sur le territoire de la commune d'Argelès-sur-Mer.



Plan et positions des turbidimètres permettant le suivi de la turbidité installés dans les eaux bordant les passes du port et la plage du Racou



Décision 2023/1 du directeur régional à PERPIGNAN CEDEX 9 portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MONTPELLIER dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,
ORIGINAL SIGNE

LAINÉ Christophe

Annexe I à la décision n° 2023/1 du 24 mars 2023 du directeur régional *LAINÉ Christophe*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
RENARD Fabrice	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
PARISSIER Bruno	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
MOLLARD Nadine	60000	60000	60000	60000	60000
BATLLE Jean-Luc	40000	40000	40000	40000	40000
TIGNERES Jean-Marc	40000	40000	40000	40000	40000
BERTHEAU Gilles	60000	60000	60000	60000	60000
VAUDOYER David	60000	60000	60000	60000	60000
JALABERT Jean-Pierre	40000	40000	40000	40000	40000
MABILLE David	40000	40000	40000	40000	40000
DJERDJIRIAN Valerie	40000	40000	40000	40000	40000
LEUILLET Catherine	40000	40000	40000	40000	40000

Annexe II à la décision n° 2023/1 du 24 mars 2023 du directeur régional *LAINÉ Christophe*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
RENARD Fabrice	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
PARISSIER Bruno	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
MAMPRIN Pascal	50000	50000	50000	50000	50000
MOLLARD Nadine	60000	60000	60000	60000	60000
ALBRICH Jean-Christophe	50000	50000	50000	50000	50000
BALEN Serge	50000	50000	50000	50000	50000
BIBERT Valerie	50000	50000	50000	50000	50000
BOURRAT Laurent	50000	50000	50000	50000	50000
BATLLE Jean-Luc	40000	40000	40000	40000	40000
TIGNERES Jean-Marc	40000	40000	40000	40000	40000
BERTHEAU Gilles	60000	60000	60000	60000	60000
VAUDOYER David	60000	60000	60000	60000	60000
JALABERT Jean-Pierre	40000	40000	40000	40000	40000
MABILLE David	40000	40000	40000	40000	40000
DJERDJIRIAN Valerie	40000	40000	40000	40000	40000
LEUILLET Catherine	40000	40000	40000	40000	40000
VATHELET Cyril	50000	50000	50000	50000	50000
AIELLO Didier	50000	50000	50000	50000	50000
BORDAS Ulrich	30000	30000	30000	30000	30000

Annexe III à la décision n° 2023/1 du 24 mars 2023 du directeur régional *LAINÉ Christophe*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
FOURNIER Isabelle	15000	7500	1500	15000
NOYELLE Aurelie	15000	7500	1500	15000
POPINEAU Fabienne	15000	7500	1500	15000
RENARD Fabrice	15000	7500	1500	15000
ARGOT Karine	15000	7500	1500	15000
BRUNEL Nicolas	15000	7500	1500	15000
MARTIN Angel-Julian	15000	7500	1500	15000
PARISSIER Bruno	15000	7500	1500	15000
MAMPRIN Pascal	15000	7500	1500	15000
MOLLARD Nadine	15000	7500	1500	15000
ALBRICH Jean-Christophe	15000	7500	1500	15000
BALEN Serge	15000	7500	1500	15000
BIBERT Valerie	15000	7500	1500	15000
BOUILLIEZ Sabine	13000	5000	1500	13000
BOURRAT Laurent	15000	7500	1500	15000
CALCINE Pascal	13000	5000	1500	13000
CATARINA Bernard	13000	5000	1500	13000
GIMENEZ-FABRESSE Cecile	13000	5000	1500	13000
GRESSINGER Catherine	15000	7500	1500	15000
HAMMES Valerie	13000	5000	1500	13000
LACOMBE Cassandre	10000	4000	1000	10000
NEGRE Jean	13000	5000	1500	13000
PEPE Genevieve	13000	5000	1500	13000
BONNET Martine	15000	7500	1500	15000
MALLOL Constant	15000	7500	1500	15000
ALEY Valerie	13000	5000	1500	13000
BARBUT Jemmes	15000	7500	1500	15000
BATLLE Jean-Luc	15000	7500	1500	15000
DOUTRES Michel	10000	4000	1000	10000
DUBANT Laure	13000	5000	1500	13000
GAILLARDE Marie-Helene	13000	5000	1500	13000
KISTER Magali	10000	4000	1000	10000

MARTINAGGI Michel	15000	7500	1500	15000
MOUGIN Anne	13000	5000	1500	13000
ROSAS Regine	10000	4000	1000	10000
TARRASO Nathalie	10000	4000	1000	10000
TIGNERES Jean-Marc	15000	7500	1500	15000
AZZOPARDI Marine	10000	4000	1000	10000
BELENGRI Arnaud	10000	4000	1000	10000
BERGEREAU Nathalie	10000	4000	1000	10000
BERMUDEZ Florian	15000	7500	1500	15000
BOUILLIEZ Francois	10000	4000	1000	10000
BROUTIN Cedric	13000	5000	1500	13000
CHANUDET Noel	10000	4000	1000	10000
CHATROUX Eric	15000	7500	1500	15000
CLAUDEL Christophe	13000	5000	1500	13000
COLOM Michel	10000	4000	1000	10000
DAMESTOY Jean-Luc	10000	4000	1000	10000
DOMINICI Laurent	13000	5000	1500	13000
FAURE Boris	10000	4000	1000	10000
GALBIS Jean-Pierre	15000	7500	1500	15000
GERBAUD Gregory	13000	5000	1500	13000
GRIMAUD Herve	15000	7500	1500	15000
L'HOTE Nicolas	10000	4000	1000	10000
MAILLET Hugo	10000	4000	1000	10000
MEZY Henri	13000	5000	1500	13000
MONTESSINO Jean-Yves	13000	5000	1500	13000
MULLER Antony	13000	5000	1500	13000
MUNIER Eric	10000	4000	1000	10000
NAVILLE Joan-Marc	13000	5000	1500	13000
PALOT Brigitte	10000	4000	1000	10000
PORTEBOIS Arnaud	13000	5000	1500	13000
POUDROUX Benoit	10000	4000	1000	10000
PRAZZOLI Claire	13000	5000	1500	13000
QUEYREAU Paul	13000	5000	1500	13000
RIBERE Olivier	10000	4000	1000	10000
ROLLAND David	15000	7500	1500	15000
ROYER Sara	10000	4000	1000	10000
SAGET Lucas	10000	4000	1500	10000
SIRON Marie-Agnes	13000	5000	1500	13000
SOSSAT CHEVIN Nicole	10000	4000	1000	10000
VILACEQUE Jeremy	10000	4000	1000	10000
ZAFRANE Farid	13000	5000	1500	13000
AGUILA Jean-Francois	13000	5000	1500	13000
AIDI David	10000	4000	1000	10000

BENARD Boris	13000	5000	1500	13000
DEBREUVE Alexis	13000	5000	1500	13000
ENCINAS Caroline	13000	5000	1500	13000
ESPUNA Florian	10000	4000	1000	10000
GACHET Teddy	13000	5000	1500	13000
GAILLARD Jean-Philippe	10000	4000	1000	10000
GOULPEAU DESGUE Valerie	15000	7500	1500	15000
GRAS Jean-Baptiste	15000	7500	1500	15000
HAMARD Vincent	10000	4000	1000	10000
LAZZARI Fanny	13000	5000	1500	13000
LE GROUMELLEC-DAUTRAIT Emilie	15000	7500	1500	15000
LOUF Bernard	10000	4000	1000	10000
MOTEDO Stephane	13000	5000	1500	13000
NATIVEL Gaelle	10000	4000	1000	10000
NATIVEL Brice	10000	4000	1000	10000
NIETO Lea	10000	4000	1000	10000
RETAIL David	10000	4000	1000	10000
SOULARD Franck	10000	4000	1000	10000
TIHY Juliette	10000	4000	1000	10000
TROUCHE Lisa	13000	5000	1500	13000
VINCENT Barbara	10000	4000	1000	10000
AIDI Maeva	13000	5000	1500	13000
APARICI Laurence	13000	5000	1500	13000
BARRERA Valerie	10000	400	1000	10000
BLANPAIN Olivier	10000	4000	1000	10000
CAPARROS Laurent	15000	7500	1500	15000
CESCO Laurent	13000	5000	1500	13000
DUCLOS Justine	10000	4000	1000	10000
ESTEVEZ David	10000	4000	1000	10000
GALLI Pauline	13000	5000	1500	13000
GONZALEZ Richard	15000	7500	1500	15000
LACOMME Agnes	10000	4000	1000	10000
LALLEMAND Vincent	13000	5000	1500	13000
LAURET Laurent	10000	4000	1000	10000
LEBOULENGER Aurore	10000	4000	1000	10000
MARGAIL Thibaut	10000	4000	1000	10000
MASSIES Celine	13000	5000	1500	13000
MAUNIER Caroline	13000	5000	1500	13000
MEYDEVILLE Mikael	10000	4000	1000	10000
MEYER Pierre	10000	4000	1000	10000
MISCHLER Manon	10000	4000	1000	10000
MOURROUX Marie	13000	5000	1500	13000
NAVET Guillaume	10000	4000	1000	10000

ORFILA Robert	13000	5000	1500	13000
PAGES Jean-Baptiste	10000	4000	1000	10000
PALOL Christelle	13000	5000	1500	13000
PAROIS Pierre	10000	4000	1000	10000
PARRA Jeremy	10000	4000	1000	10000
PINTI Stephane	10000	4000	1000	10000
PUJOL Marina	13000	5000	1500	13000
PUYSSERVERT Corinne	15000	7500	1500	15000
RADOJEWSKI Nathalie	13000	5000	1500	13000
RONNE Guillem	13000	5000	1500	13000
ROSAS Richard	13000	5000	1500	13000
ROUANET Jean-Philippe	15000	7500	1500	15000
SABATHIE Francois	10000	4000	1000	10000
SAGUE Linda	10000	4000	1000	10000
SOLERE Jordan	15000	7500	1500	15000
STOECKLIN Meritxell	13000	5000	1500	13000
STOECKLIN Marc	10000	4000	1000	10000
URIA Damien	10000	4000	1000	10000
BERTHEAU Gilles	15000	7500	1500	15000
VAUDOYER David	15000	7500	1500	15000
ERRE Eric	13000	5000	1500	13000
GALIBERT Valerie	10000	4000	1000	10000
GALLEY Francis	10000	4000	1000	10000
ROMERO BARBARAN Evelyn	15000	7500	1500	15000
CISSAC Eric	13000	5000	1500	13000
DANGOS Pascale	13000	5000	1500	13000
JALABERT Jean-Pierre	15000	7500	1500	15000
LARREGOLA Martine	13000	5000	1500	13000
LESVIGNE Thierry	13000	5000	1500	13000
MABILLE David	15000	7500	1500	15000
MEDINA MOREIRA David	13000	5000	1500	13000
POYET Anne-Lise	10000	4000	1000	10000
ROMERO Angelique	10000	4000	1000	10000
ROUDIERE Veronique	13000	5000	1500	13000
TOUZEAU Virginie	13000	5000	1500	13000
CALAS Bernadette	10000	4000	1000	10000
DJERDJIRIAN Valerie	15000	7500	1500	15000
GEORG Martine	10000	4000	1000	10000
LACROUTS-BERNECE Veronique	13000	5000	1500	13000
LE CORFF Thierry	13000	5000	1500	13000
LEUILLET Catherine	15000	7500	1500	15000
MARY Alexandre	13000	5000	1500	13000
MILHAU Pascale	13000	5000	1500	13000

SANCHEZ Daniel	13000	5000	1500	13000
SIN CAYRAT Olivier	10000	4000	1000	10000
TEISSIER Catherine	10000	4000	1000	10000
TOURNIER Sebastien	13000	5000	1500	13000
TRIBILLAC Bernard	13000	5000	1500	13000
BERNARD Jerome	13000	5000	1500	13000
BISCAYE Eric	15000	7500	1500	15000
BOUDJERRA Naguib	13000	5000	1500	13000
CARLI Sebastien	10000	4000	1000	10000
CROUZET Benjamin	10000	4000	1000	10000
ESCUDERO Denis	10000	4000	1000	10000
FREJAVILLE Vincent	13000	5000	1500	13000
GARRIC Fabien	10000	4000	1000	10000
GAUTHIER Mikael	10000	4000	1000	10000
GAYRAUD Anne-Marie	13000	5000	1500	13000
LABORDA Claude	15000	7500	1500	15000
LE BIHAN-COUDERT Mickael	10000	4000	1000	10000
LOUCHART Sophie	13000	5000	1500	13000
MEUNIER Mickael	10000	4000	1000	10000
MORET Frantz	13000	5000	1500	13000
ODIC Nathalie	10000	4000	1000	10000
PINET Philippe	13000	5000	1500	13000
POMA Valerie	10000	4000	1000	10000
SENELLE-DIAZ Valentin	15000	7500	1500	15000
ATTARD Fabien	10000	4000	1000	10000
AUVRAY Regis	13000	5000	1500	13000
BENOIT Brice	10000	4000	1000	10000
BEYON Gregory	10000	4000	1000	10000
BRUNET Nicolas	10000	4000	1000	10000
CASANOVA Marie	15000	7500	1500	15000
COEFFARD Christelle	13000	5000	1500	13000
CURBILIE Jean-Francois	13000	5000	1500	13000
DESMAS Mathieu	10000	4000	1000	10000
DUVIVIER Douglas	13000	5000	1500	13000
ESTRAMPES Julien	15000	7500	1500	15000
FORTI Nathalie	13000	5000	1500	13000
GLORIES Jean-Christophe	13000	5000	1500	13000
GRIMA Michel	13000	5000	1500	13000
GUIRADO Jean-Paul	10000	4000	1000	10000
HARNOIS Yann	13000	5000	1500	13000
IZARD Dany	13000	5000	1500	13000
JOLY Isabelle	13000	5000	1500	13000
MAILLE Fanny	13000	5000	1500	13000

MAJOR Raphael	10000	4000	1000	10000
MALET Laurent	10000	4000	1000	10000
MEHEUST Eric	13000	5000	1500	13000
MERY DE MONTIGNY Arnaud	10000	4000	1000	10000
MOIDRON Emmanuel	13000	5000	1500	13000
MOLINA Jose	10000	4000	1000	10000
NEGOL Christelle	10000	4000	1000	10000
OTTOLENGHI Josiane	10000	4000	1000	10000
PAGES Frederic	10000	4000	1000	10000
PAYRET Christophe	15000	7500	1500	15000
PETIT Sebastien	13000	5000	1500	13000
REVEL Xavier	10000	4000	1000	10000
ROIG Jerome	13000	5000	1500	13000
SAMOURI Said	10000	4000	1000	10000
THOMAS Herve	13000	5000	1500	13000
VERGEADE Fabien	13000	5000	1500	13000
VERNILLET Emilien	10000	4000	1000	10000
VATHELET Cyril	15000	7500	1500	15000
AIELLO Didier	15000	7500	1500	15000
BORDAS Ulrich	15000	7500	1500	15000
DEPRADE Valerie	13000	5000	1500	13000
DORCA Sebastien	13000	5000	1500	13000
DOUANE Morgan	10000	4000	1000	10000
GILABERT Jean-Marie	10000	4000	1000	10000
MONTMASSON Laure	13000	5000	1500	13000
PECQUEUR Gaelle	10000	4000	1000	10000
SANCHEZ Jerome	13000	5000	1500	13000
VERLE Magalie	13000	5000	1500	13000
AIELLO Elisabeth	13000	5000	1500	13000
ANDRIEU Guillaume	10000	4000	1000	10000
BEDIN Ingrid	13000	5000	1500	13000
BERDAHAM Rachid	10000	4000	1000	10000
BURGHOLZER Rene	13000	5000	1500	13000
CABANNE Sandrine	15000	7500	1500	15000
CALVEZ Arnaud	10000	4000	1000	10000
CAMPAN Sylvain	10000	4000	1000	10000
CARBONE Fabienne	13000	5000	1500	13000
CHAMPOUSSIN Jessica	10000	4000	1000	10000
DE PINHO Frederic	13000	5000	1500	13000
DEFAUD Yannick	10000	4000	1000	10000
DENJEAN Christine	10000	4000	1000	10000
DENJEAN Patrice	15000	7500	1500	15000
DEPRADE Jean-Marie	13000	5000	1500	13000

DESPAUX Patrick	13000	5000	1500	13000
DOMPER Jean-Yves	10000	4000	1000	10000
DOUAL Omar	15000	7500	1500	15000
DUBIC Jacques	10000	4000	1000	10000
ESCANDE-MUS Maguelone	13000	5000	1500	13000
ESQUIROL Mathilde	10000	4000	1000	10000
FABRE Guillaume	10000	4000	1000	10000
FLAMEN Stephane	13000	5000	1500	13000
GAILLARD Stephane	10000	4000	1000	10000
GERNEZ Jerome	10000	4000	1000	10000
GERNEZ Cecile	10000	4000	1000	10000
GIL Alain	13000	5000	1500	13000
GRANAT Patrick	15000	7500	1500	15000
HARRAN Olivier	13000	5000	1500	13000
HURST Christian	10000	4000	1000	10000
JOSSE Clement	10000	4000	1000	10000
LAHOZ Ludovic	10000	4000	1000	10000
LAMASSE Cedric	15000	7500	1500	15000
LEMAZURIER Virginie	13000	5000	1500	13000
LETOMBE Emilie	10000	4000	1000	10000
MARLOT Michael	10000	4000	1000	10000
MARROT Laurent	10000	4000	1000	10000
MAUPERTUIS Brigitte	10000	4000	1000	10000
MAURIN Jean-Christophe	10000	4000	1000	10000
NIN Vincent	10000	4000	1000	10000
PALISSE Maria-Christine	10000	4000	1000	10000
PALMADE Yann	13000	5000	1500	13000
PENARD David	13000	5000	1500	13000
RANNOU Nicolas	10000	4000	1000	10000
RANNOU Thierry	13000	5000	1500	13000
ROUSSEL Sylvain	10000	4000	1000	10000
RUIZ Christophe	15000	7500	1500	15000
TAT Maxime	10000	4000	1000	10000
TOTARO Adeline	13000	5000	1500	13000
VERLE Frederic	13000	5000	1500	13000
BARTHELEMI Daniel	15000	7500	1500	15000
BAUD Katia	10000	4000	1000	10000
BRUNEL Allan	13000	5000	1500	13000
CESARD Christelle	10000	4000	1000	10000
COMAS Guillem	10000	4000	1000	10000
CUNY Julien	10000	4000	1000	10000
DUFEE Kevin	15000	7500	1500	15000
FUNDONI Frederic	13000	5000	1500	13000

HICKEL Sebastien	13000	5000	1500	13000
LABANHIE Florian	10000	4000	1000	10000
LAUGARO Pascal	10000	4000	1000	10000
LECOCQ Nicolas	10000	4000	1000	10000
MARCHAL Loic	13000	5000	1500	13000
MESTRE Jean-Marc	13000	5000	1500	13000
MEUNIER Xaverine	10000	4000	1000	10000
NARDARI Lionel	15000	7500	1500	15000
NITIGA Miguel	10000	4000	1000	10000
NOE Thomas	13000	5000	1500	13000
PAGES Sylvie	10000	4000	1000	10000
PELLEGRY Sebastien	15000	7500	1500	15000
PLATEL Emilien	13000	5000	1500	13000
RAMIREZ Remi	10000	4000	1000	10000
RANNOU Elsa	13000	5000	1500	13000
ROYER Sebastien	10000	4000	1000	10000
SOMMACAL Aymeric	13000	5000	1500	13000
SORIANO Nicolas	13000	5000	1500	13000
SOUCHET Stephane	10000	4000	1000	10000
TRABIS Coline	10000	4000	1000	10000
VIE Philippe	13000	5000	1500	13000

Annexe IV à la décision n° 2023/1 du 24 mars 2023 du directeur régional *LAINÉ Christophe*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

Pv « 406 » (contentieux voyageurs)

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
FOURNIER Isabelle	1500	7500	15000
NOYELLE Aurelie	1500	7500	15000
POPINEAU Fabienne	1500	7500	15000
RENARD Fabrice	1500	7500	15000
PARISSIER Bruno	1500	7500	15000
MAMPRIN Pascal	1500	7500	15000
MOLLARD Nadine	1500	7500	15000
ALBRICH Jean-Christophe	1500	7500	15000
BALEN Serge	1500	7500	15000
BIBERT Valerie	1500	7500	15000
BOURRAT Laurent	1500	7500	15000
AZZOPARDI Marine	1000	4000	10000
BELENGRI Arnaud	1000	4000	10000
BERGEREAU Nathalie	1000	4000	10000
BERMUDEZ Florian	1500	7500	15000
BOUILLIEZ Francois	1000	4000	10000
BROUTIN Cedric	1500	6000	13000
CHANUDET Noel	1000	4000	10000
CHATROUX Eric	1500	7500	15000
CLAUDEL Christophe	1500	6000	13000
COLOM Michel	1000	4000	10000
DAMESTOY Jean-Luc	1000	4000	10000
DOMINICI Laurent	1500	6000	13000
FAURE Boris	1000	4000	10000
GALBIS Jean-Pierre	1000	4000	10000
GERBAUD Gregory	1500	6000	13000
GRIMAUD Herve	1500	6000	13000
L'HOTE Nicolas	1000	4000	10000
MAILLET Hugo	1000	4000	10000
MEZY Henri	1500	6000	13000
MONTESSINO Jean-Yves	1500	6000	13000
MULLER Antony	1500	6000	13000
MUNIER Eric	1000	4000	10000
NAVILLE Joan-Marc	1500	6000	13000

PALOT Brigitte	1000	4000	10000
PORTEBOIS Arnaud	1500	6000	13000
POUDROUX Benoit	1000	4000	10000
PRAZZOLI Claire	1500	6000	13000
QUEYREAU Paul	1500	6000	13000
RIBERE Olivier	1000	4000	10000
ROLLAND David	1500	7500	15000
ROYER Sara	1000	4000	10000
SAGET Lucas	1000	4000	10000
SIRON Marie-Agnes	1500	6000	13000
SOSSAT CHEVIN Nicole	1000	4000	10000
VILACEQUE Jeremy	1000	4000	10000
ZAFRANE Farid	1500	6000	13000
AGUILA Jean-Francois	1500	6000	13000
AIDI David	1000	4000	10000
BENARD Boris	1500	6000	13000
DEBREUVE Alexis	1500	6000	13000
ENCINAS Caroline	1500	6000	13000
ESPUNA Florian	1000	4000	10000
GACHET Teddy	1500	6000	13000
GAILLARD Jean-Philippe	1000	4000	10000
GOULPEAU DESGUE Valerie	1500	7500	15000
GRAS Jean-Baptiste	1500	7500	15000
HAMARD Vincent	1000	4000	10000
LAZZARI Fanny	1500	6000	13000
LE GROUMELLEC-DAUTRAIT Emilie	1500	7500	15000
LOUF Bernard	1000	4000	10000
MOTEDO Stephane	1500	6000	13000
NATIVEL Brice	1000	4000	10000
NATIVEL Gaelle	1000	4000	10000
NIETO Lea	1000	4000	10000
RETAIL David	1000	4000	10000
SOULARD Franck	1000	4000	10000
TIHY Juliette	1000	4000	10000
TROUCHE Lisa	1500	6000	13000
VINCENT Barbara	1000	4000	10000
AIDI Maeva	1500	6000	13000
APARICI Laurence	1500	6000	13000
BARRERA Valerie	1000	4000	10000
BLANPAIN Olivier	1000	4000	10000
CAPARROS Laurent	1500	7500	15000
CESCO Laurent	1500	6000	13000
DUCLOS Justine	1000	4000	10000

ESTEVEZ David	1000	4000	10000
GALLI Pauline	1500	6000	13000
GONZALEZ Richard	1000	4000	10000
LACOMME Agnes	1000	4000	10000
LALLEMAND Vincent	1500	6000	13000
LAURET Laurent	1000	4000	10000
LEBOULENGER Aurore	1000	4000	10000
MARGAIL Thibaut	1000	4000	10000
MASSIES Celine	1500	6000	13000
MAUNIER Caroline	1500	6000	13000
MEYDEVILLE Mikael	1000	4000	10000
MEYER Pierre	1000	4000	10000
MISCHLER Manon	1000	4000	10000
MOURROUX Marie	1500	6000	13000
MUNOZ Charlotte	1000	4000	10000
NAVET Guillaume	1000	4000	10000
ORFILA Robert	1500	6000	13000
PAGES Jean-Baptiste	1000	4000	10000
PALOL Christelle	1500	6000	13000
PAROIS Pierre	1000	4000	10000
PARRA Jeremy	1000	4000	10000
PINTI Stephane	1000	4000	10000
PUJOL Marina	1500	6000	13000
PUYSSERVERT Corinne	1500	6000	13000
RADOJEWSKI Nathalie	1500	6000	13000
RONNE Guillem	1500	6000	13000
ROSAS Richard	1500	6000	13000
ROUANET Jean-Philippe	1500	7500	15000
SABATHIE Francois	1000	4000	10000
SAGUE Linda	1000	4000	10000
SOLERE Jordan	1000	4000	10000
STOECKLIN Meritxell	1500	6000	13000
STOECKLIN Marc	1000	4000	10000
URIA Damien	1000	4000	10000
BERTHEAU Gilles	1500	7500	15000
VAUDOYER David	1500	7500	15000
BERNARD Jerome	1500	6000	13000
BISCAYE Eric	1500	6000	13000
BOUDJERRA Naguib	1500	6000	13000
CARLI Sebastien	1000	4000	10000
CROUZET Benjamin	1000	4000	10000
ESCUDERO Denis	1000	4000	10000
FREJAVILLE Vincent	1500	6000	13000

GARRIC Fabien	1000	4000	10000
GAUTHIER Mikael	1000	4000	10000
GAYRAUD Anne-Marie	1500	6000	13000
LABORDA Claude	1500	6000	13000
LE BIHAN-COUDERT Mickael	1000	4000	10000
LOUCHART Sophie	1500	6000	13000
MEUNIER Mickael	1000	4000	10000
MORET Frantz	1500	6000	13000
ODIC Nathalie	1000	4000	10000
PINET Philippe	1500	6000	13000
POMA Valerie	1000	4000	10000
SENELLE-DIAZ Valentin	1000	4000	10000
ATTARD Fabien	1000	4000	10000
AUVRAY Regis	1500	6000	13000
BENOIT Brice	1000	4000	10000
BEYON Gregory	1000	4000	10000
BRUNET Nicolas	1000	4000	10000
CASANOVA Marie	1500	7500	15000
COEFFARD Christelle	1500	6000	13000
CURBILIE Jean-Francois	1500	6000	13000
DESMAS Mathieu	1000	4000	10000
DUVIVIER Douglas	1500	6000	13000
ESTRAMPES Julien	1500	7500	15000
FORTI Nathalie	1500	6000	13000
GLORIES Jean-Christophe	1500	6000	13000
GRIMA Michel	1500	6000	13000
GUIRADO Jean-Paul	1000	4000	10000
HARNOIS Yann	1500	6000	13000
IZARD Dany	1500	6000	13000
JOLY Isabelle	1500	6000	13000
MAILLE Fanny	1500	6000	13000
MAJOR Raphael	1000	4000	10000
MALET Laurent	1000	4000	10000
MEHEUST Eric	1500	6000	13000
MERY DE MONTIGNY Arnaud	1000	4000	10000
MOIDRON Emmanuel	1500	6000	13000
MOLINA Jose	1000	4000	10000
NEGOL Christelle	1000	4000	10000
OTTOLENGHI Josiane	1000	4000	10000
PAGES Frederic	1000	4000	10000
PAYRET Christophe	1500	7500	15000
PETIT Sebastien	1500	6000	13000
REVEL Xavier	1000	4000	10000

ROIG Jerome	1500	6000	13000
SAMOURI Said	1000	4000	10000
THOMAS Herve	1500	6000	13000
VERGEADE Fabien	1500	6000	13000
VERNILLET Emilien	1000	4000	10000
VATHELET Cyril	1500	7500	15000
AIELLO Elisabeth	1500	6000	13000
ANDRIEU Guillaume	1000	4000	10000
BEDIN Ingrid	1500	6000	13000
BERDAHAM Rachid	1000	4000	10000
BURGHOLZER Rene	1500	6000	13000
CABANNE Sandrine	1000	4000	10000
CALVEZ Arnaud	1000	4000	10000
CAMPAN Sylvain	1000	4000	10000
CARBONE Fabienne	1500	6000	13000
CHAMPOUSSIN Jessica	1000	4000	10000
DE PINHO Frederic	1500	6000	13000
DEFAUD Yannick	1000	4000	10000
DENJEAN Patrice	1000	4000	10000
DENJEAN Christine	1000	4000	10000
DEPRADE Jean-Marie	1500	6000	13000
DESPAUX Patrick	1500	6000	13000
DOMPER Jean-Yves	1000	4000	10000
DOUAL Omar	1500	7500	15000
DUBIC Jacques	1000	4000	10000
ESCANDE-MUS Maguelone	1500	6000	13000
ESQUIROL Mathilde	1000	4000	10000
FABRE Guillaume	1000	4000	10000
FLAMEN Stephane	1500	6000	13000
GAILLARD Stephane	1000	4000	10000
GERNEZ Jerome	1000	4000	10000
GERNEZ Cecile	1000	4000	10000
GIL Alain	1500	6000	13000
GRANAT Patrick	1500	7500	15000
HARRAN Olivier	1500	6000	13000
HURST Christian	1000	4000	10000
JOSSE Clement	1000	4000	10000
LAHOZ Ludovic	1000	4000	10000
LAMASSE Cedric	1500	7500	15000
LEMAZURIER Virginie	1500	6000	13000
LETOMBE Emilie	1000	4000	10000
MARLOT Michael	1000	4000	10000
MARROT Laurent	1000	4000	10000

MAUPERTUIS Brigitte	1000	4000	10000
MAURIN Jean-Christophe	1000	4000	10000
NIN Vincent	1000	4000	10000
PALISSE Maria-Christine	1000	4000	10000
PALMADE Yann	1500	6000	13000
PENARD David	1500	6000	13000
RANNOU Thierry	1500	6000	13000
RANNOU Nicolas	1000	4000	10000
ROUSSEL Sylvain	1000	4000	10000
RUIZ Christophe	1500	7500	15000
TAT Maxime	1000	4000	10000
TOTARO Adeline	1500	6000	13000
VERLE Frederic	1500	6000	13000
BARTHELEMI Daniel	1500	7500	15000
BAUD Katia	1000	4000	10000
BRUNEL Allan	1500	6000	13000
CESARD Christelle	1000	4000	10000
COMAS Guillem	1000	4000	10000
CUNY Julien	1000	4000	10000
DUFEE Kevin	1500	6000	13000
FUNDONI Frederic	1500	6000	13000
HICKEL Sebastien	1500	6000	13000
LABANHIE Florian	1000	4000	10000
LAUGARO Pascal	1000	4000	10000
LECOCQ Nicolas	1000	4000	10000
MARCHAL Loic	1500	6000	13000
MESTRE Jean-Marc	1500	6000	13000
MEUNIER Xaverine	1000	4000	10000
NARDARI Lionel	1500	7500	15000
NITIGA Miguel	1000	4000	10000
NOE Thomas	1500	6000	13000
PAGES Sylvie	1000	4000	10000
PELLEGRY Sebastien	1500	7500	15000
PLATEL Emilien	1500	6000	13000
RAMIREZ Remi	1000	4000	10000
RANNOU Elsa	1500	6000	13000
ROYER Sebastien	1000	4000	10000
SOMMACAL Aymeric	1500	6000	13000
SORIANO Nicolas	1500	6000	13000
SOUCHET Stephane	1000	4000	10000
TRABIS Coline	1000	4000	10000
VIE Philippe	1500	6000	13000

Annexe V à la décision n° 2023/1 du 24 mars 2023 du directeur régional *LAINÉ Christophe*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

Pv« 420D », « 420 », « 421 » (contravention et délit douaniers)

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
BARRAU Sophie	2000	8000	30000
FOURNIER Isabelle	3000	10000	40000
NOYELLE Aurelie	3000	10000	40000
POPINEAU Fabienne	3000	10000	40000
RENARD Fabrice	illimité	100000	300000
ARGOT Karine	3000	10000	40000
BRUNEL Nicolas	3000	10000	40000
MARTIN Angel-Julian	5000	25000	75000
PARISSIER Bruno	illimité	100000	300000
MAMPRIN Pascal	5000	25000	75000
MOLLARD Nadine	10000	50000	150000
ALBRICH Jean-Christophe	5000	25000	75000
BALEN Serge	5000	25000	75000
BIBERT Valerie	10000	50000	150000
BOUILLIEZ Sabine	2000	8000	30000
BOURRAT Laurent	5000	25000	75000
CALCINE Pascal	2000	8000	30000
CATARINA Bernard	2000	8000	30000
GIMENEZ-FABRESSE Cecile	2000	8000	30000
GRESSINGER Catherine	3000	10000	40000
HAMMES Valerie	2000	8000	30000
LACOMBE Cassandre	1000	5000	20000
NEGRE Jean	2000	8000	30000
PEPE Genevieve	2000	8000	30000
BONNET Martine	1000	5000	20000
MALLOL Constant	2000	8000	30000
AZZOPARDI Marine	1000	5000	20000
BELENGRI Arnaud	1000	5000	20000
BERGEREAU Nathalie	1000	5000	20000
BERMUDEZ Florian	5000	25000	75000
BOUILLIEZ Francois	1000	5000	20000
BROUTIN Cedric	2000	8000	30000
CHANUDET Noel	1000	5000	20000
CHATROUX Eric	5000	25000	75000

CLAUDEL Christophe	2000	8000	30000
COLOM Michel	1000	5000	20000
DAMESTOY Jean-Luc	1000	5000	20000
DOMINICI Laurent	2000	8000	30000
FAURE Boris	1000	5000	20000
GALBIS Jean-Pierre	1000	5000	20000
GERBAUD Gregory	2000	8000	30000
GRIMAUD Herve	2000	8000	30000
L'HOTE Nicolas	1000	5000	20000
MAILLET Hugo	1000	5000	20000
MEZY Henri	2000	8000	30000
MONTESSINO Jean-Yves	2000	8000	30000
MULLER Antony	2000	8000	30000
MUNIER Eric	1000	5000	20000
NAVILLE Joan-Marc	2000	8000	30000
PALOT Brigitte	1000	5000	20000
PORTEBOIS Arnaud	2000	8000	30000
POUDROUX Benoit	1000	5000	20000
PRAZZOLI Claire	2000	8000	30000
QUEYREAU Paul	2000	8000	30000
RIBERE Olivier	1000	5000	20000
ROLLAND David	5000	25000	75000
ROYER Sara	1000	5000	20000
SAGET Lucas	1000	5000	20000
SIRON Marie-Agnes	2000	8000	30000
SOSSAT CHEVIN Nicole	1000	5000	20000
VILACEQUE Jeremy	1000	5000	20000
ZAFRANE Farid	2000	8000	30000
AGUILA Jean-Francois	2000	8000	30000
AIDI David	1000	5000	20000
BENARD Boris	2000	8000	30000
DEBREUVE Alexis	2000	8000	30000
ENCINAS Caroline	2000	8000	30000
ESPUNA Florian	1000	5000	20000
GACHET Teddy	2000	8000	30000
GAILLARD Jean-Philippe	1000	5000	20000
GOULPEAU DESGUE Valerie	5000	25000	75000
GRAS Jean-Baptiste	5000	25000	75000
HAMARD Vincent	1000	5000	20000
LAZZARI Fanny	2000	8000	30000
LE GROUMELLE-DAUTRAIT Emilie	5000	25000	75000
LOUF Bernard	1000	5000	20000
MOTEDO Stephane	2000	8000	30000

NATIVEL Brice	1000	5000	20000
NATIVEL Gaelle	1000	5000	20000
NIETO Lea	1000	5000	20000
RETAIL David	1000	5000	20000
SOULARD Franck	1000	5000	20000
TIHY Juliette	1000	5000	20000
TROUCHE Lisa	2000	8000	30000
VINCENT Barbara	1000	5000	20000
AIDI Maeva	2000	8000	30000
APARICI Laurence	2000	8000	30000
BARRERA Valerie	1000	5000	20000
BLANPAIN Olivier	1000	5000	20000
CAPARROS Laurent	5000	25000	75000
CESCO Laurent	2000	8000	30000
DUCLOS Justine	1000	5000	20000
ESTEVEZ David	1000	5000	20000
GALLI Pauline	2000	8000	30000
GONZALEZ Richard	1000	5000	20000
LACOMME Agnes	1000	5000	20000
LALLEMAND Vincent	2000	8000	30000
LAURET Laurent	1000	5000	20000
LEBOULENGER Aurore	1000	5000	20000
MARGAIL Thibaut	1000	5000	20000
MASSIES Celine	2000	8000	30000
MAUNIER Caroline	2000	8000	30000
MEYDEVILLE Mikael	1000	5000	20000
MEYER Pierre	1000	5000	20000
MISCHLER Manon	1000	5000	20000
MOURROUX Marie	2000	8000	30000
MUNOZ Charlotte	1000	5000	20000
NAVET Guillaume	1000	5000	20000
ORFILA Robert	2000	8000	30000
PAGES Jean-Baptiste	1000	5000	20000
PALOL Christelle	2000	8000	30000
PAROIS Pierre	1000	5000	20000
PARRA Jeremy	1000	5000	20000
PINTI Stephane	1000	5000	20000
PUJOL Marina	2000	8000	30000
PUYSSERVERT Corinne	2000	8000	30000
RADOJEWSKI Nathalie	2000	8000	30000
RONNE Guillem	2000	8000	30000
ROSAS Richard	2000	8000	30000
ROUANET Jean-Philippe	5000	25000	75000

SABATHIE Francois	1000	5000	20000
SAGUE Linda	1000	5000	20000
SOLERE Jordan	1000	5000	20000
STOECKLIN Marc	1000	5000	20000
STOECKLIN Meritxell	2000	8000	30000
URIA Damien	1000	5000	20000
BERTHEAU Gilles	10000	50000	150000
VAUDOYER David	10000	50000	150000
ERRE Eric	2000	8000	30000
GALLEY Francis	2000	8000	30000
BERNARD Jerome	2000	8000	30000
BISCAYE Eric	5000	25000	75000
BOUDJERRA Naguib	2000	8000	30000
CARLI Sebastien	1000	5000	20000
CROUZET Benjamin	1000	5000	20000
ESCUDERO Denis	1000	5000	20000
FREJAVILLE Vincent	2000	8000	30000
GARRIC Fabien	1000	5000	20000
GAUTHIER Mikael	1000	5000	20000
GAYRAUD Anne-Marie	2000	8000	30000
LABORDA Claude	5000	25000	75000
LE BIHAN-COUDERT Mickael	1000	5000	20000
LOUCHART Sophie	2000	8000	30000
MEUNIER Mickael	1000	5000	20000
MORET Frantz	2000	8000	30000
ODIC Nathalie	1000	5000	20000
PINET Philippe	2000	8000	30000
POMA Valerie	1000	5000	20000
SENELLE-DIAZ Valentin	1000	5000	20000
ATTARD Fabien	1000	5000	20000
AUVRAY Regis	2000	8000	30000
BENOIT Brice	1000	5000	20000
BEYON Gregory	1000	5000	20000
BRUNET Nicolas	1000	5000	20000
CASANOVA Marie	5000	25000	75000
COEFFARD Christelle	2000	8000	30000
CURBILIE Jean-Francois	2000	8000	30000
DESMAS Mathieu	1000	5000	20000
DUVIVIER Douglas	2000	8000	30000
ESTRAMPES Julien	5000	25000	75000
FORTI Nathalie	2000	8000	30000
GLORIES Jean-Christophe	2000	8000	30000
GRIMA Michel	2000	8000	30000

GUIRADO Jean-Paul	1000	5000	20000
HARNOIS Yann	2000	8000	30000
IZARD Dany	2000	8000	30000
JOLY Isabelle	2000	8000	30000
MAILLE Fanny	2000	8000	30000
MAJOR Raphael	1000	5000	20000
MALET Laurent	1000	5000	20000
MEHEUST Eric	2000	8000	30000
MERY DE MONTIGNY Arnaud	1000	5000	20000
MOIDRON Emmanuel	2000	8000	30000
MOLINA Jose	1000	5000	20000
NEGOL Christelle	1000	5000	20000
OTTOLENGHI Josiane	1000	5000	20000
PAGES Frederic	1000	5000	20000
PAYRET Christophe	5000	25000	75000
PETIT Sebastien	2000	8000	30000
REVEL Xavier	1000	5000	20000
ROIG Jerome	2000	8000	30000
SAMOURI Said	1000	5000	20000
THOMAS Herve	2000	8000	30000
VERGEADE Fabien	2000	8000	30000
VERNILLET Emilien	1000	5000	20000
VATHELET Cyril	10000	50000	150000
AIELLO Didier	5000	25000	75000
BORDAS Ulrich	5000	25000	75000
DEPRADE Valerie	2000	8000	30000
DORCA Sebastien	2000	8000	30000
DOUANE Morgan	1000	5000	20000
GILABERT Jean-Marie	1000	5000	20000
MONTMASSON Laure	2000	8000	30000
PECQUEUR Gaelle	1000	5000	20000
SANCHEZ Jerome	2000	8000	30000
VERLE Magalie	2000	8000	30000
AIELLO Elisabeth	2000	8000	30000
ANDRIEU Guillaume	1000	5000	20000
BEDIN Ingrid	2000	8000	30000
BERDAHAM Rachid	1000	5000	20000
BURGHOLZER Rene	2000	8000	30000
CABANNE Sandrine	1000	5000	20000
CALVEZ Arnaud	1000	5000	20000
CAMPAN Sylvain	1000	5000	20000
CARBONE Fabienne	2000	8000	30000
CHAMPOUSSIN Jessica	1000	5000	20000

DE PINHO Frederic	2000	8000	30000
DEFAUD Yannick	1000	5000	20000
DENJEAN Christine	1000	5000	20000
DENJEAN Patrice	1000	5000	20000
DEPRADE Jean-Marie	2000	8000	30000
DESPAUX Patrick	2000	8000	30000
DOMPER Jean-Yves	1000	5000	20000
DOUAL Omar	3000	10000	40000
DUBIC Jacques	1000	5000	20000
ESCANDE-MUS Maguelone	2000	8000	30000
ESQUIROL Mathilde	1000	5000	20000
FABRE Guillaume	1000	5000	20000
FLAMEN Stephane	2000	8000	30000
GAILLARD Stephane	1000	5000	20000
GERNEZ Cecile	1000	5000	20000
GERNEZ Jerome	1000	5000	20000
GIL Alain	2000	8000	30000
GRANAT Patrick	5000	25000	75000
HARRAN Olivier	2000	8000	30000
HURST Christian	1000	5000	20000
JOSSE Clement	1000	5000	20000
LAHOZ Ludovic	1000	5000	20000
LAMASSE Cedric	5000	25000	75000
LEMAZURIER Virginie	2000	8000	30000
LETOMBE Emilie	1000	5000	20000
MARLOT Michael	1000	5000	20000
MARROT Laurent	1000	5000	20000
MAUPERTUIS Brigitte	1000	5000	20000
MAURIN Jean-Christophe	1000	5000	20000
NIN Vincent	1000	5000	20000
PALISSE Maria-Christine	1000	5000	20000
PALMADE Yann	2000	8000	30000
PENARD David	2000	8000	30000
RANNOU Nicolas	1000	5000	20000
RANNOU Thierry	2000	8000	30000
ROUSSEL Sylvain	1000	5000	20000
RUIZ Christophe	5000	25000	75000
TAT Maxime	1000	5000	20000
TOTARO Adeline	2000	8000	30000
VERLE Frederic	2000	8000	30000
BARTHELEMI Daniel	5000	25000	75000
BAUD Katia	1000	5000	20000
BRUNEL Allan	2000	8000	30000

CESARD Christelle	1000	5000	20000
COMAS Guillem	1000	5000	20000
CUNY Julien	1000	5000	20000
DUFEE Kevin	2000	8000	30000
FUNDONI Frederic	2000	8000	30000
HICKEL Sebastien	2000	8000	30000
LABANHIE Florian	1000	5000	20000
LAUGARO Pascal	1000	5000	20000
LECOCQ Nicolas	1000	5000	20000
MARCHAL Loic	2000	8000	30000
MESTRE Jean-Marc	2000	8000	30000
MEUNIER Xaverine	1000	5000	20000
NARDARI Lionel	5000	25000	75000
NITIGA Miguel	1000	5000	20000
NOE Thomas	2000	8000	30000
PAGES Sylvie	1000	5000	20000
PELLEGRY Sebastien	5000	25000	75000
PLATEL Emilien	2000	8000	30000
RAMIREZ Remi	1000	5000	20000
RANNOU Elsa	2000	8000	30000
ROYER Sebastien	1000	5000	20000
SOMMACAL Aymeric	2000	8000	30000
SORIANO Nicolas	2000	8000	30000
SOUCHET Stephane	1000	5000	20000
TRABIS Coline	1000	5000	20000
VIE Philippe	2000	8000	30000

Annexe VI à la décision n° 2023/1 du 24 mars 2023 du directeur régional *LAINÉ Christophe*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

TRANSACTION « 421 » (contravention et délit douaniers)

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
BARRAU Sophie	2000	8000	30000
FOURNIER Isabelle	3000	10000	40000
NOYELLE Aurelie	3000	10000	40000
POPINEAU Fabienne	3000	10000	40000
RENARD Fabrice	illimité	100000	300000
ARGOT Karine	3000	10000	40000
BRUNEL Nicolas	3000	10000	40000
MARTIN Angel-Julian	3000	10000	40000
PARISSIER Bruno	illimité	100000	300000
MAMPRIN Pascal	5000	25000	75000
MOLLARD Nadine	10000	50000	150000
ALBRICH Jean-Christophe	5000	25000	75000
BALEN Serge	5000	25000	75000
BIBERT Valerie	10000	50000	150000
BOUILLIEZ Sabine	2000	8000	30000
BOURRAT Laurent	5000	25000	75000
CALCINE Pascal	2000	8000	30000
CATARINA Bernard	2000	8000	30000
GIMENEZ-FABRESSE Cecile	2000	8000	30000
GRESSINGER Catherine	3000	10000	40000
HAMMES Valerie	2000	8000	30000
LACOMBE Cassandre	1000	5000	20000
NEGRE Jean	2000	8000	30000
PEPE Genevieve	2000	8000	30000
BONNET Martine	1000	5000	20000
MALLOL Constant	2000	8000	30000
AZZOPARDI Marine	1000	5000	20000
BELENGRI Arnaud	1000	5000	20000
BERGEREAU Nathalie	1000	5000	20000
BERMUDEZ Florian	5000	25000	75000
BOUILLIEZ Francois	1000	5000	20000
BROUTIN Cedric	2000	8000	30000
CHANUDET Noel	1000	5000	20000
CHATROUX Eric	5000	25000	75000

CLAUDEL Christophe	2000	8000	30000
COLOM Michel	1000	5000	20000
DAMESTOY Jean-Luc	1000	5000	20000
DOMINICI Laurent	2000	8000	30000
FAURE Boris	1000	5000	20000
GALBIS Jean-Pierre	1000	5000	20000
GERBAUD Gregory	2000	8000	30000
GRIMAUD Herve	2000	8000	30000
L'HOTE Nicolas	1000	5000	20000
MAILLET Hugo	1000	5000	20000
MEZY Henri	2000	8000	30000
MONTESINO Jean-Yves	2000	8000	30000
MULLER Antony	2000	8000	30000
MUNIER Eric	1000	5000	20000
NAVILLE Joan-Marc	2000	8000	30000
PALOT Brigitte	1000	5000	20000
PORTEBOIS Arnaud	2000	8000	30000
POUDROUX Benoit	1000	5000	20000
PRAZZOLI Claire	2000	8000	30000
QUEYREAU Paul	2000	8000	30000
RIBERE Olivier	1000	5000	20000
ROLLAND David	5000	25000	75000
ROYER Sara	1000	5000	20000
SAGET Lucas	1000	5000	20000
SIRON Marie-Agnes	2000	8000	30000
SOSSAT CHEVIN Nicole	1000	5000	20000
VILACEQUE Jeremy	1000	5000	20000
ZAFRANE Farid	2000	8000	30000
AGUILA Jean-Francois	2000	8000	30000
AIDI David	1000	5000	20000
BENARD Boris	2000	8000	30000
DEBREUVE Alexis	2000	8000	30000
ENCINAS Caroline	2000	8000	30000
ESPUNA Florian	1000	5000	20000
GACHET Teddy	2000	8000	30000
GAILLARD Jean-Philippe	1000	5000	20000
GOULPEAU DESGUE Valerie	5000	25000	75000
GRAS Jean-Baptiste	5000	25000	75000
HAMARD Vincent	1000	5000	20000
LAZZARI Fanny	2000	8000	30000
LE GROUMELLE-DAUTRAIT Emilie	5000	25000	75000
LOUF Bernard	1000	5000	20000
MOTEDO Stephane	2000	8000	30000

NATIVEL Gaelle	1000	5000	20000
NATIVEL Brice	1000	5000	20000
NIETO Lea	1000	5000	20000
RETAIL David	1000	5000	20000
SOULARD Franck	1000	5000	20000
TIHY Juliette	1000	5000	20000
TROUCHE Lisa	2000	8000	30000
VINCENT Barbara	1000	5000	20000
AIDI Maeva	2000	8000	30000
APARICI Laurence	2000	8000	30000
BARRERA Valerie	1000	5000	20000
BLANPAIN Olivier	1000	5000	20000
CAPARROS Laurent	5000	25000	75000
CESCO Laurent	2000	8000	30000
DUCLOS Justine	1000	5000	20000
ESTEVEZ David	1000	5000	20000
GALLI Pauline	2000	8000	30000
GONZALEZ Richard	1000	5000	20000
LACOMME Agnes	1000	5000	20000
LALLEMAND Vincent	2000	8000	30000
LAURET Laurent	1000	5000	20000
LEBOULENGER Aurore	1000	5000	20000
MARGAIL Thibaut	1000	5000	20000
MASSIES Celine	2000	8000	30000
MAUNIER Caroline	2000	8000	30000
MEYDEVILLE Mikael	1000	5000	20000
MEYER Pierre	1000	5000	20000
MISCHLER Manon	1000	5000	20000
MOURROUX Marie	2000	8000	30000
MUNOZ Charlotte	1000	5000	20000
NAVET Guillaume	1000	5000	20000
ORFILA Robert	2000	8000	30000
PAGES Jean-Baptiste	1000	5000	20000
PALOL Christelle	2000	8000	30000
PAROIS Pierre	1000	5000	20000
PARRA Jeremy	1000	5000	20000
PINTI Stephane	1000	5000	20000
PUJOL Marina	2000	8000	30000
PUYSSERVERT Corinne	2000	8000	30000
RADOJEWSKI Nathalie	2000	8000	30000
RONNE Guillem	2000	8000	30000
ROSAS Richard	2000	8000	30000
ROUANET Jean-Philippe	5000	25000	75000

SABATHIE Francois	1000	5000	20000
SAGUE Linda	1000	5000	20000
SOLERE Jordan	1000	5000	20000
STOECKLIN Meritxell	2000	8000	30000
STOECKLIN Marc	1000	5000	20000
URIA Damien	1000	5000	20000
BERTHEAU Gilles	10000	50000	150000
VAUDOYER David	10000	50000	150000
ERRE Eric	2000	8000	30000
GALLEY Francis	2000	8000	30000
BERNARD Jerome	2000	8000	30000
BISCAYE Eric	5000	25000	75000
BOUDJERRA Naguib	2000	8000	30000
CARLI Sebastien	1000	5000	20000
CROUZET Benjamin	1000	5000	20000
ESCUDERO Denis	1000	5000	20000
FREJAVILLE Vincent	2000	8000	30000
GARRIC Fabien	1000	5000	20000
GAUTHIER Mikael	1000	5000	20000
GAYRAUD Anne-Marie	2000	8000	30000
LABORDA Claude	5000	25000	75000
LE BIHAN-COUDERT Mickael	1000	5000	20000
LOUCHART Sophie	2000	8000	30000
MEUNIER Mickael	1000	5000	20000
MORET Frantz	2000	8000	30000
ODIC Nathalie	1000	5000	20000
PINET Philippe	2000	8000	30000
POMA Valerie	1000	5000	20000
SENELLE-DIAZ Valentin	1000	5000	20000
ATTARD Fabien	1000	5000	20000
AUVRAY Regis	2000	8000	30000
BENOIT Brice	1000	5000	20000
BEYON Gregory	1000	5000	20000
BRUNET Nicolas	1000	5000	20000
CASANOVA Marie	5000	25000	75000
COEFFARD Christelle	2000	8000	30000
CURBILIE Jean-Francois	2000	8000	30000
DESMAS Mathieu	1000	5000	20000
DUVIVIER Douglas	2000	8000	30000
ESTRAMPES Julien	5000	25000	75000
FORTI Nathalie	2000	8000	30000
GLORIES Jean-Christophe	2000	8000	30000
GRIMA Michel	2000	8000	30000

GUIRADO Jean-Paul	1000	5000	20000
HARNOIS Yann	2000	8000	30000
IZARD Dany	2000	8000	30000
JOLY Isabelle	2000	8000	30000
MAILLE Fanny	2000	8000	30000
MAJOR Raphael	1000	5000	20000
MALET Laurent	1000	5000	20000
MEHEUST Eric	2000	8000	30000
MERY DE MONTIGNY Arnaud	1000	5000	20000
MOIDRON Emmanuel	2000	8000	30000
MOLINA Jose	1000	5000	20000
NEGOL Christelle	1000	5000	20000
OTTOLENGHI Josiane	1000	5000	20000
PAGES Frederic	1000	5000	20000
PAYRET Christophe	5000	25000	75000
PETIT Sebastien	2000	8000	30000
REVEL Xavier	1000	5000	20000
ROIG Jerome	2000	8000	30000
SAMOURI Said	1000	5000	20000
THOMAS Herve	2000	8000	30000
VERGEADE Fabien	2000	8000	30000
VERNILLET Emilien	1000	5000	20000
VATHELET Cyril	10000	50000	150000
AIELLO Didier	5000	25000	75000
BORDAS Ulrich	5000	25000	75000
DEPRADE Valerie	2000	8000	30000
DORCA Sebastien	2000	8000	30000
DOUANE Morgan	1000	5000	20000
GILABERT Jean-Marie	1000	5000	20000
MONTMASSON Laure	2000	8000	30000
PECQUEUR Gaelle	1000	5000	20000
SANCHEZ Jerome	2000	8000	30000
VERLE Magalie	2000	8000	30000
AIELLO Elisabeth	2000	8000	30000
ANDRIEU Guillaume	1000	5000	20000
BEDIN Ingrid	2000	8000	30000
BERDAHAM Rachid	1000	5000	20000
BURGHOLZER Rene	2000	8000	30000
CABANNE Sandrine	1000	5000	20000
CALVEZ Arnaud	1000	5000	20000
CAMPAN Sylvain	1000	5000	20000
CARBONE Fabienne	2000	8000	30000
CHAMPOUSSIN Jessica	1000	5000	20000

DE PINHO Frederic	2000	8000	30000
DEFAUD Yannick	1000	5000	20000
DENJEAN Christine	1000	5000	20000
DENJEAN Patrice	1000	5000	20000
DEPRADE Jean-Marie	2000	8000	30000
DESPAUX Patrick	2000	8000	30000
DOMPER Jean-Yves	1000	5000	20000
DOUAL Omar	3000	10000	40000
DUBIC Jacques	1000	5000	20000
ESCANDE-MUS Maguelone	2000	8000	30000
ESQUIROL Mathilde	1000	5000	20000
FABRE Guillaume	1000	5000	20000
FLAMEN Stephane	2000	8000	30000
GAILLARD Stephane	1000	5000	20000
GERNEZ Jerome	1000	5000	20000
GERNEZ Cecile	1000	5000	20000
GIL Alain	2000	8000	30000
GRANAT Patrick	5000	25000	75000
HARRAN Olivier	2000	8000	30000
HURST Christian	1000	5000	20000
JOSSE Clement	1000	5000	20000
LAHOZ Ludovic	1000	5000	20000
LAMASSE Cedric	5000	25000	75000
LEMAZURIER Virginie	2000	8000	30000
LETOMBE Emilie	1000	5000	20000
MARLOT Michael	1000	5000	20000
MARROT Laurent	1000	5000	20000
MAUPERTUIS Brigitte	1000	5000	20000
MAURIN Jean-Christophe	1000	5000	20000
NIN Vincent	1000	5000	20000
PALISSE Maria-Christine	1000	5000	20000
PALMADE Yann	2000	8000	30000
PENARD David	2000	8000	30000
RANNOU Thierry	2000	8000	30000
RANNOU Nicolas	1000	5000	20000
ROUSSEL Sylvain	1000	5000	20000
RUIZ Christophe	5000	25000	75000
TAT Maxime	1000	5000	20000
TOTARO Adeline	2000	8000	30000
VERLE Frederic	2000	8000	30000
BARTHELEMI Daniel	5000	25000	75000
BAUD Katia	1000	5000	20000
BRUNEL Allan	2000	8000	30000

CESARD Christelle	1000	5000	20000
COMAS Guillem	1000	5000	20000
CUNY Julien	1000	5000	20000
DUFEE Kevin	2000	8000	30000
FUNDONI Frederic	2000	8000	30000
HICKEL Sebastien	2000	8000	30000
LABANHIE Florian	1000	5000	20000
LAUGARO Pascal	1000	5000	20000
LECOCQ Nicolas	1000	5000	20000
MARCHAL Loic	1000	5000	20000
MESTRE Jean-Marc	2000	8000	30000
MEUNIER Xaverine	1000	5000	20000
NARDARI Lionel	5000	25000	75000
NITIGA Miguel	1000	5000	20000
NOE Thomas	2000	8000	30000
PAGES Sylvie	1000	5000	20000
PELLEGRY Sebastien	5000	25000	75000
PLATEL Emilien	2000	8000	30000
RAMIREZ Remi	1000	5000	20000
RANNOU Elsa	2000	8000	30000
ROYER Sebastien	1000	5000	20000
SOMMACAL Aymeric	2000	8000	30000
SORIANO Nicolas	2000	8000	30000
SOUCHET Stephane	1000	5000	20000
TRABIS Coline	1000	5000	20000
VIE Philippe	2000	8000	30000

**Annexe VII à la décision n° 2023/1 du 24 mars 2023 du directeur régional *LAINÉ Christophe*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
BARRAU Sophie	2000	30000
FOURNIER Isabelle	3000	50000
NOYELLE Aurelie	3000	50000
POPINEAU Fabienne	3000	50000
RENARD Fabrice	illimité	600000
ARGOT Karine	3000	50000
BRUNEL Nicolas	3000	50000
MARTIN Angel-Julian	3000	50000
PARISSIER Bruno	illimité	600000
MAMPRIN Pascal	5000	100000
MOLLARD Nadine	10000	300000
ALBRICH Jean-Christophe	5000	100000
BALEN Serge	5000	100000
BIBERT Valerie	10000	300000
BOUILLIEZ Sabine	2000	30000
BOURRAT Laurent	5000	100000
CALCINE Pascal	2000	30000
CATARINA Bernard	2000	30000
GIMENEZ-FABRESSE Cecile	2000	30000
GRESSINGER Catherine	3000	50000
HAMMES Valerie	1000	10000
LACOMBE Cassandre	1000	10000
NEGRE Jean	2000	30000
PEPE Genevieve	2000	30000
BONNET Martine	1000	10000
MALLOL Constant	1000	10000
AZZOPARDI Marine	1000	10000
BELENGRI Arnaud	1000	10000
BERGEREAU Nathalie	1000	10000
BERMUDEZ Florian	5000	100000
BOUILLIEZ Francois	1000	10000
BROUTIN Cedric	2000	30000
CHANUDET Noel	1000	10000
CHATROUX Eric	5000	100000
CLAUDEL Christophe	2000	30000
COLOM Michel	1000	10000

DAMESTOY Jean-Luc	1000	10000
DOMINICI Laurent	2000	30000
FAURE Boris	1000	10000
GALBIS Jean-Pierre	1000	10000
GERBAUD Gregory	2000	30000
GRIMAUD Herve	2000	30000
L'HOTE Nicolas	1000	10000
MAILLET Hugo	1000	10000
MEZY Henri	2000	30000
MONTESSINO Jean-Yves	2000	30000
MULLER Antony	2000	30000
MUNIER Eric	1000	10000
NAVILLE Joan-Marc	2000	30000
PALOT Brigitte	1000	10000
PORTEBOIS Arnaud	2000	30000
POUDROUX Benoit	1000	10000
PRAZZOLI Claire	2000	30000
QUEYREAU Paul	2000	30000
RIBERE Olivier	1000	10000
ROLLAND David	5000	100000
ROYER Sara	1000	10000
SAGET Lucas	1000	10000
SIRON Marie-Agnes	2000	30000
SOSSAT CHEVIN Nicole	1000	10000
VILACEQUE Jeremy	1000	10000
ZAFRANE Farid	2000	30000
AGUILA Jean-Francois	2000	30000
AIDI David	1000	10000
BENARD Boris	2000	30000
DEBREUVE Alexis	2000	30000
ENCINAS Caroline	2000	30000
ESPUNA Florian	1000	10000
GACHET Teddy	2000	30000
GAILLARD Jean-Philippe	1000	10000
GOULPEAU DESGUE Valerie	5000	100000
GRAS Jean-Baptiste	5000	100000
HAMARD Vincent	1000	10000
LAZZARI Fanny	2000	30000
LE GROUMELLE-DAUTRAIT Emilie	5000	100000
LOUF Bernard	1000	10000
MOTEDO Stephane	2000	30000
NATIVEL Brice	1000	10000
NATIVEL Gaelle	1000	10000

NIETO Lea	1000	10000
RETAIL David	1000	10000
SOULARD Franck	1000	10000
TIHY Juliette	1000	10000
TROUCHE Lisa	2000	30000
VINCENT Barbara	1000	10000
AIDI Maeva	2000	30000
APARICI Laurence	2000	30000
BARRERA Valerie	1000	10000
BLANPAIN Olivier	1000	10000
CAPARROS Laurent	5000	100000
CESCO Laurent	2000	30000
DUCLOS Justine	1000	10000
ESTEVEZ David	1000	10000
GALLI Pauline	2000	30000
GONZALEZ Richard	1000	10000
LACOMME Agnes	1000	10000
LALLEMAND Vincent	2000	30000
LAURET Laurent	1000	10000
LEBOULENGER Aurore	1000	10000
MARGAIL Thibaut	1000	10000
MASSIES Celine	2000	30000
MAUNIER Caroline	2000	30000
MEYDEVILLE Mikael	1000	10000
MEYER Pierre	1000	10000
MISCHLER Manon	1000	10000
MOURROUX Marie	2000	30000
MUNOZ Charlotte	1000	10000
NAVET Guillaume	1000	10000
ORFILA Robert	2000	30000
PAGES Jean-Baptiste	1000	10000
PALOL Christelle	2000	30000
PAROIS Pierre	1000	10000
PARRA Jeremy	1000	10000
PINTI Stephane	1000	10000
PUJOL Marina	2000	30000
PUYSSERVERT Corinne	2000	30000
RADOJEWSKI Nathalie	2000	30000
RONNE Guillem	2000	30000
ROSAS Richard	2000	30000
ROUANET Jean-Philippe	5000	100000
SABATHIE Francois	1000	10000
SAGUE Linda	1000	10000

SOLERE Jordan	1000	10000
STOECKLIN Marc	1000	10000
STOECKLIN Meritxell	2000	30000
URIA Damien	1000	10000
BERTHEAU Gilles	10000	300000
VAUDOYER David	10000	300000
ERRE Eric	2000	30000
GALLEY Francis	2000	30000
BERNARD Jerome	2000	30000
BISCAYE Eric	5000	100000
BOUDJERRA Naguib	2000	30000
CARLI Sebastien	1000	10000
CROUZET Benjamin	1000	10000
ESCUDERO Denis	1000	10000
FREJAVILLE Vincent	2000	30000
GARRIC Fabien	1000	10000
GAUTHIER Mikael	1000	10000
GAYRAUD Anne-Marie	2000	30000
LABORDA Claude	5000	100000
LE BIHAN-COUDERT Mickael	1000	10000
LOUCHART Sophie	2000	30000
MEUNIER Mickael	1000	10000
MORET Frantz	2000	30000
ODIC Nathalie	1000	10000
PINET Philippe	2000	30000
POMA Valerie	1000	10000
SENELLE-DIAZ Valentin	1000	10000
ATTARD Fabien	1000	10000
AUVRAY Regis	2000	30000
BENOIT Brice	1000	10000
BEYON Gregory	1000	10000
BRUNET Nicolas	1000	10000
CASANOVA Marie	5000	100000
COEFFARD Christelle	2000	30000
CURBILIE Jean-Francois	2000	30000
DESMAS Mathieu	1000	10000
DUVIVIER Douglas	2000	30000
ESTRAMPES Julien	5000	100000
FORTI Nathalie	2000	30000
GLORIES Jean-Christophe	2000	30000
GRIMA Michel	2000	30000
GUIRADO Jean-Paul	1000	10000
HARNOIS Yann	2000	30000

IZARD Dany	2000	30000
JOLY Isabelle	2000	30000
MAILLE Fanny	2000	30000
MAJOR Raphael	1000	10000
MALET Laurent	1000	10000
MEHEUST Eric	2000	30000
MERY DE MONTIGNY Arnaud	1000	10000
MOIDRON Emmanuel	2000	30000
MOLINA Jose	1000	10000
NEGOL Christelle	1000	10000
OTTOLENGHI Josiane	1000	10000
PAGES Frederic	1000	10000
PAYRET Christophe	5000	100000
PETIT Sebastien	2000	30000
REVEL Xavier	1000	10000
ROIG Jerome	2000	30000
SAMOURI Said	1000	10000
THOMAS Herve	2000	30000
VERGEADE Fabien	2000	30000
VERNILLET Emilien	1000	10000
VATHELET Cyril	10000	300000
AIELLO Didier	5000	100000
BORDAS Ulrich	5000	100000
DEPRADE Valerie	2000	30000
DORCA Sebastien	2000	30000
DOUANE Morgan	1000	10000
GILABERT Jean-Marie	1000	10000
MONTMASSON Laure	2000	30000
PECQUEUR Gaelle	1000	10000
SANCHEZ Jerome	2000	30000
VERLE Magalie	2000	30000
AIELLO Elisabeth	2000	30000
ANDRIEU Guillaume	1000	10000
BEDIN Ingrid	2000	30000
BERDAHAM Rachid	1000	10000
BURGHOLZER Rene	2000	30000
CABANNE Sandrine	1000	10000
CALVEZ Arnaud	1000	10000
CAMPAN Sylvain	1000	10000
CARBONE Fabienne	2000	30000
CHAMPOUSSIN Jessica	1000	10000
DE PINHO Frederic	2000	30000
DEFAUD Yannick	1000	10000

DENJEAN Christine	1000	10000
DENJEAN Patrice	1000	10000
DEPRADE Jean-Marie	2000	30000
DESPAUX Patrick	2000	30000
DOMPER Jean-Yves	1000	10000
DOUAL Omar	3000	50000
DUBIC Jacques	1000	10000
ESCANDE-MUS Maguelone	2000	30000
ESQUIROL Mathilde	1000	10000
FABRE Guillaume	1000	10000
FLAMEN Stephane	2000	30000
GAILLARD Stephane	1000	10000
GERNEZ Jerome	1000	10000
GERNEZ Cecile	1000	10000
GIL Alain	2000	30000
GRANAT Patrick	5000	100000
HARRAN Olivier	2000	30000
HURST Christian	1000	10000
JOSSE Clement	1000	10000
LAHOZ Ludovic	1000	10000
LAMASSE Cedric	5000	100000
LEMAZURIER Virginie	2000	30000
LETOMBE Emilie	1000	10000
MARLOT Michael	1000	10000
MARROT Laurent	1000	10000
MAUPERTUIS Brigitte	1000	10000
MAURIN Jean-Christophe	1000	10000
NIN Vincent	1000	10000
PALISSE Maria-Christine	1000	10000
PALMADE Yann	2000	30000
PENARD David	2000	30000
RANNOU Nicolas	1000	10000
RANNOU Thierry	2000	30000
ROUSSEL Sylvain	1000	10000
RUIZ Christophe	5000	100000
TAT Maxime	1000	10000
TOTARO Adeline	2000	30000
VERLE Frederic	2000	30000
BARTHELEMI Daniel	5000	100000
BAUD Katia	1000	10000
BRUNEL Allan	2000	30000
CESARD Christelle	1000	10000
COMAS Guillem	1000	10000

CUNY Julien	1000	10000
DUFEE Kevin	2000	30000
FUNDONI Frederic	2000	30000
HICKEL Sebastien	2000	30000
LABANHIE Florian	1000	10000
LAUGARO Pascal	1000	10000
LECOCQ Nicolas	1000	10000
MARCHAL Loic	2000	30000
MESTRE Jean-Marc	2000	30000
MEUNIER Xaverine	1000	10000
NARDARI Lionel	5000	100000
NITIGA Miguel	1000	10000
NOE Thomas	2000	30000
PAGES Sylvie	1000	10000
PELLEGRY Sebastien	5000	100000
PLATEL Emilien	2000	30000
RAMIREZ Remi	1000	10000
RANNOU Elsa	2000	30000
ROYER Sebastien	1000	10000
SOMMACAL Aymeric	2000	30000
SORIANO Nicolas	2000	30000
SOUCHET Stephane	1000	10000
TRABIS Coline	1000	10000
VIE Philippe	2000	30000

**Annexe VIII à la décision n° 2023/1 du 24 mars 2023 du directeur régional *LAINÉ Christophe*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
BARRAU Sophie	2000	30000
FOURNIER Isabelle	3000	50000
NOYELLE Aurelie	3000	50000
POPINEAU Fabienne	3000	50000
RENARD Fabrice	illimité	600000
ARGOT Karine	3000	50000
BRUNEL Nicolas	3000	50000
MARTIN Angel-Julian	3000	50000
PARISSIER Bruno	illimité	600000
MAMPRIN Pascal	5000	100000
MOLLARD Nadine	10000	300000
ALBRICH Jean-Christophe	5000	100000
BALEN Serge	5000	100000
BIBERT Valerie	10000	300000
BOUILLIEZ Sabine	2000	30000
BOURRAT Laurent	5000	100000
CALCINE Pascal	2000	30000
CATARINA Bernard	2000	30000
GIMENEZ-FABRESSE Cecile	2000	30000
GRESSINGER Catherine	3000	50000
HAMMES Valerie	2000	30000
LACOMBE Cassandre	1000	10000
NEGRE Jean	2000	30000
PEPE Genevieve	2000	30000
BONNET Martine	1000	10000
MALLOL Constant	2000	30000
AZZOPARDI Marine	1000	10000
BELENGRI Arnaud	1000	10000
BERGEREAU Nathalie	1000	10000
BERMUDEZ Florian	5000	100000
BOUILLIEZ Francois	1000	10000
BROUTIN Cedric	2000	30000
CHANUDET Noel	1000	10000
CHATROUX Eric	5000	100000
CLAUDEL Christophe	2000	30000
COLOM Michel	1000	10000

DAMESTOY Jean-Luc	1000	10000
DOMINICI Laurent	2000	30000
FAURE Boris	1000	10000
GALBIS Jean-Pierre	1000	10000
GERBAUD Gregory	2000	30000
GRIMAUD Herve	2000	30000
L'HOTE Nicolas	1000	10000
MAILLET Hugo	1000	10000
MEZY Henri	2000	30000
MONTESSINO Jean-Yves	2000	30000
MULLER Antony	2000	30000
MUNIER Eric	1000	10000
NAVILLE Joan-Marc	2000	30000
PALOT Brigitte	1000	10000
PORTEBOIS Arnaud	2000	30000
POUDROUX Benoit	1000	10000
PRAZZOLI Claire	2000	30000
QUEYREAU Paul	1000	10000
RIBERE Olivier	1000	10000
ROLLAND David	5000	100000
ROYER Sara	1000	10000
SAGET Lucas	1000	10000
SIRON Marie-Agnes	2000	30000
SOSSAT CHEVIN Nicole	1000	10000
VILACEQUE Jeremy	1000	10000
ZAFRANE Farid	2000	30000
AGUILA Jean-Francois	2000	30000
AIDI David	1000	10000
BENARD Boris	2000	30000
DEBREUVE Alexis	2000	30000
ENCINAS Caroline	2000	30000
ESPUNA Florian	1000	10000
GACHET Teddy	2000	30000
GAILLARD Jean-Philippe	1000	10000
GOULPEAU DESGUE Valerie	5000	100000
GRAS Jean-Baptiste	5000	100000
HAMARD Vincent	1000	10000
LAZZARI Fanny	2000	30000
LE GROUMELLE-DAUTRAIT Emilie	5000	100000
LOUF Bernard	1000	10000
MOTEDO Stephane	2000	30000
NATVEL Gaelle	1000	10000
NATVEL Brice	1000	10000

NIETO Lea	1000	10000
RETAIL David	1000	10000
SOULARD Franck	1000	10000
TIHY Juliette	1000	10000
TROUCHE Lisa	2000	30000
VINCENT Barbara	1000	10000
AIDI Maeva	2000	30000
APARICI Laurence	2000	30000
BARRERA Valerie	1000	10000
BLANPAIN Olivier	1000	10000
CAPARROS Laurent	5000	100000
CESCO Laurent	2000	30000
DUCLOS Justine	1000	10000
ESTEVEZ David	1000	10000
GALLI Pauline	2000	30000
GONZALEZ Richard	1000	10000
LACOMME Agnes	1000	10000
LALLEMAND Vincent	2000	30000
LAURET Laurent	1000	10000
LEBOULENGER Aurore	1000	10000
MARGAIL Thibaut	1000	10000
MASSIES Celine	2000	30000
MAUNIER Caroline	2000	30000
MEYDEVILLE Mikael	1000	10000
MEYER Pierre	1000	10000
MISCHLER Manon	1000	10000
MOURROUX Marie	2000	30000
MUNOZ Charlotte	1000	10000
NAVET Guillaume	1000	10000
ORFILA Robert	2000	30000
PAGES Jean-Baptiste	1000	10000
PALOL Christelle	2000	30000
PAROIS Pierre	1000	10000
PARRA Jeremy	1000	10000
PINTI Stephane	1000	10000
PUJOL Marina	2000	30000
PUYSSERVERT Corinne	2000	30000
RADOJEWSKI Nathalie	2000	30000
RONNE Guillem	2000	30000
ROSAS Richard	2000	30000
ROUANET Jean-Philippe	5000	100000
SABATHIE Francois	1000	10000
SAGUE Linda	1000	10000

SOLERE Jordan	1000	10000
STOECKLIN Marc	1000	10000
STOECKLIN Meritxell	2000	30000
URIA Damien	1000	10000
BERTHEAU Gilles	10000	300000
VAUDOYER David	10000	300000
ERRE Eric	2000	30000
GALLEY Francis	2000	30000
BERNARD Jerome	2000	30000
BISCAYE Eric	5000	100000
BOUDJERRA Naguib	2000	30000
CARLI Sebastien	1000	10000
CROUZET Benjamin	1000	10000
ESCUDERO Denis	1000	10000
FREJAVILLE Vincent	2000	30000
GARRIC Fabien	1000	10000
GAUTHIER Mikael	1000	10000
GAYRAUD Anne-Marie	2000	30000
LABORDA Claude	5000	100000
LE BIHAN-COUDERT Mickael	1000	10000
LOUCHART Sophie	2000	30000
MEUNIER Mickael	1000	10000
MORET Frantz	2000	30000
ODIC Nathalie	1000	10000
PINET Philippe	2000	30000
POMA Valerie	1000	10000
SENELLE-DIAZ Valentin	1000	10000
ATTARD Fabien	1000	10000
AUVRAY Regis	2000	30000
BENOIT Brice	1000	10000
BEYON Gregory	1000	10000
BRUNET Nicolas	1000	10000
CASANOVA Marie	5000	100000
COEFFARD Christelle	2000	30000
CURBILIE Jean-Francois	2000	30000
DESMAS Mathieu	1000	10000
DUVIVIER Douglas	2000	30000
ESTRAMPES Julien	5000	100000
FORTI Nathalie	2000	30000
GLORIES Jean-Christophe	2000	30000
GRIMA Michel	2000	30000
GUIRADO Jean-Paul	1000	10000
HARNOIS Yann	2000	30000

IZARD Dany	2000	30000
JOLY Isabelle	2000	30000
MAILLE Fanny	2000	30000
MAJOR Raphael	1000	10000
MALET Laurent	1000	10000
MEHEUST Eric	2000	30000
MERY DE MONTIGNY Arnaud	1000	10000
MOIDRON Emmanuel	2000	30000
MOLINA Jose	1000	10000
NEGOL Christelle	1000	10000
OTTOLENGHI Josiane	1000	10000
PAGES Frederic	1000	10000
PAYRET Christophe	5000	100000
PETIT Sebastien	2000	30000
REVEL Xavier	1000	10000
ROIG Jerome	2000	30000
SAMOURI Said	1000	10000
THOMAS Herve	2000	30000
VERGEADE Fabien	2000	30000
VERNILLET Emilien	1000	10000
VATHELET Cyril	10000	300000
AIELLO Didier	5000	100000
BORDAS Ulrich	5000	100000
DEPRADE Valerie	2000	30000
DORCA Sebastien	2000	30000
DOUANE Morgan	1000	10000
GILABERT Jean-Marie	1000	10000
MONTMASSON Laure	2000	30000
PECQUEUR Gaelle	1000	10000
SANCHEZ Jerome	2000	30000
VERLE Magalie	2000	30000
AIELLO Elisabeth	2000	30000
ANDRIEU Guillaume	1000	10000
BEDIN Ingrid	2000	30000
BERDAHAM Rachid	1000	10000
BURGHOLZER Rene	2000	30000
CABANNE Sandrine	1000	10000
CALVEZ Arnaud	1000	10000
CAMPAN Sylvain	1000	10000
CARBONE Fabienne	2000	30000
CHAMPOUSSIN Jessica	1000	10000
DE PINHO Frederic	2000	30000
DEFAUD Yannick	1000	10000

DENJEAN Christine	1000	10000
DENJEAN Patrice	1000	10000
DEPRADE Jean-Marie	2000	30000
DESPAUX Patrick	2000	30000
DOMPER Jean-Yves	1000	10000
DOUAL Omar	3000	50000
DUBIC Jacques	1000	10000
ESCANDE-MUS Maguelone	2000	30000
ESQUIROL Mathilde	1000	10000
FABRE Guillaume	1000	10000
FLAMEN Stephane	2000	30000
GAILLARD Stephane	1000	10000
GERNEZ Cecile	1000	10000
GERNEZ Jerome	1000	10000
GIL Alain	2000	30000
GRANAT Patrick	5000	100000
HARRAN Olivier	2000	30000
HURST Christian	1000	10000
JOSSE Clement	1000	10000
LAHOZ Ludovic	1000	10000
LAMASSE Cedric	5000	100000
LEMAZURIER Virginie	2000	30000
LETOMBE Emilie	1000	10000
MARLOT Michael	1000	10000
MARROT Laurent	1000	10000
MAUPERTUIS Brigitte	1000	10000
MAURIN Jean-Christophe	1000	10000
NIN Vincent	1000	10000
PALISSE Maria-Christine	1000	10000
PALMADE Yann	2000	30000
PENARD David	2000	30000
RANNOU Thierry	2000	30000
RANNOU Nicolas	1000	10000
ROUSSEL Sylvain	1000	10000
RUIZ Christophe	5000	100000
TAT Maxime	1000	10000
TOTARO Adeline	2000	30000
VERLE Frederic	2000	30000
BARTHELEMI Daniel	5000	100000
BAUD Katia	1000	10000
BRUNEL Allan	2000	30000
CESARD Christelle	1000	10000
COMAS Guillem	1000	10000

CUNY Julien	1000	10000
DUFEE Kevin	2000	30000
FUNDONI Frederic	2000	30000
HICKEL Sebastien	2000	30000
LABANHIE Florian	1000	10000
LAUGARO Pascal	1000	10000
LECOCQ Nicolas	1000	10000
MARCHAL Loic	2000	30000
MESTRE Jean-Marc	2000	30000
MEUNIER Xaverine	1000	10000
NARDARI Lionel	5000	100000
NITIGA Miguel	1000	10000
NOE Thomas	2000	30000
PAGES Sylvie	1000	10000
PELLEGRY Sebastien	5000	100000
PLATEL Emilien	2000	30000
RAMIREZ Remi	1000	10000
RANNOU Elsa	2000	30000
ROYER Sebastien	1000	10000
SOMMACAL Aymeric	2000	30000
SORIANO Nicolas	2000	30000
SOUCHET Stephane	1000	10000
TRABIS Coline	1000	10000
VIE Philippe	2000	30000

Annexe IX à la décision n° 2023/1 du 24 mars 2023 du directeur régional *LAINÉ Christophe*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

PV « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Argent liquide
BARRAU Sophie	3000	50000
FOURNIER Isabelle	3000	50000
NOYELLE Aurelie	3000	50000
POPINEAU Fabienne	3000	50000
RENARD Fabrice	illimité	300000
ARGOT Karine	3000	50000
BRUNEL Nicolas	3000	50000
MARTIN Angel-Julian	3000	50000
PARISSIER Bruno	illimité	300000
MAMPRIN Pascal	5000	75000
MOLLARD Nadine	10000	150000
ALBRICH Jean-Christophe	5000	75000
BALEN Serge	5000	75000
BIBERT Valerie	10000	150000
BOUILLIEZ Sabine	3000	50000
BOURRAT Laurent	5000	75000
CALCINE Pascal	3000	50000
CATARINA Bernard	3000	50000
GIMENEZ-FABRESSE Cecile	3000	50000
GRESSINGER Catherine	3000	50000
HAMMES Valerie	3000	50000
LACOMBE Cassandre	1000	20000
NEGRE Jean	3000	50000
PEPE Genevieve	3000	50000
BONNET Martine	1000	20000
MALLOL Constant	3000	50000
AZZOPARDI Marine	1000	20000
BELENGRI Arnaud	1000	20000
BERGEREAU Nathalie	1000	20000
BERMUDEZ Florian	5000	75000
BOUILLIEZ Francois	1000	20000
BROUTIN Cedric	3000	50000
CHANUDET Noel	1000	20000
CHATROUX Eric	5000	75000
CLAUDEL Christophe	3000	50000

COLOM Michel	1000	20000
DAMESTOY Jean-Luc	1000	20000
DOMINICI Laurent	3000	50000
FAURE Boris	1000	20000
GALBIS Jean-Pierre	1000	20000
GERBAUD Gregory	3000	50000
GRIMAUD Herve	3000	50000
L'HOTE Nicolas	1000	20000
MAILLET Hugo	1000	20000
MEZY Henri	3000	50000
MONTESSINO Jean-Yves	3000	50000
MULLER Antony	3000	50000
MUNIER Eric	1000	20000
NAVILLE Joan-Marc	3000	50000
PALOT Brigitte	1000	20000
PORTEBOIS Arnaud	3000	50000
POUDROUX Benoit	1000	20000
PRAZZOLI Claire	3000	50000
QUEYREAU Paul	3000	50000
RIBERE Olivier	1000	20000
ROLLAND David	5000	75000
ROYER Sara	1000	20000
SAGET Lucas	1000	20000
SIRON Marie-Agnes	3000	50000
SOSSAT CHEVIN Nicole	1000	20000
VILACEQUE Jeremy	1000	20000
ZAFRANE Farid	3000	50000
AGUILA Jean-Francois	3000	50000
AIDI David	1000	20000
BENARD Boris	3000	50000
DEBREUVE Alexis	3000	50000
ENCINAS Caroline	3000	50000
ESPUNA Florian	1000	20000
GACHET Teddy	3000	50000
GAILLARD Jean-Philippe	1000	20000
GOULPEAU DESGUE Valerie	5000	75000
GRAS Jean-Baptiste	5000	75000
HAMARD Vincent	1000	20000
LAZZARI Fanny	3000	50000
LE GROUMELLE-DAUTRAIT Emilie	5000	75000
LOUF Bernard	1000	20000
MOTEDO Stephane	3000	50000
NATIVEL Gaelle	1000	20000

NATIVEL Brice	1000	20000
NIETO Lea	1000	20000
RETAIL David	1000	20000
SOULARD Franck	1000	20000
TIHY Juliette	1000	20000
TROUCHE Lisa	3000	50000
VINCENT Barbara	1000	20000
AIDI Maeva	3000	50000
APARICI Laurence	3000	50000
BARRERA Valerie	1000	20000
BLANPAIN Olivier	1000	20000
CAPARROS Laurent	5000	75000
CESCO Laurent	3000	50000
DUCLOS Justine	1000	20000
ESTEVEZ David	1000	20000
GALLI Pauline	3000	50000
GONZALEZ Richard	1000	20000
LACOMME Agnes	1000	20000
LALLEMAND Vincent	3000	50000
LAURET Laurent	1000	20000
LEBOULENGER Aurore	1000	20000
MARGAIL Thibaut	1000	20000
MASSIES Celine	3000	50000
MAUNIER Caroline	3000	50000
MEYDEVILLE Mikael	1000	20000
MEYER Pierre	1000	20000
MISCHLER Manon	1000	20000
MOURROUX Marie	3000	50000
MUNOZ Charlotte	1000	20000
NAVET Guillaume	1000	20000
ORFILA Robert	3000	50000
PAGES Jean-Baptiste	1000	20000
PALOL Christelle	3000	50000
PAROIS Pierre	1000	20000
PARRA Jeremy	1000	20000
PINTI Stephane	1000	20000
PUJOL Marina	3000	50000
PUYSSERVERT Corinne	3000	50000
RADOJEWSKI Nathalie	3000	50000
RONNE Guillem	3000	50000
ROSAS Richard	3000	50000
ROUANET Jean-Philippe	5000	75000
SABATHIE Francois	1000	20000

SAGUE Linda	1000	20000
SOLERE Jordan	1000	20000
STOECKLIN Meritxell	3000	50000
STOECKLIN Marc	1000	20000
URIA Damien	1000	20000
BERTHEAU Gilles	10000	150000
VAUDOYER David	10000	150000
ERRE Eric	3000	50000
GALLEY Francis	3000	50000
BERNARD Jerome	3000	50000
BISCAYE Eric	5000	75000
BOUDJERRA Naguib	3000	50000
CARLI Sebastien	1000	20000
CROUZET Benjamin	1000	20000
ESCUDERO Denis	1000	20000
FREJAVILLE Vincent	3000	50000
GARRIC Fabien	1000	20000
GAUTHIER Mikael	1000	20000
GAYRAUD Anne-Marie	3000	50000
LABORDA Claude	5000	75000
LE BIHAN-COUDERT Mickael	1000	20000
LOUCHART Sophie	3000	50000
MEUNIER Mickael	1000	20000
MORET Frantz	3000	50000
ODIC Nathalie	1000	20000
PINET Philippe	3000	50000
POMA Valerie	1000	20000
SENELLE-DIAZ Valentin	1000	20000
ATTARD Fabien	1000	20000
AUVRAY Regis	3000	50000
BENOIT Brice	1000	20000
BEYON Gregory	1000	20000
BRUNET Nicolas	1000	20000
CASANOVA Marie	5000	75000
COEFFARD Christelle	3000	50000
CURBILIE Jean-Francois	3000	50000
DESMAS Mathieu	1000	20000
DUVIVIER Douglas	3000	50000
ESTRAMPES Julien	5000	75000
FORTI Nathalie	3000	50000
GLORIES Jean-Christophe	3000	50000
GRIMA Michel	3000	50000
GUIRADO Jean-Paul	1000	20000

HARNOIS Yann	3000	50000
IZARD Dany	3000	50000
JOLY Isabelle	3000	50000
MAILLE Fanny	3000	50000
MAJOR Raphael	1000	20000
MALET Laurent	1000	20000
MEHEUST Eric	3000	50000
MERY DE MONTIGNY Arnaud	1000	20000
MOIDRON Emmanuel	3000	50000
MOLINA Jose	1000	20000
NEGOL Christelle	1000	20000
OTTOLENGHI Josiane	1000	20000
PAGES Frederic	1000	20000
PAYRET Christophe	5000	75000
PETIT Sebastien	3000	50000
REVEL Xavier	1000	20000
ROIG Jerome	3000	50000
SAMOURI Said	1000	20000
THOMAS Herve	3000	50000
VERGEADE Fabien	3000	50000
VERNILLET Emilien	1000	20000
VATHELET Cyril	10000	150000
AIELLO Didier	5000	75000
BORDAS Ulrich	5000	75000
DEPRADE Valerie	3000	50000
DORCA Sebastien	3000	50000
DOUANE Morgan	1000	20000
GILABERT Jean-Marie	1000	20000
MONTMASSON Laure	3000	50000
PECQUEUR Gaelle	1000	20000
SANCHEZ Jerome	3000	50000
VERLE Magalie	3000	50000
AIELLO Elisabeth	3000	50000
ANDRIEU Guillaume	1000	20000
BEDIN Ingrid	3000	50000
BERDAHAM Rachid	1000	20000
BURGHOLZER Rene	3000	50000
CABANNE Sandrine	1000	20000
CALVEZ Arnaud	1000	20000
CAMPAN Sylvain	1000	20000
CARBONE Fabienne	3000	50000
CHAMPOUSSIN Jessica	1000	20000
DE PINHO Frederic	3000	50000

DEFAUD Yannick	1000	20000
DENJEAN Patrice	1000	20000
DENJEAN Christine	1000	20000
DEPRADE Jean-Marie	3000	50000
DESPAUX Patrick	3000	50000
DOMPER Jean-Yves	1000	20000
DOUAL Omar	3000	50000
DUBIC Jacques	1000	20000
ESCANDE-MUS Maguelone	3000	50000
ESQUIROL Mathilde	1000	20000
FABRE Guillaume	1000	20000
FLAMEN Stephane	3000	50000
GAILLARD Stephane	1000	20000
GERNEZ Cecile	1000	20000
GERNEZ Jerome	1000	20000
GIL Alain	1000	20000
GRANAT Patrick	5000	75000
HARRAN Olivier	3000	50000
HURST Christian	1000	20000
JOSSE Clement	1000	20000
LAHOZ Ludovic	1000	20000
LAMASSE Cedric	5000	75000
LEMAZURIER Virginie	3000	50000
LETOMBE Emilie	1000	20000
MARLOT Michael	1000	20000
MARROT Laurent	1000	20000
MAUPERTUIS Brigitte	1000	20000
MAURIN Jean-Christophe	1000	20000
NIN Vincent	1000	20000
PALISSE Maria-Christine	1000	20000
PALMADE Yann	3000	50000
PENARD David	3000	50000
RANNOU Nicolas	1000	20000
RANNOU Thierry	3000	50000
ROUSSEL Sylvain	1000	20000
RUIZ Christophe	5000	75000
TAT Maxime	1000	20000
TOTARO Adeline	3000	50000
VERLE Frederic	3000	50000
BARTHELEMI Daniel	5000	75000
BAUD Katia	1000	20000
BRUNEL Allan	3000	50000
CESARD Christelle	1000	20000

COMAS Guillem	1000	20000
CUNY Julien	1000	20000
DUFEE Kevin	3000	50000
FUNDONI Frederic	3000	50000
HICKEL Sebastien	3000	50000
LABANHIE Florian	1000	20000
LAUGARO Pascal	1000	20000
LECOCQ Nicolas	1000	20000
MARCHAL Loic	3000	50000
MESTRE Jean-Marc	3000	50000
MEUNIER Xaverine	1000	20000
NARDARI Lionel	5000	75000
NITIGA Miguel	1000	20000
NOE Thomas	3000	50000
PAGES Sylvie	1000	20000
PELLEGRY Sebastien	5000	75000
PLATEL Emilien	3000	50000
RAMIREZ Remi	1000	20000
RANNOU Elsa	3000	50000
ROYER Sebastien	1000	20000
SOMMACAL Aymeric	3000	50000
SORIANO Nicolas	3000	50000
SOUCHET Stephane	1000	20000
TRABIS Coline	1000	20000
VIE Philippe	3000	50000

Annexe X à la décision n° 2023/1 du 24 mars 2023 du directeur régional *LAINÉ Christophe*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

TRANSACTION « 421 » (argent liquide)

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Argent liquide
BARRAU Sophie	3000	50000
FOURNIER Isabelle	3000	50000
NOYELLE Aurelie	3000	50000
POPINEAU Fabienne	3000	50000
RENARD Fabrice	illimité	300000
ARGOT Karine	3000	50000
BRUNEL Nicolas	3000	50000
MARTIN Angel-Julian	3000	50000
PARISSIER Bruno	illimité	300000
MAMPRIN Pascal	5000	75000
MOLLARD Nadine	10000	150000
ALBRICH Jean-Christophe	5000	75000
BALEN Serge	5000	75000
BIBERT Valerie	10000	150000
BOUILLIEZ Sabine	3000	50000
BOURRAT Laurent	5000	75000
CALCINE Pascal	3000	50000
CATARINA Bernard	3000	50000
GIMENEZ-FABRESSE Cecile	3000	50000
GRESSINGER Catherine	3000	50000
HAMMES Valerie	3000	50000
LACOMBE Cassandre	1000	20000
NEGRE Jean	3000	50000
PEPE Genevieve	3000	50000
BONNET Martine	1000	20000
MALLOL Constant	3000	50000
AZZOPARDI Marine	1000	20000
BELENGRI Arnaud	1000	20000
BERGEREAU Nathalie	1000	20000
BERMUDEZ Florian	5000	75000
BOUILLIEZ Francois	1000	20000
BROUTIN Cedric	3000	50000
CHANUDET Noel	1000	20000
CHATROUX Eric	5000	75000
CLAUDEL Christophe	3000	50000

COLOM Michel	1000	20000
DAMESTOY Jean-Luc	1000	20000
DOMINICI Laurent	3000	50000
FAURE Boris	1000	20000
GALBIS Jean-Pierre	1000	20000
GERBAUD Gregory	3000	50000
GRIMAUD Herve	3000	50000
L'HOTE Nicolas	1000	20000
MAILLET Hugo	1000	20000
MEZY Henri	3000	50000
MONTESSINO Jean-Yves	3000	50000
MULLER Antony	3000	50000
MUNIER Eric	1000	20000
NAVILLE Joan-Marc	3000	50000
PALOT Brigitte	1000	20000
PORTEBOIS Arnaud	3000	50000
POUDROUX Benoit	1000	20000
PRAZZOLI Claire	3000	50000
QUEYREAU Paul	3000	50000
RIBERE Olivier	1000	20000
ROLLAND David	5000	75000
ROYER Sara	1000	20000
SAGET Lucas	1000	20000
SIRON Marie-Agnes	3000	50000
SOSSAT CHEVIN Nicole	1000	20000
VILACEQUE Jeremy	1000	20000
ZAFRANE Farid	3000	50000
AGUILA Jean-Francois	3000	50000
AIDI David	1000	20000
BENARD Boris	3000	50000
DEBREUVE Alexis	3000	50000
ENCINAS Caroline	3000	50000
ESPUNA Florian	1000	20000
GACHET Teddy	3000	50000
GAILLARD Jean-Philippe	1000	20000
GOULPEAU DESGUE Valerie	5000	75000
GRAS Jean-Baptiste	5000	75000
HAMARD Vincent	1000	20000
LAZZARI Fanny	3000	50000
LE GROUMELLEC-DAUTRAIT Emilie	5000	75000
LOUF Bernard	1000	20000
MOTEDO Stephane	3000	50000
NATIVEL Gaelle	1000	20000

NATIVEL Brice	1000	20000
NIETO Lea	1000	20000
RETAIL David	1000	20000
SOULARD Franck	1000	20000
TIHY Juliette	1000	20000
TROUCHE Lisa	3000	50000
VINCENT Barbara	1000	20000
AIDI Maeva	3000	50000
APARICI Laurence	3000	50000
BARRERA Valerie	1000	20000
BLANPAIN Olivier	1000	20000
CAPARROS Laurent	5000	75000
CESCO Laurent	3000	50000
DUCLOS Justine	1000	20000
ESTEVEZ David	1000	20000
GALLI Pauline	3000	50000
GONZALEZ Richard	1000	20000
LACOMME Agnes	1000	20000
LALLEMAND Vincent	3000	50000
LAURET Laurent	1000	20000
LEBOULENGER Aurore	1000	20000
MARGAIL Thibaut	1000	20000
MASSIES Celine	3000	50000
MAUNIER Caroline	3000	50000
MEYDEVILLE Mikael	1000	20000
MEYER Pierre	1000	20000
MISCHLER Manon	1000	20000
MOURROUX Marie	3000	50000
MUNOZ Charlotte	1000	20000
NAVET Guillaume	1000	20000
ORFILA Robert	3000	50000
PAGES Jean-Baptiste	1000	20000
PALOL Christelle	3000	50000
PAROIS Pierre	1000	20000
PARRA Jeremy	1000	20000
PINTI Stephane	1000	20000
PUJOL Marina	3000	50000
PUYSSERVERT Corinne	3000	50000
RADOJEWSKI Nathalie	3000	50000
RONNE Guillem	3000	50000
ROSAS Richard	3000	50000
ROUANET Jean-Philippe	5000	75000
SABATHIE Francois	1000	20000

SAGUE Linda	1000	20000
SOLERE Jordan	1000	20000
STOECKLIN Marc	1000	20000
STOECKLIN Meritxell	3000	50000
URIA Damien	1000	20000
BERTHEAU Gilles	10000	150000
VAUDOYER David	10000	150000
ERRE Eric	3000	50000
GALLEY Francis	3000	50000
BERNARD Jerome	3000	50000
BISCAYE Eric	5000	75000
BOUDJERRA Naguib	3000	50000
CARLI Sebastien	1000	20000
CROUZET Benjamin	1000	20000
ESCUDERO Denis	1000	20000
FREJAVILLE Vincent	3000	50000
GARRIC Fabien	1000	20000
GAUTHIER Mikael	1000	20000
GAYRAUD Anne-Marie	3000	50000
LABORDA Claude	5000	75000
LE BIHAN-COUDERT Mickael	1000	20000
LOUCHART Sophie	3000	50000
MEUNIER Mickael	1000	20000
MORET Frantz	3000	50000
ODIC Nathalie	1000	20000
PINET Philippe	3000	50000
POMA Valerie	1000	20000
SENELLE-DIAZ Valentin	1000	20000
ATTARD Fabien	1000	20000
AUVRAY Regis	3000	50000
BENOIT Brice	1000	20000
BEYON Gregory	1000	20000
BRUNET Nicolas	1000	20000
CASANOVA Marie	5000	75000
COEFFARD Christelle	3000	50000
CURBILIE Jean-Francois	3000	50000
DESMAS Mathieu	1000	20000
DUVIVIER Douglas	3000	50000
ESTRAMPES Julien	5000	75000
FORTI Nathalie	3000	50000
GLORIES Jean-Christophe	3000	50000
GRIMA Michel	3000	50000
GUIRADO Jean-Paul	1000	20000

HARNOIS Yann	3000	50000
IZARD Dany	3000	50000
JOLY Isabelle	3000	50000
MAILLE Fanny	3000	50000
MAJOR Raphael	1000	20000
MALET Laurent	1000	20000
MEHEUST Eric	3000	50000
MERY DE MONTIGNY Arnaud	1000	20000
MOIDRON Emmanuel	3000	50000
MOLINA Jose	1000	20000
NEGOL Christelle	1000	20000
OTTOLENGHI Josiane	1000	20000
PAGES Frederic	1000	20000
PAYRET Christophe	5000	75000
PETIT Sebastien	3000	50000
REVEL Xavier	1000	20000
ROIG Jerome	3000	50000
SAMOURI Said	1000	20000
THOMAS Herve	3000	50000
VERGEADE Fabien	3000	50000
VERNILLET Emilien	1000	20000
VATHELET Cyril	10000	150000
AIELLO Didier	5000	75000
BORDAS Ulrich	5000	75000
DEPRADE Valerie	3000	50000
DORCA Sebastien	3000	50000
DOUANE Morgan	1000	20000
GILABERT Jean-Marie	1000	20000
MONTMASSON Laure	3000	50000
PECQUEUR Gaelle	1000	20000
SANCHEZ Jerome	3000	50000
VERLE Magalie	3000	50000
AIELLO Elisabeth	3000	50000
ANDRIEU Guillaume	1000	20000
BEDIN Ingrid	3000	50000
BERDAHAM Rachid	1000	20000
BURGHOLZER Rene	3000	50000
CABANNE Sandrine	1000	20000
CALVEZ Arnaud	1000	20000
CAMPAN Sylvain	1000	20000
CARBONE Fabienne	3000	50000
CHAMPOUSSIN Jessica	1000	20000
DE PINHO Frederic	3000	50000

DEFAUD Yannick	1000	20000
DENJEAN Patrice	1000	20000
DENJEAN Christine	1000	20000
DEPRADE Jean-Marie	3000	50000
DESPAUX Patrick	3000	50000
DOMPER Jean-Yves	1000	20000
DOUAL Omar	3000	50000
DUBIC Jacques	1000	20000
ESCANDE-MUS Maguelone	3000	50000
ESQUIROL Mathilde	1000	20000
FABRE Guillaume	1000	20000
FLAMEN Stephane	3000	50000
GAILLARD Stephane	1000	20000
GERNEZ Jerome	1000	20000
GERNEZ Cecile	1000	20000
GIL Alain	3000	50000
GRANAT Patrick	5000	75000
HARRAN Olivier	3000	50000
HURST Christian	1000	20000
JOSSE Clement	1000	20000
LAHOZ Ludovic	1000	20000
LAMASSE Cedric	5000	75000
LEMAZURIER Virginie	3000	50000
LETOMBE Emilie	1000	20000
MARLOT Michael	1000	20000
MARROT Laurent	1000	20000
MAUPERTUIS Brigitte	1000	20000
MAURIN Jean-Christophe	1000	20000
NIN Vincent	1000	20000
PALISSE Maria-Christine	1000	20000
PALMADE Yann	3000	50000
PENARD David	3000	50000
RANNOU Thierry	3000	50000
RANNOU Nicolas	1000	20000
ROUSSEL Sylvain	1000	20000
RUIZ Christophe	5000	75000
TAT Maxime	1000	20000
TOTARO Adeline	3000	50000
VERLE Frederic	3000	50000
BARTHELEMI Daniel	5000	75000
BAUD Katia	1000	20000
BRUNEL Allan	3000	50000
CESARD Christelle	1000	20000

COMAS Guillem	1000	20000
CUNY Julien	1000	20000
DUFEE Kevin	3000	50000
FUNDONI Frederic	3000	50000
HICKEL Sebastien	3000	50000
LABANHIE Florian	1000	20000
LAUGARO Pascal	1000	20000
LECOCQ Nicolas	1000	20000
MARCHAL Loic	3000	50000
MESTRE Jean-Marc	3000	50000
MEUNIER Xaverine	1000	20000
NARDARI Lionel	5000	75000
NITIGA Miguel	1000	20000
NOE Thomas	3000	50000
PAGES Sylvie	1000	20000
PELLEGRY Sebastien	5000	75000
PLATEL Emilien	3000	50000
RAMIREZ Remi	1000	20000
RANNOU Elsa	3000	50000
ROYER Sebastien	1000	20000
SOMMACAL Aymeric	3000	50000
SORIANO Nicolas	3000	50000
SOUCHET Stephane	1000	20000
TRABIS Coline	1000	20000
VIE Philippe	3000	50000



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

PERPIGNAN CEDEX 9, LE 24 MARS 2023

DR Perpignan
7 AVENUE PIERRE CAMBRES
66962 PERPIGNAN CEDEX 9
Site Internet : www.douane.gouv.fr

Affaire suivie par : *LAINÉ Christophe*
Téléphone : 09 70 27 71 60
Télécopie : 0468505161
Mél : dr-perpignan@douane.finances.gouv.fr

Version anonymisée de la décision 2023/1 du directeur régional à PERPIGNAN CEDEX 9 portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MONTPELLIER dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

**Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2023/1 du 24 mars 2023 du directeur régional
LAINÉ Christophe**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2023/1 du 24 mars 2023 du directeur régional
LAINÉ Christophe**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
--	----------	------------	-------	--------	-------------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2023/1 du 24 mars 2023 du directeur régional
LAINÉ Christophe**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
---	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2023/1 du 24 mars 2023 du directeur régional
LAINÉ Christophe**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

Pv « 406 » (contentieux voyageurs)

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 37793	1500	6000	13000
Matricule 37952	1500	7500	15000
Matricule 38646	1500	7500	15000
Matricule 38844	1000	4000	10000
Matricule 39064	1500	6000	13000
Matricule 39356	1000	4000	10000
Matricule 39806	1500	6000	13000
Matricule 39935	1500	6000	13000
Matricule 40079	1000	4000	10000
Matricule 41053	1500	7500	15000
Matricule 41274	1000	4000	10000
Matricule 41736	1500	6000	13000
Matricule 41818	1500	6000	13000
Matricule 41941	1500	6000	13000
Matricule 42247	1000	4000	10000
Matricule 43046	1500	7500	15000
Matricule 43289	1500	7500	15000
Matricule 43365	1500	7500	15000
Matricule 43402	1000	4000	10000
Matricule 43440	1000	4000	10000
Matricule 43527	1500	6000	13000
Matricule 43963	1500	7500	15000
Matricule 44107	1500	6000	13000
Matricule 44159	1500	6000	13000
Matricule 44215	1500	7500	15000
Matricule 44251	1000	4000	10000
Matricule 44466	1500	6000	13000
Matricule 44633	1000	4000	10000
Matricule 44638	1000	4000	10000

Matricule 44713	1500	6000	13000
Matricule 44928	1500	6000	13000
Matricule 45066	1000	4000	10000
Matricule 45280	1000	4000	10000
Matricule 45310	1000	4000	10000
Matricule 45740	1000	4000	10000
Matricule 45767	1500	7500	15000
Matricule 46025	1500	6000	13000
Matricule 46293	1500	7500	15000
Matricule 46327	1500	7500	15000
Matricule 46342	1000	4000	10000
Matricule 46517	1500	6000	13000
Matricule 46758	1500	6000	13000
Matricule 47153	1500	7500	15000
Matricule 50011	1000	4000	10000
Matricule 50120	1500	6000	13000
Matricule 50232	1500	6000	13000
Matricule 50356	1500	6000	13000
Matricule 50396	1500	7500	15000
Matricule 50656	1000	4000	10000
Matricule 50744	1500	6000	13000
Matricule 50998	1500	6000	13000
Matricule 51040	1500	7500	15000
Matricule 51088	1500	6000	13000
Matricule 51302	1500	7500	15000
Matricule 51342	1500	6000	13000
Matricule 51460	1500	6000	13000
Matricule 51488	1500	6000	13000
Matricule 51490	1000	4000	10000
Matricule 51828	1500	6000	13000
Matricule 51903	1000	4000	10000
Matricule 52086	1500	7500	15000
Matricule 52088	1500	6000	13000
Matricule 52126	1500	6000	13000
Matricule 52160	1500	6000	13000
Matricule 52360	1500	6000	13000
Matricule 52412	1500	6000	13000
Matricule 52664	1000	4000	10000
Matricule 52728	1500	7500	15000
Matricule 52834	1500	6000	13000
Matricule 52880	1500	6000	13000
Matricule 52942	1000	4000	10000
Matricule 53064	1500	6000	13000

Matricule 53138	1000	4000	10000
Matricule 53151	1000	4000	10000
Matricule 53206	1500	6000	13000
Matricule 53476	1000	4000	10000
Matricule 53502	1500	6000	13000
Matricule 53556	1500	7500	15000
Matricule 53616	1000	4000	10000
Matricule 53662	1500	7500	15000
Matricule 53772	1500	6000	13000
Matricule 53898	1500	6000	13000
Matricule 53910	1000	4000	10000
Matricule 53924	1000	4000	10000
Matricule 53960	1000	4000	10000
Matricule 54090	1500	6000	13000
Matricule 54134	1000	4000	10000
Matricule 54208	1500	6000	13000
Matricule 54320	1500	6000	13000
Matricule 54620	1500	6000	13000
Matricule 54802	1500	6000	13000
Matricule 55012	1500	6000	13000
Matricule 55046	1500	7500	15000
Matricule 55106	1500	6000	13000
Matricule 55270	1000	4000	10000
Matricule 55308	1500	6000	13000
Matricule 55368	1500	7500	15000
Matricule 55457	1500	7500	15000
Matricule 55465	1500	7500	15000
Matricule 55550	1500	7500	15000
Matricule 55758	1500	6000	13000
Matricule 56046	1000	4000	10000
Matricule 56365	1500	7500	15000
Matricule 56384	1500	6000	13000
Matricule 56422	1500	6000	13000
Matricule 56519	1500	6000	13000
Matricule 56620	1000	4000	10000
Matricule 56652	1000	4000	10000
Matricule 56656	1000	4000	10000
Matricule 56678	1000	4000	10000
Matricule 56682	1000	4000	10000
Matricule 56694	1000	4000	10000
Matricule 56799	1500	7500	15000
Matricule 56874	1000	4000	10000
Matricule 57102	1000	4000	10000

Matricule 57110	1500	6000	13000
Matricule 57137	1500	7500	15000
Matricule 57177	1500	6000	13000
Matricule 57234	1000	4000	10000
Matricule 57305	1500	7500	15000
Matricule 57307	1500	6000	13000
Matricule 57340	1500	6000	13000
Matricule 57344	1500	6000	13000
Matricule 57372	1000	4000	10000
Matricule 57386	1500	6000	13000
Matricule 57438	1000	4000	10000
Matricule 57584	1500	6000	13000
Matricule 57598	1500	6000	13000
Matricule 57874	1000	4000	10000
Matricule 58541	1500	7500	15000
Matricule 58692	1500	6000	13000
Matricule 58779	1500	6000	13000
Matricule 58892	1500	7500	15000
Matricule 58918	1500	6000	13000
Matricule 58928	1500	6000	13000
Matricule 59046	1000	4000	10000
Matricule 59056	1000	4000	10000
Matricule 59068	1000	4000	10000
Matricule 59296	1000	4000	10000
Matricule 59307	1500	6000	13000
Matricule 59328	1000	4000	10000
Matricule 59336	1500	6000	13000
Matricule 59382	1000	4000	10000
Matricule 59390	1000	4000	10000
Matricule 59412	1000	4000	10000
Matricule 59414	1500	6000	13000
Matricule 59477	1500	7500	15000
Matricule 59520	1500	6000	13000
Matricule 59808	1000	4000	10000
Matricule 59933	1000	4000	10000
Matricule 59946	1500	6000	13000
Matricule 60012	1500	6000	13000
Matricule 60015	1500	6000	13000
Matricule 60108	1000	4000	10000
Matricule 60198	1000	4000	10000
Matricule 60214	1000	4000	10000
Matricule 60234	1500	6000	13000
Matricule 60252	1000	4000	10000

Matricule 60302	1000	4000	10000
Matricule 60304	1000	4000	10000
Matricule 60416	1500	6000	13000
Matricule 60542	1500	7500	15000
Matricule 60668	1000	4000	10000
Matricule 60742	1000	4000	10000
Matricule 60746	1000	4000	10000
Matricule 60790	1000	4000	10000
Matricule 60814	1000	4000	10000
Matricule 60820	1000	4000	10000
Matricule 60882	1500	6000	13000
Matricule 61090	1000	4000	10000
Matricule 61118	1000	4000	10000
Matricule 61228	1000	4000	10000
Matricule 61270	1000	4000	10000
Matricule 61296	1000	4000	10000
Matricule 61312	1500	6000	13000
Matricule 61504	1000	4000	10000
Matricule 61527	1500	6000	13000
Matricule 61536	1000	4000	10000
Matricule 61648	1000	4000	10000
Matricule 61744	1500	6000	13000
Matricule 62186	1000	4000	10000
Matricule 62216	1000	4000	10000
Matricule 62250	1000	4000	10000
Matricule 62262	1000	4000	10000
Matricule 62434	1000	4000	10000
Matricule 62484	1500	6000	13000
Matricule 62584	1000	4000	10000
Matricule 62612	1000	4000	10000
Matricule 62650	1000	4000	10000
Matricule 62672	1500	6000	13000
Matricule 62695	1500	6000	13000
Matricule 62716	1000	4000	10000
Matricule 62772	1000	4000	10000
Matricule 62774	1000	4000	10000
Matricule 62776	1000	4000	10000
Matricule 62794	1000	4000	10000
Matricule 62798	1000	4000	10000
Matricule 62995	1000	4000	10000
Matricule 63016	1500	6000	13000
Matricule 63048	1500	6000	13000
Matricule 63114	1500	6000	13000

Matricule 63150	1500	6000	13000
Matricule 63363	1000	4000	10000
Matricule 63376	1000	4000	10000
Matricule 63444	1000	4000	10000
Matricule 63464	1000	4000	10000
Matricule 63582	1000	4000	10000
Matricule 63650	1000	4000	10000
Matricule 63670	1000	4000	10000
Matricule 63690	1000	4000	10000
Matricule 63720	1000	4000	10000
Matricule 63742	1000	4000	10000
Matricule 63768	1000	4000	10000
Matricule 63860	1000	4000	10000
Matricule 63872	1000	4000	10000
Matricule 63922	1000	4000	10000
Matricule 63984	1500	6000	13000
Matricule 64020	1000	4000	10000
Matricule 64155	1500	6000	13000
Matricule 64200	1000	4000	10000
Matricule 64214	1000	4000	10000
Matricule 64216	1000	4000	10000
Matricule 64359	1500	6000	13000
Matricule 64442	1500	6000	13000
Matricule 64582	1500	6000	13000
Matricule 64698	1000	4000	10000
Matricule 64730	1000	4000	10000
Matricule 64836	1500	6000	13000
Matricule 64874	1000	4000	10000
Matricule 64884	1000	4000	10000
Matricule 64908	1000	4000	10000
Matricule 65148	1000	4000	10000
Matricule 65162	1000	4000	10000
Matricule 65286	1500	6000	13000
Matricule 65308	1500	6000	13000
Matricule 65484	1000	4000	10000
Matricule 65494	1000	4000	10000
Matricule 65570	1000	4000	10000
Matricule 65574	1000	4000	10000
Matricule 65758	1000	4000	10000
Matricule 65796	1000	4000	10000
Matricule 65916	1500	6000	13000
Matricule 66002	1000	4000	10000
Matricule 66176	1000	4000	10000

Matricule 66194	1000	4000	10000
Matricule 66250	1000	4000	10000
Matricule 66324	1500	6000	13000
Matricule 66388	1500	6000	13000

**Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2023/1 du 24 mars 2023 du directeur régional
LAINE Christophe**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

Pv« 420D », « 420 », « 421 » (délit douanier)

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 37588	3000	10000	40000
Matricule 37783	1000	5000	20000
Matricule 37793	2000	8000	30000
Matricule 37952	10000	50000	150000
Matricule 38334	2000	8000	30000
Matricule 38646	5000	25000	75000
Matricule 38844	1000	5000	20000
Matricule 39064	2000	8000	30000
Matricule 39081	2000	8000	30000
Matricule 39356	1000	5000	20000
Matricule 39647	2000	8000	30000
Matricule 39776	2000	8000	30000
Matricule 39806	2000	8000	30000
Matricule 39935	2000	8000	30000
Matricule 40079	1000	5000	20000
Matricule 41053	5000	25000	75000
Matricule 41215	2000	8000	30000
Matricule 41274	1000	5000	20000
Matricule 41736	2000	8000	30000
Matricule 41818	2000	8000	30000
Matricule 41941	2000	8000	30000
Matricule 42247	1000	5000	20000
Matricule 43046	illimité	100000	300000
Matricule 43134	5000	25000	75000
Matricule 43289	5000	25000	75000
Matricule 43365	5000	25000	75000
Matricule 43402	1000	5000	20000
Matricule 43440	1000	5000	20000
Matricule 43527	2000	8000	30000

Matricule 43697	5000	25000	75000
Matricule 43963	5000	25000	75000
Matricule 44107	2000	8000	30000
Matricule 44159	2000	8000	30000
Matricule 44215	5000	25000	75000
Matricule 44251	1000	5000	20000
Matricule 44466	2000	8000	30000
Matricule 44633	1000	5000	20000
Matricule 44638	1000	5000	20000
Matricule 44713	2000	8000	30000
Matricule 44928	2000	8000	30000
Matricule 45066	1000	5000	20000
Matricule 45280	1000	5000	20000
Matricule 45310	1000	5000	20000
Matricule 45467	2000	8000	30000
Matricule 45740	1000	5000	20000
Matricule 45767	10000	50000	150000
Matricule 46025	2000	8000	30000
Matricule 46293	10000	50000	150000
Matricule 46327	5000	25000	75000
Matricule 46342	1000	5000	20000
Matricule 46514	3000	10000	40000
Matricule 46517	2000	8000	30000
Matricule 46758	2000	8000	30000
Matricule 47051	2000	8000	30000
Matricule 47153	5000	25000	75000
Matricule 50011	1000	5000	20000
Matricule 50120	2000	8000	30000
Matricule 50232	2000	8000	30000
Matricule 50346	2000	8000	30000
Matricule 50356	2000	8000	30000
Matricule 50396	5000	25000	75000
Matricule 50656	1000	5000	20000
Matricule 50744	2000	8000	30000
Matricule 50998	2000	8000	30000
Matricule 51040	5000	25000	75000
Matricule 51088	2000	8000	30000
Matricule 51302	5000	25000	75000
Matricule 51342	2000	8000	30000
Matricule 51460	5000	25000	75000
Matricule 51488	2000	8000	30000
Matricule 51490	1000	5000	20000
Matricule 51828	2000	8000	30000

Matricule 51903	1000	5000	20000
Matricule 52086	5000	25000	75000
Matricule 52088	2000	8000	30000
Matricule 52126	2000	8000	30000
Matricule 52160	2000	8000	30000
Matricule 52360	2000	8000	30000
Matricule 52412	2000	8000	30000
Matricule 52664	1000	5000	20000
Matricule 52728	3000	10000	40000
Matricule 52834	2000	8000	30000
Matricule 52880	2000	8000	30000
Matricule 52942	1000	5000	20000
Matricule 53064	2000	8000	30000
Matricule 53138	1000	5000	20000
Matricule 53151	1000	5000	20000
Matricule 53182	1000	5000	20000
Matricule 53206	2000	8000	30000
Matricule 53476	1000	5000	20000
Matricule 53502	2000	8000	30000
Matricule 53556	5000	25000	75000
Matricule 53616	1000	5000	20000
Matricule 53634	2000	8000	30000
Matricule 53662	5000	25000	75000
Matricule 53772	2000	8000	30000
Matricule 53898	5000	25000	75000
Matricule 53910	1000	5000	20000
Matricule 53924	1000	5000	20000
Matricule 53960	1000	5000	20000
Matricule 54090	2000	8000	30000
Matricule 54134	1000	5000	20000
Matricule 54208	2000	8000	30000
Matricule 54320	2000	8000	30000
Matricule 54420	2000	8000	30000
Matricule 54620	2000	8000	30000
Matricule 54802	2000	8000	30000
Matricule 55012	2000	8000	30000
Matricule 55046	5000	25000	75000
Matricule 55106	2000	8000	30000
Matricule 55270	1000	5000	20000
Matricule 55308	2000	8000	30000
Matricule 55368	5000	25000	75000
Matricule 55441	2000	8000	30000
Matricule 55457	5000	25000	75000

Matricule 55465	3000	10000	40000
Matricule 55550	3000	10000	40000
Matricule 55758	2000	8000	30000
Matricule 56046	1000	5000	20000
Matricule 56365	10000	50000	150000
Matricule 56384	2000	8000	30000
Matricule 56422	2000	8000	30000
Matricule 56519	2000	8000	30000
Matricule 56620	1000	5000	20000
Matricule 56652	1000	5000	20000
Matricule 56656	1000	5000	20000
Matricule 56678	1000	5000	20000
Matricule 56682	1000	5000	20000
Matricule 56694	1000	5000	20000
Matricule 56799	5000	25000	75000
Matricule 56874	1000	5000	20000
Matricule 57071	3000	10000	40000
Matricule 57102	1000	5000	20000
Matricule 57110	2000	8000	30000
Matricule 57137	illimité	100000	300000
Matricule 57177	2000	8000	30000
Matricule 57234	1000	5000	20000
Matricule 57267	2000	8000	30000
Matricule 57305	10000	50000	150000
Matricule 57307	2000	8000	30000
Matricule 57340	2000	8000	30000
Matricule 57344	2000	8000	30000
Matricule 57372	1000	5000	20000
Matricule 57386	2000	8000	30000
Matricule 57438	1000	5000	20000
Matricule 57584	2000	8000	30000
Matricule 57598	2000	8000	30000
Matricule 57874	1000	5000	20000
Matricule 58167	2000	8000	30000
Matricule 58541	5000	25000	75000
Matricule 58692	2000	8000	30000
Matricule 58779	2000	8000	30000
Matricule 58892	5000	25000	75000
Matricule 58905	2000	8000	30000
Matricule 58918	2000	8000	30000
Matricule 58928	2000	8000	30000
Matricule 59046	1000	5000	20000
Matricule 59056	1000	5000	20000

Matricule 59065	5000	25000	75000
Matricule 59068	1000	5000	20000
Matricule 59151	2000	8000	30000
Matricule 59296	1000	5000	20000
Matricule 59307	2000	8000	30000
Matricule 59328	1000	5000	20000
Matricule 59329	2000	8000	30000
Matricule 59336	2000	8000	30000
Matricule 59382	1000	5000	20000
Matricule 59390	1000	5000	20000
Matricule 59412	1000	5000	20000
Matricule 59414	2000	8000	30000
Matricule 59477	3000	10000	40000
Matricule 59520	2000	8000	30000
Matricule 59808	1000	5000	20000
Matricule 59933	1000	5000	20000
Matricule 59946	2000	8000	30000
Matricule 60012	2000	8000	30000
Matricule 60015	2000	8000	30000
Matricule 60108	1000	5000	20000
Matricule 60198	1000	5000	20000
Matricule 60214	1000	5000	20000
Matricule 60234	2000	8000	30000
Matricule 60252	1000	5000	20000
Matricule 60302	1000	5000	20000
Matricule 60304	1000	5000	20000
Matricule 60416	2000	8000	30000
Matricule 60542	5000	25000	75000
Matricule 60668	1000	5000	20000
Matricule 60742	1000	5000	20000
Matricule 60746	1000	5000	20000
Matricule 60790	1000	5000	20000
Matricule 60814	1000	5000	20000
Matricule 60820	1000	5000	20000
Matricule 60882	2000	8000	30000
Matricule 61090	1000	5000	20000
Matricule 61118	1000	5000	20000
Matricule 61160	1000	5000	20000
Matricule 61228	1000	5000	20000
Matricule 61270	1000	5000	20000
Matricule 61296	1000	5000	20000
Matricule 61312	2000	8000	30000
Matricule 61504	1000	5000	20000

Matricule 61527	2000	8000	30000
Matricule 61536	1000	5000	20000
Matricule 61648	1000	5000	20000
Matricule 61744	2000	8000	30000
Matricule 62186	1000	5000	20000
Matricule 62216	1000	5000	20000
Matricule 62250	1000	5000	20000
Matricule 62262	1000	5000	20000
Matricule 62434	1000	5000	20000
Matricule 62484	2000	8000	30000
Matricule 62584	1000	5000	20000
Matricule 62612	1000	5000	20000
Matricule 62650	1000	5000	20000
Matricule 62672	2000	8000	30000
Matricule 62695	2000	8000	30000
Matricule 62716	1000	5000	20000
Matricule 62772	1000	5000	20000
Matricule 62774	1000	5000	20000
Matricule 62776	1000	5000	20000
Matricule 62794	1000	5000	20000
Matricule 62798	1000	5000	20000
Matricule 62995	1000	5000	20000
Matricule 63016	2000	8000	30000
Matricule 63048	2000	8000	30000
Matricule 63114	2000	8000	30000
Matricule 63150	2000	8000	30000
Matricule 63363	1000	5000	20000
Matricule 63376	1000	5000	20000
Matricule 63444	1000	5000	20000
Matricule 63464	1000	5000	20000
Matricule 63582	1000	5000	20000
Matricule 63596	1000	5000	20000
Matricule 63650	1000	5000	20000
Matricule 63670	1000	5000	20000
Matricule 63690	1000	5000	20000
Matricule 63720	1000	5000	20000
Matricule 63742	1000	5000	20000
Matricule 63768	1000	5000	20000
Matricule 63860	1000	5000	20000
Matricule 63872	1000	5000	20000
Matricule 63922	1000	5000	20000
Matricule 63984	2000	8000	30000
Matricule 64020	1000	5000	20000

Matricule 64155	2000	8000	30000
Matricule 64200	1000	5000	20000
Matricule 64214	1000	5000	20000
Matricule 64216	1000	5000	20000
Matricule 64359	2000	8000	30000
Matricule 64442	2000	8000	30000
Matricule 64582	2000	8000	30000
Matricule 64698	1000	5000	20000
Matricule 64730	1000	5000	20000
Matricule 64836	2000	8000	30000
Matricule 64874	1000	5000	20000
Matricule 64884	1000	5000	20000
Matricule 64908	1000	5000	20000
Matricule 65148	1000	5000	20000
Matricule 65162	1000	5000	20000
Matricule 65286	2000	8000	30000
Matricule 65308	2000	8000	30000
Matricule 65484	1000	5000	20000
Matricule 65494	1000	5000	20000
Matricule 65570	1000	5000	20000
Matricule 65574	1000	5000	20000
Matricule 65758	1000	5000	20000
Matricule 65796	1000	5000	20000
Matricule 65916	2000	8000	30000
Matricule 66002	1000	5000	20000
Matricule 66176	1000	5000	20000
Matricule 66194	1000	5000	20000
Matricule 66197	1000	5000	20000
Matricule 66250	1000	5000	20000
Matricule 66324	2000	8000	30000
Matricule 66388	2000	8000	30000

**Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2023/1 du 24 mars 2023 du directeur régional
LAINÉ Christophe**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

TRANSACTION « 421 » (délit douanier)

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 37588	3000	10000	40000
Matricule 37783	1000	5000	20000
Matricule 37793	2000	8000	30000
Matricule 37952	10000	50000	150000
Matricule 38334	2000	8000	30000
Matricule 38646	5000	25000	75000
Matricule 38844	1000	5000	20000
Matricule 39064	2000	8000	30000
Matricule 39081	2000	8000	30000
Matricule 39356	1000	5000	20000
Matricule 39647	2000	8000	30000
Matricule 39776	2000	8000	30000
Matricule 39806	2000	8000	30000
Matricule 39935	2000	8000	30000
Matricule 40079	1000	5000	20000
Matricule 41053	5000	25000	75000
Matricule 41215	2000	8000	30000
Matricule 41274	1000	5000	20000
Matricule 41736	2000	8000	30000
Matricule 41818	2000	8000	30000
Matricule 41941	2000	8000	30000
Matricule 42247	1000	5000	20000
Matricule 43046	illimité	100000	300000
Matricule 43134	5000	25000	75000
Matricule 43289	5000	25000	75000
Matricule 43365	5000	25000	75000
Matricule 43402	1000	5000	20000
Matricule 43440	1000	5000	20000
Matricule 43527	2000	8000	30000

Matricule 43697	3000	10000	40000
Matricule 43963	5000	25000	75000
Matricule 44107	2000	8000	30000
Matricule 44159	2000	8000	30000
Matricule 44215	5000	25000	75000
Matricule 44251	1000	5000	20000
Matricule 44466	2000	8000	30000
Matricule 44633	1000	5000	20000
Matricule 44638	1000	5000	20000
Matricule 44713	2000	8000	30000
Matricule 44928	2000	8000	30000
Matricule 45066	1000	5000	20000
Matricule 45280	1000	5000	20000
Matricule 45310	1000	5000	20000
Matricule 45467	2000	8000	30000
Matricule 45740	1000	5000	20000
Matricule 45767	10000	50000	150000
Matricule 46025	2000	8000	30000
Matricule 46293	10000	50000	150000
Matricule 46327	5000	25000	75000
Matricule 46342	1000	5000	20000
Matricule 46514	3000	10000	40000
Matricule 46517	2000	8000	30000
Matricule 46758	2000	8000	30000
Matricule 47051	2000	8000	30000
Matricule 47153	5000	25000	75000
Matricule 50011	1000	5000	20000
Matricule 50120	2000	8000	30000
Matricule 50232	2000	8000	30000
Matricule 50346	2000	8000	30000
Matricule 50356	2000	8000	30000
Matricule 50396	5000	25000	75000
Matricule 50656	1000	5000	20000
Matricule 50744	2000	8000	30000
Matricule 50998	2000	8000	30000
Matricule 51040	5000	25000	75000
Matricule 51088	2000	8000	30000
Matricule 51302	5000	25000	75000
Matricule 51342	2000	8000	30000
Matricule 51460	5000	25000	75000
Matricule 51488	2000	8000	30000
Matricule 51490	1000	5000	20000
Matricule 51828	2000	8000	30000

Matricule 51903	1000	5000	20000
Matricule 52086	5000	25000	75000
Matricule 52088	2000	8000	30000
Matricule 52126	2000	8000	30000
Matricule 52160	2000	8000	30000
Matricule 52360	2000	8000	30000
Matricule 52412	2000	8000	30000
Matricule 52664	1000	5000	20000
Matricule 52728	3000	10000	40000
Matricule 52834	2000	8000	30000
Matricule 52880	2000	8000	30000
Matricule 52942	1000	5000	20000
Matricule 53064	2000	8000	30000
Matricule 53138	1000	5000	20000
Matricule 53151	1000	5000	20000
Matricule 53182	1000	5000	20000
Matricule 53206	2000	8000	30000
Matricule 53476	1000	5000	20000
Matricule 53502	2000	8000	30000
Matricule 53556	5000	25000	75000
Matricule 53616	1000	5000	20000
Matricule 53634	2000	8000	30000
Matricule 53662	5000	25000	75000
Matricule 53772	2000	8000	30000
Matricule 53898	5000	25000	75000
Matricule 53910	1000	5000	20000
Matricule 53924	1000	5000	20000
Matricule 53960	1000	5000	20000
Matricule 54090	2000	8000	30000
Matricule 54134	1000	5000	20000
Matricule 54208	2000	8000	30000
Matricule 54320	2000	8000	30000
Matricule 54420	2000	8000	30000
Matricule 54620	2000	8000	30000
Matricule 54802	2000	8000	30000
Matricule 55012	2000	8000	30000
Matricule 55046	5000	25000	75000
Matricule 55106	2000	8000	30000
Matricule 55270	1000	5000	20000
Matricule 55308	2000	8000	30000
Matricule 55368	5000	25000	75000
Matricule 55441	2000	8000	30000
Matricule 55457	5000	25000	75000

Matricule 55465	3000	10000	40000
Matricule 55550	3000	10000	40000
Matricule 55758	2000	8000	30000
Matricule 56046	1000	5000	20000
Matricule 56365	10000	50000	150000
Matricule 56384	2000	8000	30000
Matricule 56422	2000	8000	30000
Matricule 56519	2000	8000	30000
Matricule 56620	1000	5000	20000
Matricule 56652	1000	5000	20000
Matricule 56656	1000	5000	20000
Matricule 56678	1000	5000	20000
Matricule 56682	1000	5000	20000
Matricule 56694	1000	5000	20000
Matricule 56799	5000	25000	75000
Matricule 56874	1000	5000	20000
Matricule 57071	3000	10000	40000
Matricule 57102	1000	5000	20000
Matricule 57110	2000	8000	30000
Matricule 57137	illimité	100000	300000
Matricule 57177	2000	8000	30000
Matricule 57234	1000	5000	20000
Matricule 57267	2000	8000	30000
Matricule 57305	10000	50000	150000
Matricule 57307	2000	8000	30000
Matricule 57340	2000	8000	30000
Matricule 57344	2000	8000	30000
Matricule 57372	1000	5000	20000
Matricule 57386	2000	8000	30000
Matricule 57438	1000	5000	20000
Matricule 57584	2000	8000	30000
Matricule 57598	2000	8000	30000
Matricule 57874	1000	5000	20000
Matricule 58167	2000	8000	30000
Matricule 58541	5000	25000	75000
Matricule 58692	2000	8000	30000
Matricule 58779	2000	8000	30000
Matricule 58892	5000	25000	75000
Matricule 58905	2000	8000	30000
Matricule 58918	2000	8000	30000
Matricule 58928	2000	8000	30000
Matricule 59046	1000	5000	20000
Matricule 59056	1000	5000	20000

Matricule 59065	5000	25000	75000
Matricule 59068	1000	5000	20000
Matricule 59151	2000	8000	30000
Matricule 59296	1000	5000	20000
Matricule 59307	2000	8000	30000
Matricule 59328	1000	5000	20000
Matricule 59329	2000	8000	30000
Matricule 59336	2000	8000	30000
Matricule 59382	1000	5000	20000
Matricule 59390	1000	5000	20000
Matricule 59412	1000	5000	20000
Matricule 59414	2000	8000	30000
Matricule 59477	3000	10000	40000
Matricule 59520	2000	8000	30000
Matricule 59808	1000	5000	20000
Matricule 59933	1000	5000	20000
Matricule 59946	2000	8000	30000
Matricule 60012	2000	8000	30000
Matricule 60015	2000	8000	30000
Matricule 60108	1000	5000	20000
Matricule 60198	1000	5000	20000
Matricule 60214	1000	5000	20000
Matricule 60234	2000	8000	30000
Matricule 60252	1000	5000	20000
Matricule 60302	1000	5000	20000
Matricule 60304	1000	5000	20000
Matricule 60416	2000	8000	30000
Matricule 60542	5000	25000	75000
Matricule 60668	1000	5000	20000
Matricule 60742	1000	5000	20000
Matricule 60746	1000	5000	20000
Matricule 60790	1000	5000	20000
Matricule 60814	1000	5000	20000
Matricule 60820	1000	5000	20000
Matricule 60882	2000	8000	30000
Matricule 61090	1000	5000	20000
Matricule 61118	1000	5000	20000
Matricule 61160	1000	5000	20000
Matricule 61228	1000	5000	20000
Matricule 61270	1000	5000	20000
Matricule 61296	1000	5000	20000
Matricule 61312	2000	8000	30000
Matricule 61504	1000	5000	20000

Matricule 61527	2000	8000	30000
Matricule 61536	1000	5000	20000
Matricule 61648	1000	5000	20000
Matricule 61744	2000	8000	30000
Matricule 62186	1000	5000	20000
Matricule 62216	1000	5000	20000
Matricule 62250	1000	5000	20000
Matricule 62262	1000	5000	20000
Matricule 62434	1000	5000	20000
Matricule 62484	2000	8000	30000
Matricule 62584	1000	5000	20000
Matricule 62612	1000	5000	20000
Matricule 62650	1000	5000	20000
Matricule 62672	2000	8000	30000
Matricule 62695	2000	8000	30000
Matricule 62716	1000	5000	20000
Matricule 62772	1000	5000	20000
Matricule 62774	1000	5000	20000
Matricule 62776	1000	5000	20000
Matricule 62794	1000	5000	20000
Matricule 62798	1000	5000	20000
Matricule 62995	1000	5000	20000
Matricule 63016	2000	8000	30000
Matricule 63048	2000	8000	30000
Matricule 63114	2000	8000	30000
Matricule 63150	2000	8000	30000
Matricule 63363	1000	5000	20000
Matricule 63376	1000	5000	20000
Matricule 63444	1000	5000	20000
Matricule 63464	1000	5000	20000
Matricule 63582	1000	5000	20000
Matricule 63596	1000	5000	20000
Matricule 63650	1000	5000	20000
Matricule 63670	1000	5000	20000
Matricule 63690	1000	5000	20000
Matricule 63720	1000	5000	20000
Matricule 63742	1000	5000	20000
Matricule 63768	1000	5000	20000
Matricule 63860	1000	5000	20000
Matricule 63872	1000	5000	20000
Matricule 63922	1000	5000	20000
Matricule 63984	2000	8000	30000
Matricule 64020	1000	5000	20000

Matricule 64155	2000	8000	30000
Matricule 64200	1000	5000	20000
Matricule 64214	1000	5000	20000
Matricule 64216	1000	5000	20000
Matricule 64359	2000	8000	30000
Matricule 64442	2000	8000	30000
Matricule 64582	2000	8000	30000
Matricule 64698	1000	5000	20000
Matricule 64730	1000	5000	20000
Matricule 64836	2000	8000	30000
Matricule 64874	1000	5000	20000
Matricule 64884	1000	5000	20000
Matricule 64908	1000	5000	20000
Matricule 65148	1000	5000	20000
Matricule 65162	1000	5000	20000
Matricule 65286	1000	5000	20000
Matricule 65308	2000	8000	30000
Matricule 65484	1000	5000	20000
Matricule 65494	1000	5000	20000
Matricule 65570	1000	5000	20000
Matricule 65574	1000	5000	20000
Matricule 65758	1000	5000	20000
Matricule 65796	1000	5000	20000
Matricule 65916	2000	8000	30000
Matricule 66002	1000	5000	20000
Matricule 66176	1000	5000	20000
Matricule 66194	1000	5000	20000
Matricule 66197	1000	5000	20000
Matricule 66250	1000	5000	20000
Matricule 66324	2000	8000	30000
Matricule 66388	2000	8000	30000

Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2023/1 du 24 mars 2023 du directeur régional
LAINE Christophe

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
Matricule 37588	3000	50000
Matricule 37783	1000	10000
Matricule 37793	2000	30000
Matricule 37952	10000	300000
Matricule 38334	1000	10000
Matricule 38646	5000	100000
Matricule 38844	1000	10000
Matricule 39064	2000	30000
Matricule 39081	2000	30000
Matricule 39356	1000	10000
Matricule 39647	2000	30000
Matricule 39776	2000	30000
Matricule 39806	2000	30000
Matricule 39935	2000	30000
Matricule 40079	1000	10000
Matricule 41053	5000	100000
Matricule 41215	1000	10000
Matricule 41274	1000	10000
Matricule 41736	2000	30000
Matricule 41818	2000	30000
Matricule 41941	2000	30000
Matricule 42247	1000	10000
Matricule 43046	illimité	600000
Matricule 43134	5000	100000
Matricule 43289	5000	100000
Matricule 43365	5000	100000
Matricule 43402	1000	10000
Matricule 43440	1000	10000
Matricule 43527	2000	30000
Matricule 43697	3000	50000
Matricule 43963	5000	100000

Matricule 44107	2000	30000
Matricule 44159	2000	30000
Matricule 44215	5000	100000
Matricule 44251	1000	10000
Matricule 44466	2000	30000
Matricule 44633	1000	10000
Matricule 44638	1000	10000
Matricule 44713	2000	30000
Matricule 44928	2000	30000
Matricule 45066	1000	10000
Matricule 45280	1000	10000
Matricule 45310	1000	10000
Matricule 45467	2000	30000
Matricule 45740	1000	10000
Matricule 45767	10000	300000
Matricule 46025	2000	30000
Matricule 46293	10000	300000
Matricule 46327	5000	100000
Matricule 46342	1000	10000
Matricule 46514	3000	50000
Matricule 46517	2000	30000
Matricule 46758	2000	30000
Matricule 47051	2000	30000
Matricule 47153	5000	100000
Matricule 50011	1000	10000
Matricule 50120	2000	30000
Matricule 50232	2000	30000
Matricule 50346	2000	30000
Matricule 50356	2000	30000
Matricule 50396	5000	100000
Matricule 50656	1000	10000
Matricule 50744	2000	30000
Matricule 50998	2000	30000
Matricule 51040	5000	100000
Matricule 51088	2000	30000
Matricule 51302	5000	100000
Matricule 51342	2000	30000
Matricule 51460	5000	100000
Matricule 51488	2000	30000
Matricule 51490	1000	10000
Matricule 51828	2000	30000
Matricule 51903	1000	10000
Matricule 52086	5000	100000

Matricule 52088	2000	30000
Matricule 52126	2000	30000
Matricule 52160	2000	30000
Matricule 52360	2000	30000
Matricule 52412	2000	30000
Matricule 52664	1000	10000
Matricule 52728	3000	50000
Matricule 52834	2000	30000
Matricule 52880	2000	30000
Matricule 52942	1000	10000
Matricule 53064	2000	30000
Matricule 53138	1000	10000
Matricule 53151	1000	10000
Matricule 53182	1000	10000
Matricule 53206	2000	30000
Matricule 53476	1000	10000
Matricule 53502	2000	30000
Matricule 53556	5000	100000
Matricule 53616	1000	10000
Matricule 53634	2000	30000
Matricule 53662	5000	100000
Matricule 53772	2000	30000
Matricule 53898	5000	100000
Matricule 53910	1000	10000
Matricule 53924	1000	10000
Matricule 53960	1000	10000
Matricule 54090	2000	30000
Matricule 54134	1000	10000
Matricule 54208	2000	30000
Matricule 54320	2000	30000
Matricule 54420	2000	30000
Matricule 54620	2000	30000
Matricule 54802	2000	30000
Matricule 55012	2000	30000
Matricule 55046	5000	100000
Matricule 55106	2000	30000
Matricule 55270	1000	10000
Matricule 55308	2000	30000
Matricule 55368	5000	100000
Matricule 55441	2000	30000
Matricule 55457	5000	100000
Matricule 55465	3000	50000
Matricule 55550	3000	50000

Matricule 55758	2000	30000
Matricule 56046	1000	10000
Matricule 56365	10000	300000
Matricule 56384	2000	30000
Matricule 56422	2000	30000
Matricule 56519	2000	30000
Matricule 56620	1000	10000
Matricule 56652	1000	10000
Matricule 56656	1000	10000
Matricule 56678	1000	10000
Matricule 56682	1000	10000
Matricule 56694	1000	10000
Matricule 56799	5000	100000
Matricule 56874	1000	10000
Matricule 57071	3000	50000
Matricule 57102	1000	10000
Matricule 57110	2000	30000
Matricule 57137	illimité	600000
Matricule 57177	2000	30000
Matricule 57234	1000	10000
Matricule 57267	2000	30000
Matricule 57305	10000	300000
Matricule 57307	2000	30000
Matricule 57340	2000	30000
Matricule 57344	2000	30000
Matricule 57372	1000	10000
Matricule 57386	2000	30000
Matricule 57438	1000	10000
Matricule 57584	2000	30000
Matricule 57598	2000	30000
Matricule 57874	1000	10000
Matricule 58167	2000	30000
Matricule 58541	5000	100000
Matricule 58692	2000	30000
Matricule 58779	2000	30000
Matricule 58892	5000	100000
Matricule 58905	2000	30000
Matricule 58918	2000	30000
Matricule 58928	2000	30000
Matricule 59046	1000	10000
Matricule 59056	1000	10000
Matricule 59065	5000	100000
Matricule 59068	1000	10000

Matricule 59151	2000	30000
Matricule 59296	1000	10000
Matricule 59307	2000	30000
Matricule 59328	1000	10000
Matricule 59329	2000	30000
Matricule 59336	2000	30000
Matricule 59382	1000	10000
Matricule 59390	1000	10000
Matricule 59412	1000	10000
Matricule 59414	2000	30000
Matricule 59477	3000	50000
Matricule 59520	2000	30000
Matricule 59808	1000	10000
Matricule 59933	1000	10000
Matricule 59946	2000	30000
Matricule 60012	2000	30000
Matricule 60015	2000	30000
Matricule 60108	1000	10000
Matricule 60198	1000	10000
Matricule 60214	1000	10000
Matricule 60234	2000	30000
Matricule 60252	1000	10000
Matricule 60302	1000	10000
Matricule 60304	1000	10000
Matricule 60416	2000	30000
Matricule 60542	5000	100000
Matricule 60668	1000	10000
Matricule 60742	1000	10000
Matricule 60746	1000	10000
Matricule 60790	1000	10000
Matricule 60814	1000	10000
Matricule 60820	1000	10000
Matricule 60882	2000	30000
Matricule 61090	1000	10000
Matricule 61118	1000	10000
Matricule 61160	1000	10000
Matricule 61228	1000	10000
Matricule 61270	1000	10000
Matricule 61296	1000	10000
Matricule 61312	2000	30000
Matricule 61504	1000	10000
Matricule 61527	2000	30000
Matricule 61536	1000	10000

Matricule 61648	1000	10000
Matricule 61744	2000	30000
Matricule 62186	1000	10000
Matricule 62216	1000	10000
Matricule 62250	1000	10000
Matricule 62262	1000	10000
Matricule 62434	1000	10000
Matricule 62484	2000	30000
Matricule 62584	1000	10000
Matricule 62612	1000	10000
Matricule 62650	1000	10000
Matricule 62672	2000	30000
Matricule 62695	2000	30000
Matricule 62716	1000	10000
Matricule 62772	1000	10000
Matricule 62774	1000	10000
Matricule 62776	1000	10000
Matricule 62794	1000	10000
Matricule 62798	1000	10000
Matricule 62995	1000	10000
Matricule 63016	2000	30000
Matricule 63048	2000	30000
Matricule 63114	2000	30000
Matricule 63150	2000	30000
Matricule 63363	1000	10000
Matricule 63376	1000	10000
Matricule 63444	1000	10000
Matricule 63464	1000	10000
Matricule 63582	1000	10000
Matricule 63596	1000	10000
Matricule 63650	1000	10000
Matricule 63670	1000	10000
Matricule 63690	1000	10000
Matricule 63720	1000	10000
Matricule 63742	1000	10000
Matricule 63768	1000	10000
Matricule 63860	1000	10000
Matricule 63872	1000	10000
Matricule 63922	1000	10000
Matricule 63984	2000	30000
Matricule 64020	1000	10000
Matricule 64155	2000	30000
Matricule 64200	1000	10000

Matricule 64214	1000	10000
Matricule 64216	1000	10000
Matricule 64359	2000	30000
Matricule 64442	2000	30000
Matricule 64582	2000	30000
Matricule 64698	1000	10000
Matricule 64730	1000	10000
Matricule 64836	2000	30000
Matricule 64874	1000	10000
Matricule 64884	1000	10000
Matricule 64908	1000	10000
Matricule 65148	1000	10000
Matricule 65162	1000	10000
Matricule 65286	2000	30000
Matricule 65308	2000	30000
Matricule 65484	1000	10000
Matricule 65494	1000	10000
Matricule 65570	1000	10000
Matricule 65574	1000	10000
Matricule 65758	1000	10000
Matricule 65796	1000	10000
Matricule 65916	2000	30000
Matricule 66002	1000	10000
Matricule 66176	1000	10000
Matricule 66194	1000	10000
Matricule 66197	1000	10000
Matricule 66250	1000	10000
Matricule 66324	2000	30000
Matricule 66388	2000	30000

Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2023/1 du 24 mars 2023 du directeur régional
LAINE Christophe

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
Matricule 37588	3000	50000
Matricule 37783	1000	10000
Matricule 37793	2000	30000
Matricule 37952	10000	300000
Matricule 38334	2000	30000
Matricule 38646	5000	100000
Matricule 38844	1000	10000
Matricule 39064	2000	30000
Matricule 39081	2000	30000
Matricule 39356	1000	10000
Matricule 39647	2000	30000
Matricule 39776	2000	30000
Matricule 39806	2000	30000
Matricule 39935	2000	30000
Matricule 40079	1000	10000
Matricule 41053	5000	100000
Matricule 41215	2000	30000
Matricule 41274	1000	10000
Matricule 41736	2000	30000
Matricule 41818	2000	30000
Matricule 41941	2000	30000
Matricule 42247	1000	10000
Matricule 43046	illimité	600000
Matricule 43134	5000	100000
Matricule 43289	5000	100000
Matricule 43365	5000	100000
Matricule 43402	1000	10000
Matricule 43440	1000	10000
Matricule 43527	2000	30000
Matricule 43697	3000	50000

Matricule 43963	5000	100000
Matricule 44107	2000	30000
Matricule 44159	2000	30000
Matricule 44215	5000	100000
Matricule 44251	1000	10000
Matricule 44466	2000	30000
Matricule 44633	1000	10000
Matricule 44638	1000	10000
Matricule 44713	2000	30000
Matricule 44928	2000	30000
Matricule 45066	1000	10000
Matricule 45280	1000	10000
Matricule 45310	1000	10000
Matricule 45467	2000	30000
Matricule 45740	1000	10000
Matricule 45767	10000	300000
Matricule 46025	2000	30000
Matricule 46293	10000	300000
Matricule 46327	5000	100000
Matricule 46342	1000	10000
Matricule 46514	3000	50000
Matricule 46517	2000	30000
Matricule 46758	2000	30000
Matricule 47051	2000	30000
Matricule 47153	5000	100000
Matricule 50011	1000	10000
Matricule 50120	2000	30000
Matricule 50232	2000	30000
Matricule 50346	2000	30000
Matricule 50356	2000	30000
Matricule 50396	5000	100000
Matricule 50656	1000	10000
Matricule 50744	2000	30000
Matricule 50998	2000	30000
Matricule 51040	5000	100000
Matricule 51088	2000	30000
Matricule 51302	5000	100000
Matricule 51342	2000	30000
Matricule 51460	5000	100000
Matricule 51488	2000	30000
Matricule 51490	1000	10000
Matricule 51828	2000	30000
Matricule 51903	1000	10000

Matricule 52086	5000	100000
Matricule 52088	2000	30000
Matricule 52126	2000	30000
Matricule 52160	2000	30000
Matricule 52360	2000	30000
Matricule 52412	2000	30000
Matricule 52664	1000	10000
Matricule 52728	3000	50000
Matricule 52834	2000	30000
Matricule 52880	2000	30000
Matricule 52942	1000	10000
Matricule 53064	2000	30000
Matricule 53138	1000	10000
Matricule 53151	1000	10000
Matricule 53182	1000	10000
Matricule 53206	2000	30000
Matricule 53476	1000	10000
Matricule 53502	2000	30000
Matricule 53556	5000	100000
Matricule 53616	1000	10000
Matricule 53634	2000	30000
Matricule 53662	5000	100000
Matricule 53772	2000	30000
Matricule 53898	5000	100000
Matricule 53910	1000	10000
Matricule 53924	1000	10000
Matricule 53960	1000	10000
Matricule 54090	2000	30000
Matricule 54134	1000	10000
Matricule 54208	2000	30000
Matricule 54320	2000	30000
Matricule 54420	2000	30000
Matricule 54620	2000	30000
Matricule 54802	2000	30000
Matricule 55012	2000	30000
Matricule 55046	5000	100000
Matricule 55106	2000	30000
Matricule 55270	1000	10000
Matricule 55308	2000	30000
Matricule 55368	5000	100000
Matricule 55441	2000	30000
Matricule 55457	5000	100000
Matricule 55465	3000	50000

Matricule 55550	3000	50000
Matricule 55758	2000	30000
Matricule 56046	1000	10000
Matricule 56365	10000	300000
Matricule 56384	2000	30000
Matricule 56422	2000	30000
Matricule 56519	2000	30000
Matricule 56620	1000	10000
Matricule 56652	1000	10000
Matricule 56656	1000	10000
Matricule 56678	1000	10000
Matricule 56682	1000	10000
Matricule 56694	1000	10000
Matricule 56799	5000	100000
Matricule 56874	1000	10000
Matricule 57071	3000	50000
Matricule 57102	1000	10000
Matricule 57110	2000	30000
Matricule 57137	illimité	600000
Matricule 57177	2000	30000
Matricule 57234	1000	10000
Matricule 57267	2000	30000
Matricule 57305	10000	300000
Matricule 57307	2000	30000
Matricule 57340	2000	30000
Matricule 57344	2000	30000
Matricule 57372	1000	10000
Matricule 57386	2000	30000
Matricule 57438	1000	10000
Matricule 57584	2000	30000
Matricule 57598	2000	30000
Matricule 57874	1000	10000
Matricule 58167	2000	30000
Matricule 58541	5000	100000
Matricule 58692	2000	30000
Matricule 58779	2000	30000
Matricule 58892	5000	100000
Matricule 58905	2000	30000
Matricule 58918	2000	30000
Matricule 58928	2000	30000
Matricule 59046	1000	10000
Matricule 59056	1000	10000
Matricule 59065	5000	100000

Matricule 59068	1000	10000
Matricule 59151	2000	30000
Matricule 59296	1000	10000
Matricule 59307	2000	30000
Matricule 59328	1000	10000
Matricule 59329	2000	30000
Matricule 59336	2000	30000
Matricule 59382	1000	10000
Matricule 59390	1000	10000
Matricule 59412	1000	10000
Matricule 59414	2000	30000
Matricule 59477	3000	50000
Matricule 59520	2000	30000
Matricule 59808	1000	10000
Matricule 59933	1000	10000
Matricule 59946	2000	30000
Matricule 60012	2000	30000
Matricule 60015	2000	30000
Matricule 60108	1000	10000
Matricule 60198	1000	10000
Matricule 60214	1000	10000
Matricule 60234	2000	30000
Matricule 60252	1000	10000
Matricule 60302	1000	10000
Matricule 60304	1000	10000
Matricule 60416	2000	30000
Matricule 60542	5000	100000
Matricule 60668	1000	10000
Matricule 60742	1000	10000
Matricule 60746	1000	10000
Matricule 60790	1000	10000
Matricule 60814	1000	10000
Matricule 60820	1000	10000
Matricule 60882	2000	30000
Matricule 61090	1000	10000
Matricule 61118	1000	10000
Matricule 61160	1000	10000
Matricule 61228	1000	10000
Matricule 61270	1000	10000
Matricule 61296	1000	10000
Matricule 61312	1000	10000
Matricule 61504	1000	10000
Matricule 61527	2000	30000

Matricule 61536	1000	10000
Matricule 61648	1000	10000
Matricule 61744	2000	30000
Matricule 62186	1000	10000
Matricule 62216	1000	10000
Matricule 62250	1000	10000
Matricule 62262	1000	10000
Matricule 62434	1000	10000
Matricule 62484	2000	30000
Matricule 62584	1000	10000
Matricule 62612	1000	10000
Matricule 62650	1000	10000
Matricule 62672	2000	30000
Matricule 62695	2000	30000
Matricule 62716	1000	10000
Matricule 62772	1000	10000
Matricule 62774	1000	10000
Matricule 62776	1000	10000
Matricule 62794	1000	10000
Matricule 62798	1000	10000
Matricule 62995	1000	10000
Matricule 63016	2000	30000
Matricule 63048	2000	30000
Matricule 63114	2000	30000
Matricule 63150	2000	30000
Matricule 63363	1000	10000
Matricule 63376	1000	10000
Matricule 63444	1000	10000
Matricule 63464	1000	10000
Matricule 63582	1000	10000
Matricule 63596	1000	10000
Matricule 63650	1000	10000
Matricule 63670	1000	10000
Matricule 63690	1000	10000
Matricule 63720	1000	10000
Matricule 63742	1000	10000
Matricule 63768	1000	10000
Matricule 63860	1000	10000
Matricule 63872	1000	10000
Matricule 63922	1000	10000
Matricule 63984	2000	30000
Matricule 64020	1000	10000
Matricule 64155	2000	30000

Matricule 64200	1000	10000
Matricule 64214	1000	10000
Matricule 64216	1000	10000
Matricule 64359	2000	30000
Matricule 64442	2000	30000
Matricule 64582	2000	30000
Matricule 64698	1000	10000
Matricule 64730	1000	10000
Matricule 64836	2000	30000
Matricule 64874	1000	10000
Matricule 64884	1000	10000
Matricule 64908	1000	10000
Matricule 65148	1000	10000
Matricule 65162	1000	10000
Matricule 65286	2000	30000
Matricule 65308	2000	30000
Matricule 65484	1000	10000
Matricule 65494	1000	10000
Matricule 65570	1000	10000
Matricule 65574	1000	10000
Matricule 65758	1000	10000
Matricule 65796	1000	10000
Matricule 65916	2000	30000
Matricule 66002	1000	10000
Matricule 66176	1000	10000
Matricule 66194	1000	10000
Matricule 66197	1000	10000
Matricule 66250	1000	10000
Matricule 66324	2000	30000
Matricule 66388	2000	30000

**Version anonymisée de l'Annexe IX à la décision n° 2023/1 du 24 mars 2023 du directeur régional
LAINE Christophe**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe IX reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

PV « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Argent liquide
Matricule 37588	3000	50000
Matricule 37783	1000	20000
Matricule 37793	3000	50000
Matricule 37952	10000	150000
Matricule 38334	3000	50000
Matricule 38646	5000	75000
Matricule 38844	1000	20000
Matricule 39064	3000	50000
Matricule 39081	3000	50000
Matricule 39356	1000	20000
Matricule 39647	3000	50000
Matricule 39776	3000	50000
Matricule 39806	3000	50000
Matricule 39935	3000	50000
Matricule 40079	1000	20000
Matricule 41053	5000	75000
Matricule 41215	3000	50000
Matricule 41274	1000	20000
Matricule 41736	3000	50000
Matricule 41818	3000	50000
Matricule 41941	3000	50000
Matricule 42247	1000	20000
Matricule 43046	illimité	300000
Matricule 43134	5000	75000
Matricule 43289	5000	75000
Matricule 43365	5000	75000
Matricule 43402	1000	20000
Matricule 43440	1000	20000
Matricule 43527	3000	50000
Matricule 43697	3000	50000

Matricule 43963	5000	75000
Matricule 44107	3000	50000
Matricule 44159	3000	50000
Matricule 44215	5000	75000
Matricule 44251	1000	20000
Matricule 44466	1000	20000
Matricule 44633	1000	20000
Matricule 44638	1000	20000
Matricule 44713	3000	50000
Matricule 44928	3000	50000
Matricule 45066	1000	20000
Matricule 45280	1000	20000
Matricule 45310	1000	20000
Matricule 45467	3000	50000
Matricule 45740	1000	20000
Matricule 45767	10000	150000
Matricule 46025	3000	50000
Matricule 46293	10000	150000
Matricule 46327	5000	75000
Matricule 46342	1000	20000
Matricule 46514	3000	50000
Matricule 46517	3000	50000
Matricule 46758	3000	50000
Matricule 47051	3000	50000
Matricule 47153	5000	75000
Matricule 50011	1000	20000
Matricule 50120	3000	50000
Matricule 50232	3000	50000
Matricule 50346	3000	50000
Matricule 50356	3000	50000
Matricule 50396	5000	75000
Matricule 50656	1000	20000
Matricule 50744	3000	50000
Matricule 50998	3000	50000
Matricule 51040	5000	75000
Matricule 51088	3000	50000
Matricule 51302	5000	75000
Matricule 51342	3000	50000
Matricule 51460	5000	75000
Matricule 51488	3000	50000
Matricule 51490	1000	20000
Matricule 51828	3000	50000
Matricule 51903	1000	20000

Matricule 52086	5000	75000
Matricule 52088	3000	50000
Matricule 52126	3000	50000
Matricule 52160	3000	50000
Matricule 52360	3000	50000
Matricule 52412	3000	50000
Matricule 52664	1000	20000
Matricule 52728	3000	50000
Matricule 52834	3000	50000
Matricule 52880	3000	50000
Matricule 52942	1000	20000
Matricule 53064	3000	50000
Matricule 53138	1000	20000
Matricule 53151	1000	20000
Matricule 53182	1000	20000
Matricule 53206	3000	50000
Matricule 53476	1000	20000
Matricule 53502	3000	50000
Matricule 53556	5000	75000
Matricule 53616	1000	20000
Matricule 53634	3000	50000
Matricule 53662	5000	75000
Matricule 53772	3000	50000
Matricule 53898	5000	75000
Matricule 53910	1000	20000
Matricule 53924	1000	20000
Matricule 53960	1000	20000
Matricule 54090	3000	50000
Matricule 54134	1000	20000
Matricule 54208	3000	50000
Matricule 54320	3000	50000
Matricule 54420	3000	50000
Matricule 54620	3000	50000
Matricule 54802	3000	50000
Matricule 55012	3000	50000
Matricule 55046	5000	75000
Matricule 55106	3000	50000
Matricule 55270	1000	20000
Matricule 55308	3000	50000
Matricule 55368	5000	75000
Matricule 55441	3000	50000
Matricule 55457	5000	75000
Matricule 55465	3000	50000

Matricule 55550	3000	50000
Matricule 55758	3000	50000
Matricule 56046	1000	20000
Matricule 56365	10000	150000
Matricule 56384	3000	50000
Matricule 56422	3000	50000
Matricule 56519	3000	50000
Matricule 56620	1000	20000
Matricule 56652	1000	20000
Matricule 56656	1000	20000
Matricule 56678	1000	20000
Matricule 56682	1000	20000
Matricule 56694	1000	20000
Matricule 56799	5000	75000
Matricule 56874	1000	20000
Matricule 57071	3000	50000
Matricule 57102	1000	20000
Matricule 57110	3000	50000
Matricule 57137	illimité	300000
Matricule 57177	3000	50000
Matricule 57234	1000	20000
Matricule 57267	3000	50000
Matricule 57305	10000	150000
Matricule 57307	3000	50000
Matricule 57340	3000	50000
Matricule 57344	3000	50000
Matricule 57372	1000	20000
Matricule 57386	3000	50000
Matricule 57438	1000	20000
Matricule 57584	3000	50000
Matricule 57598	3000	50000
Matricule 57874	1000	20000
Matricule 58167	3000	50000
Matricule 58541	5000	75000
Matricule 58692	3000	50000
Matricule 58779	3000	50000
Matricule 58892	5000	75000
Matricule 58905	3000	50000
Matricule 58918	3000	50000
Matricule 58928	3000	50000
Matricule 59046	1000	20000
Matricule 59056	1000	20000
Matricule 59065	5000	75000

Matricule 59068	1000	20000
Matricule 59151	3000	50000
Matricule 59296	1000	20000
Matricule 59307	3000	50000
Matricule 59328	1000	20000
Matricule 59329	3000	50000
Matricule 59336	3000	50000
Matricule 59382	1000	20000
Matricule 59390	1000	20000
Matricule 59412	1000	20000
Matricule 59414	3000	50000
Matricule 59477	3000	50000
Matricule 59520	3000	50000
Matricule 59808	1000	20000
Matricule 59933	1000	20000
Matricule 59946	3000	50000
Matricule 60012	3000	50000
Matricule 60015	3000	50000
Matricule 60108	1000	20000
Matricule 60198	1000	20000
Matricule 60214	1000	20000
Matricule 60234	3000	50000
Matricule 60252	1000	20000
Matricule 60302	1000	20000
Matricule 60304	1000	20000
Matricule 60416	3000	50000
Matricule 60542	5000	75000
Matricule 60668	1000	20000
Matricule 60742	1000	20000
Matricule 60746	1000	20000
Matricule 60790	1000	20000
Matricule 60814	1000	20000
Matricule 60820	1000	20000
Matricule 60882	3000	50000
Matricule 61090	1000	20000
Matricule 61118	1000	20000
Matricule 61160	1000	20000
Matricule 61228	1000	20000
Matricule 61270	1000	20000
Matricule 61296	1000	20000
Matricule 61312	3000	50000
Matricule 61504	1000	20000
Matricule 61527	3000	50000

Matricule 61536	1000	20000
Matricule 61648	1000	20000
Matricule 61744	3000	50000
Matricule 62186	1000	20000
Matricule 62216	1000	20000
Matricule 62250	1000	20000
Matricule 62262	1000	20000
Matricule 62434	1000	20000
Matricule 62484	3000	50000
Matricule 62584	1000	20000
Matricule 62612	1000	20000
Matricule 62650	1000	20000
Matricule 62672	3000	50000
Matricule 62695	3000	50000
Matricule 62716	1000	20000
Matricule 62772	1000	20000
Matricule 62774	1000	20000
Matricule 62776	1000	20000
Matricule 62794	1000	20000
Matricule 62798	1000	20000
Matricule 62995	1000	20000
Matricule 63016	3000	50000
Matricule 63048	3000	50000
Matricule 63114	3000	50000
Matricule 63150	3000	50000
Matricule 63363	1000	20000
Matricule 63376	1000	20000
Matricule 63444	1000	20000
Matricule 63464	1000	20000
Matricule 63582	1000	20000
Matricule 63596	1000	20000
Matricule 63650	1000	20000
Matricule 63670	1000	20000
Matricule 63690	1000	20000
Matricule 63720	1000	20000
Matricule 63742	1000	20000
Matricule 63768	1000	20000
Matricule 63860	1000	20000
Matricule 63872	1000	20000
Matricule 63922	1000	20000
Matricule 63984	3000	50000
Matricule 64020	1000	20000
Matricule 64155	3000	50000

Matricule 64200	1000	20000
Matricule 64214	1000	20000
Matricule 64216	1000	20000
Matricule 64359	3000	50000
Matricule 64442	3000	50000
Matricule 64582	3000	50000
Matricule 64698	1000	20000
Matricule 64730	1000	20000
Matricule 64836	3000	50000
Matricule 64874	1000	20000
Matricule 64884	1000	20000
Matricule 64908	1000	20000
Matricule 65148	1000	20000
Matricule 65162	1000	20000
Matricule 65286	3000	50000
Matricule 65308	3000	50000
Matricule 65484	1000	20000
Matricule 65494	1000	20000
Matricule 65570	1000	20000
Matricule 65574	1000	20000
Matricule 65758	1000	20000
Matricule 65796	1000	20000
Matricule 65916	3000	50000
Matricule 66002	1000	20000
Matricule 66176	1000	20000
Matricule 66194	1000	20000
Matricule 66197	1000	20000
Matricule 66250	1000	20000
Matricule 66324	3000	50000
Matricule 66388	3000	50000

**Version anonymisée de l'Annexe X à la décision n° 2023/1 du 24 mars 2023 du directeur régional
LAINE Christophe**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe X reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

TRANSACTION « 421 » (argent liquide)

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Argent liquide
Matricule 37588	3000	50000
Matricule 37783	1000	20000
Matricule 37793	3000	50000
Matricule 37952	10000	150000
Matricule 38334	3000	50000
Matricule 38646	5000	75000
Matricule 38844	1000	20000
Matricule 39064	3000	50000
Matricule 39081	3000	50000
Matricule 39356	1000	20000
Matricule 39647	3000	50000
Matricule 39776	3000	50000
Matricule 39806	3000	50000
Matricule 39935	3000	50000
Matricule 40079	1000	20000
Matricule 41053	5000	75000
Matricule 41215	3000	50000
Matricule 41274	1000	20000
Matricule 41736	3000	50000
Matricule 41818	3000	50000
Matricule 41941	3000	50000
Matricule 42247	1000	20000
Matricule 43046	illimité	300000
Matricule 43134	5000	75000
Matricule 43289	5000	75000
Matricule 43365	5000	75000
Matricule 43402	1000	20000
Matricule 43440	1000	20000
Matricule 43527	3000	50000
Matricule 43697	3000	50000

Matricule 43963	5000	75000
Matricule 44107	3000	50000
Matricule 44159	3000	50000
Matricule 44215	5000	75000
Matricule 44251	1000	20000
Matricule 44466	3000	50000
Matricule 44633	1000	20000
Matricule 44638	1000	20000
Matricule 44713	3000	50000
Matricule 44928	3000	50000
Matricule 45066	1000	20000
Matricule 45280	1000	20000
Matricule 45310	1000	20000
Matricule 45467	3000	50000
Matricule 45740	1000	20000
Matricule 45767	10000	150000
Matricule 46025	3000	50000
Matricule 46293	10000	150000
Matricule 46327	5000	75000
Matricule 46342	1000	20000
Matricule 46514	3000	50000
Matricule 46517	3000	50000
Matricule 46758	3000	50000
Matricule 47051	3000	50000
Matricule 47153	5000	75000
Matricule 50011	1000	20000
Matricule 50120	3000	50000
Matricule 50232	3000	50000
Matricule 50346	3000	50000
Matricule 50356	3000	50000
Matricule 50396	5000	75000
Matricule 50656	1000	20000
Matricule 50744	3000	50000
Matricule 50998	3000	50000
Matricule 51040	5000	75000
Matricule 51088	3000	50000
Matricule 51302	5000	75000
Matricule 51342	3000	50000
Matricule 51460	5000	75000
Matricule 51488	3000	50000
Matricule 51490	1000	20000
Matricule 51828	3000	50000
Matricule 51903	1000	20000

Matricule 52086	5000	75000
Matricule 52088	3000	50000
Matricule 52126	3000	50000
Matricule 52160	3000	50000
Matricule 52360	3000	50000
Matricule 52412	3000	50000
Matricule 52664	1000	20000
Matricule 52728	3000	50000
Matricule 52834	3000	50000
Matricule 52880	3000	50000
Matricule 52942	1000	20000
Matricule 53064	3000	50000
Matricule 53138	1000	20000
Matricule 53151	1000	20000
Matricule 53182	1000	20000
Matricule 53206	3000	50000
Matricule 53476	1000	20000
Matricule 53502	3000	50000
Matricule 53556	5000	75000
Matricule 53616	1000	20000
Matricule 53634	3000	50000
Matricule 53662	5000	75000
Matricule 53772	3000	50000
Matricule 53898	5000	75000
Matricule 53910	1000	20000
Matricule 53924	1000	20000
Matricule 53960	1000	20000
Matricule 54090	3000	50000
Matricule 54134	1000	20000
Matricule 54208	3000	50000
Matricule 54320	3000	50000
Matricule 54420	3000	50000
Matricule 54620	3000	50000
Matricule 54802	3000	50000
Matricule 55012	3000	50000
Matricule 55046	5000	75000
Matricule 55106	3000	50000
Matricule 55270	1000	20000
Matricule 55308	3000	50000
Matricule 55368	5000	75000
Matricule 55441	3000	50000
Matricule 55457	5000	75000
Matricule 55465	3000	50000

Matricule 55550	3000	50000
Matricule 55758	3000	50000
Matricule 56046	1000	20000
Matricule 56365	10000	150000
Matricule 56384	3000	50000
Matricule 56422	3000	50000
Matricule 56519	3000	50000
Matricule 56620	1000	20000
Matricule 56652	1000	20000
Matricule 56656	1000	20000
Matricule 56678	1000	20000
Matricule 56682	1000	20000
Matricule 56694	1000	20000
Matricule 56799	5000	75000
Matricule 56874	1000	20000
Matricule 57071	3000	50000
Matricule 57102	1000	20000
Matricule 57110	3000	50000
Matricule 57137	illimité	300000
Matricule 57177	3000	50000
Matricule 57234	1000	20000
Matricule 57267	3000	50000
Matricule 57305	10000	150000
Matricule 57307	3000	50000
Matricule 57340	3000	50000
Matricule 57344	3000	50000
Matricule 57372	1000	20000
Matricule 57386	3000	50000
Matricule 57438	1000	20000
Matricule 57584	3000	50000
Matricule 57598	3000	50000
Matricule 57874	1000	20000
Matricule 58167	3000	50000
Matricule 58541	5000	75000
Matricule 58692	3000	50000
Matricule 58779	3000	50000
Matricule 58892	5000	75000
Matricule 58905	3000	50000
Matricule 58918	3000	50000
Matricule 58928	3000	50000
Matricule 59046	1000	20000
Matricule 59056	1000	20000
Matricule 59065	5000	75000

Matricule 59068	1000	20000
Matricule 59151	3000	50000
Matricule 59296	1000	20000
Matricule 59307	3000	50000
Matricule 59328	1000	20000
Matricule 59329	3000	50000
Matricule 59336	3000	50000
Matricule 59382	1000	20000
Matricule 59390	1000	20000
Matricule 59412	1000	20000
Matricule 59414	3000	50000
Matricule 59477	3000	50000
Matricule 59520	3000	50000
Matricule 59808	1000	20000
Matricule 59933	1000	20000
Matricule 59946	3000	50000
Matricule 60012	3000	50000
Matricule 60015	3000	50000
Matricule 60108	1000	20000
Matricule 60198	1000	20000
Matricule 60214	1000	20000
Matricule 60234	3000	50000
Matricule 60252	1000	20000
Matricule 60302	1000	20000
Matricule 60304	1000	20000
Matricule 60416	3000	50000
Matricule 60542	5000	75000
Matricule 60668	1000	20000
Matricule 60742	1000	20000
Matricule 60746	1000	20000
Matricule 60790	1000	20000
Matricule 60814	1000	20000
Matricule 60820	1000	20000
Matricule 60882	3000	50000
Matricule 61090	1000	20000
Matricule 61118	1000	20000
Matricule 61160	1000	20000
Matricule 61228	1000	20000
Matricule 61270	1000	20000
Matricule 61296	1000	20000
Matricule 61312	3000	50000
Matricule 61504	1000	20000
Matricule 61527	3000	50000

Matricule 61536	1000	20000
Matricule 61648	1000	20000
Matricule 61744	3000	50000
Matricule 62186	1000	20000
Matricule 62216	1000	20000
Matricule 62250	1000	20000
Matricule 62262	1000	20000
Matricule 62434	1000	20000
Matricule 62484	3000	50000
Matricule 62584	1000	20000
Matricule 62612	1000	20000
Matricule 62650	1000	20000
Matricule 62672	3000	50000
Matricule 62695	3000	50000
Matricule 62716	1000	20000
Matricule 62772	1000	20000
Matricule 62774	1000	20000
Matricule 62776	1000	20000
Matricule 62794	1000	20000
Matricule 62798	1000	20000
Matricule 62995	1000	20000
Matricule 63016	3000	50000
Matricule 63048	3000	50000
Matricule 63114	3000	50000
Matricule 63150	3000	50000
Matricule 63363	1000	20000
Matricule 63376	1000	20000
Matricule 63444	1000	20000
Matricule 63464	1000	20000
Matricule 63582	1000	20000
Matricule 63596	1000	20000
Matricule 63650	1000	20000
Matricule 63670	1000	20000
Matricule 63690	1000	20000
Matricule 63720	1000	20000
Matricule 63742	1000	20000
Matricule 63768	1000	20000
Matricule 63860	1000	20000
Matricule 63872	1000	20000
Matricule 63922	1000	20000
Matricule 63984	3000	50000
Matricule 64020	1000	20000
Matricule 64155	3000	50000

Matricule 64200	1000	20000
Matricule 64214	1000	20000
Matricule 64216	1000	20000
Matricule 64359	3000	50000
Matricule 64442	3000	50000
Matricule 64582	3000	50000
Matricule 64698	1000	20000
Matricule 64730	1000	20000
Matricule 64836	3000	50000
Matricule 64874	1000	20000
Matricule 64884	1000	20000
Matricule 64908	1000	20000
Matricule 65148	1000	20000
Matricule 65162	1000	20000
Matricule 65286	3000	50000
Matricule 65308	3000	50000
Matricule 65484	1000	20000
Matricule 65494	1000	20000
Matricule 65570	1000	20000
Matricule 65574	1000	20000
Matricule 65758	1000	20000
Matricule 65796	1000	20000
Matricule 65916	3000	50000
Matricule 66002	1000	20000
Matricule 66176	1000	20000
Matricule 66194	1000	20000
Matricule 66197	1000	20000
Matricule 66250	1000	20000
Matricule 66324	3000	50000
Matricule 66388	3000	50000

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la justice

**Arrêté du 16 décembre 2022
fixant la liste des membres du comité social d'administration spécial
du Service Pénitentiaire d'Insertion de Probation des Pyrénées Orientales**

NOR :

Le directeur fonctionnel du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 modifié relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 25 avril 2022 modifié portant création des comités sociaux d'administration relevant du ministère de la justice ;

Vu l'arrêté du 16 décembre 2022 fixant la liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants du personnel au sein des comités sociaux d'administration spéciaux institués dans les établissements et services du ressort de la direction interrégionale des services pénitentiaires de Toulouse et le nombre de sièges attribué à chacune d'elles ;

Vu les désignations effectuées par les organisations syndicales ;

Arrête :

Article 1er

Sont désignés comme représentants de l'administration au comité social d'administration institué auprès du directeur fonctionnel du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation

Monsieur Philippe LAMBRIGOT, directeur fonctionnel du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation, ou son représentant – président

Madame Magali DEBOU, gestionnaire des ressources humaines, ou son représentant,

La liste des organisations syndicales et de leurs représentants siégeant au sein du comité social d'administration du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation des Pyrénées Orientales et le nombre de sièges de titulaires et de suppléants attribués à chacune d'elles sont fixés comme suit :

SYNDICAT	MEMBRE(S) TITULAIRE(S)	MEMBRE(S) SUPPLÉANT(S)
FO (2 sièges)	Gaëlle NILON CPIP	Stéphanie ZIANI CPIP
UFAP (2 sièges)	Cédric DAUPHIN CPIP	Nicolas BAILBE PA
SNEPAP (1 siège)	Jean-Louis ESTEVA CPIP	

Article 2

Le directeur fonctionnel du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées Orientales.

Fait à Perpignan le (date) 21 mars 2023

Le directeur fonctionnel du Service
Pénitentiaire d'Insertion et de
Probation

LAMBRIGOT Philippe





**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

**DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIERE
ADMINISTRATIVE**

Tristan GERVAIS de LAFOND, Premier Président

et

Jean-Marie BENEY, Procureur Général

Vu le Code de l'organisation judiciaire relatif au service administratif régional, notamment l'article R. 312-73 ;

Vu le décret NOR : JUSB1728833D en date du 16 novembre 2017 portant nomination de Monsieur Tristan GERVAIS de LAFOND aux fonctions de Premier Président de la Cour d'appel de Montpellier ;

Vu le décret NOR : JUSB1924641D en date du 14 octobre 2019 portant nomination de Monsieur Jean-Marie BENEY aux fonctions de Procureur Général près la Cour d'appel de Montpellier ;

Vu le procès-verbal d'installation de Monsieur Tristan GERVAIS de LAFOND, Premier Président, en date du 5 décembre 2017 ;

Vu le procès-verbal d'installation de Monsieur Jean-Marie BENEY, Procureur Général en date du 31 octobre 2019 ;

Vu l'arrêté du garde des Sceaux en date du 16 juillet 2019 nommant Madame Carole MANDAR, Directrice déléguée à l'administration régionale judiciaire de la Cour d'appel de Montpellier ;

Vu l'article R.312-69 du Code de l'organisation Judiciaire ;

DÉCIDENT :

Article 1

Délégation conjointe est donnée à **Madame Carole MANDAR**, Directrice fonctionnelle des services de greffe judiciaires nommée Directrice déléguée à l'administration régionale judiciaire de la Cour d'appel de Montpellier et, en cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière à :

- **Madame Cécile MAS**, Directrice hors classe des services de greffe judiciaires, responsable de la gestion des ressources humaines depuis le 01^{er} septembre 2008 nommée par arrêté du garde des Sceaux en date du 13 août 2008 ;
- **Madame Christelle BEAUDELIN**, Directrice des services de greffe judiciaires, responsable de la gestion budgétaire depuis le 1^{er} mars 2023 nommée par arrêté du garde des Sceaux en date du 18 janvier 2023 ;
- **Madame Christelle DANDURAND**, Directrice des services de greffe judiciaires, responsable de la gestion de la formation depuis le 1^{er} septembre 2017 nommée par arrêté du garde des Sceaux en date du 20 juillet 2017 ;
- **Madame Houda MOUNIM**, Directrice des services de greffe judiciaires, responsable de la gestion du patrimoine immobilier depuis le 01^{er} septembre 2021 nommée par arrêté du garde des Sceaux en date du 16 août 2021 ;
- **Madame Jennifer CASTILLO**, Directrice des services de greffe judiciaires, responsable du Pôle Chorus depuis le 1^{er} mars 2022 nommée par arrêté du garde des Sceaux en date du 26 janvier 2022 ;
- **Madame Maëva CHAUSSE**, Directrice des services de greffe judiciaire placée, nommée par arrêté du garde des Sceaux en date du 15 mars 2022 ;

afin de signer :

- les ordres de mission des fonctionnaires appelés à participer à une action de formation continue ;
- les décisions d'octroi de congé maladie, de congé maternité et de congé paternité concernant les fonctionnaires du ressort ;
- les notifications d'actes administratifs à caractère individuel concernant les fonctionnaires ;
- les avis assortissant les candidatures de fonctionnaires à des actions de formation continue ;

- la diffusion au ressort des circulaires ministérielles concernant la gestion administrative et budgétaire ;
- les états mensuels, trimestriels ou semestriels à adresser à la Chancellerie ;
- les états de frais de déplacement et de changement de résidence des fonctionnaires du ressort ;
- les attestations diverses délivrées aux fonctionnaires sur leur situation administrative ;
- les contrats d'agents contractuels de moins de 10 mois ; les états de services des fonctionnaires.

Article 2

La présente décision annule et remplace la précédente décision de délégation en date du 6 septembre 2022.

Article 3

La présente décision entrera en vigueur à compter du 1er mars 2023.

Article 4

La présente décision sera communiquée aux personnes nommées ci-dessus, aux chefs des juridictions et aux directeurs de greffe des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Montpellier, à la Directrice de greffe de la Cour. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs du département de l'Hérault, de l'Aude, de l'Aveyron et des Pyrénées-Orientales.

Fait à Montpellier, le 01 mars 2023

LE PROCUREUR GENERAL



Jean-Marie BENEY

LE PREMIER PRESIDENT



Tristan GERVAIS de LAFOND

SPECIMENS DES SIGNATURES POUR ACCREDITATION
auprès du Directeur régional des finances publiques d'Occitanie :

Carole MANDAR



Christelle BEAUDELIN



Cécile MAS



Christelle DANDURAND



Houda MOUNIM



Jennifer CASTILLO



Maëva CHAUSSE





**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

**DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE POUR L'EXERCICE DE
L'ORDONNANCEMENT SECONDAIRE RELEVANT DU TITRE 2**

Tristan GERVAIS de LAFOND, Premier Président

et

Jean-Marie BENEY, Procureur Général

Vu le Code de l'organisation judiciaire (article D312-66) ;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2007-352 du 14 mars 2007 relatif aux services administratifs régionaux judiciaires ;

Vu le Code de l'organisation judiciaire relatif au service administratif régional, notamment l'article R312-73 ;

Vu le décret NOR : JUSB1728833D en date du 16 novembre 2017 portant nomination de Monsieur Tristan GERVAIS de LAFOND aux fonctions de Premier Président de la Cour d'appel de Montpellier ;

Vu le décret NOR : JUSB1924641D en date du 14 octobre 2019 portant nomination de Monsieur Jean-Marie BENEY aux fonctions de Procureur Général près la Cour d'appel de Montpellier ;

Vu le procès-verbal d'installation de Monsieur Tristan GERVAIS de LAFOND, Premier Président, en date du 5 décembre 2017 ;

Vu le procès-verbal d'installation de Monsieur Jean-Marie BENEY, Procureur Général en date du 31 octobre 2019 ;

Vu l'article R. 312-69 du Code de l'organisation judiciaire ;

Vu l'arrêté du garde des Sceaux en date du 16 janvier 2019 nommant Madame Carole MANDAR, Directrice déléguée à l'administration régionale judiciaire de la Cour d'appel de Montpellier ;

DÉCIDENT :

Article 1er

Délégation conjointe de leur signature pour l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire du budget du ministère de la justice est donnée à **Madame Carole MANDAR**, Directrice fonctionnelle des services de greffe judiciaires, Directrice déléguée à l'administration régionale judiciaire du service administratif régional de la Cour d'appel de Montpellier, pour les opérations de recettes et de dépenses relevant du titre 2 pour le ressort de la Cour d'appel de Montpellier et de ladite cour.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Carole MANDAR, cette délégation sera exercée par **Madame Christelle BEAUDELIN**, responsable de la gestion budgétaire depuis le 1^{er} mars 2023 nommée par arrêté du garde des Sceaux en date du 18 janvier 2023 ;

et en cas d'absence de Madame Christelle BEAUDELIN, cette délégation sera exercée par **Madame Cécile MAS**, responsable de la gestion des ressources humaines depuis le 01^{er} septembre 2008 nommée par arrêté du garde des Sceaux en date du 13 août 2008 ;

et en cas d'absence de Madame Cécile MAS, cette délégation sera exercée par **Madame Christelle DANDURAND**, responsable de la gestion de la formation depuis le 1^{er} septembre 2017 nommée par arrêté du garde des Sceaux en date du 20 juillet 2017 ;

Et en cas d'absence de Madame Christelle DANDURAND, cette délégation sera exercée par **Madame Houda MOUNIM**, responsable de la gestion du patrimoine immobilier depuis le 01^{er} septembre 2021 nommée par arrêté du garde des Sceaux en date du 16 août 2021.

et en cas d'absence de Madame Houda MOUNIM, cette délégation sera exercée par **Madame Jennifer CASTILLO**, responsable du Pôle Chorus depuis le 01^{er} mars 2022 nommée par arrêté du garde des Sceaux en date du 26 janvier 2022.

et en cas d'absence de Madame Jennifer CASTILLO, cette délégation sera exercée par **Madame Maëva CHAUSSE**, directrice des services de greffe judiciaire placée nommée par arrêté du garde des Sceaux en date du 15 mars 2022.

Article 3

La présente décision annule et remplace la précédente décision de délégation en date du 6 septembre 2022

Article 4

La présente décision entrera en vigueur à compter du 1er mars 2023.

Article 5

Le Premier Président et le Procureur Général sont chargés de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée aux délégataires désignés ci-dessus, transmise au comptable assignataire, affichée dans les locaux de la cour et publiée au recueil des actes administratifs du département.

Fait à Montpellier, le 1^{er} mars 2023

LE PROCUREUR GENERAL



Jean-Marie BENEY

LE PREMIER PRESIDENT



Tristan GERVAIS de LAFOND

SPECIMENS DES SIGNATURES POUR ACCREDITATION
auprès du Directeur régional des finances publiques d'Occitanie :

Carole MANDAR



Christelle BEAUDELIN



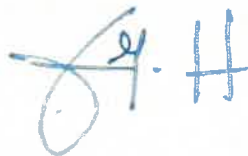
Cécile MAS



Christelle DANDURAND



Houda MOUNIM



Jennifer CASTILLO



Maëva CHAUSSE





**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

**DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE,
ORDONNANCEMENT SECONDAIRE**

Tristan GERVAIS de LAFOND, Premier Président

et

Jean-Marie BENEY, Procureur Général

Vu l'article R. 312-67 et R. 312-71 du Code de l'organisation judiciaire relatif à la compétence conjointe du Premier Président et du Procureur Général pour passer les marchés répondant aux besoins des services judiciaires dans le ressort de la cour d'appel ;

Vu l'article R. 312-70 et suivants du Code de l'organisation judiciaire relatif à la direction du service administratif régional ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret NOR : JUSB1728833D en date du 16 novembre 2017 portant nomination de Monsieur Tristan GERVAIS de LAFOND aux fonctions de Premier Président de la Cour d'appel de Montpellier ;

Vu le décret n° NOR : JUSB1924641D du 14 octobre 2019 portant nomination de Monsieur Jean-Marie BENEY aux fonctions de Procureur Général près la Cour d'appel de Montpellier ;

Vu le procès-verbal d'installation de Monsieur Tristan GERVAIS de LAFOND, Premier Président, en date du 5 décembre 2017 ;

Vu le procès-verbal d'installation de Monsieur Jean-Marie BENEY, Procureur Général en date du 31 octobre 2019 ;

Vu l'arrêté du garde des Sceaux en date du 16 janvier 2019 nommant Madame Carole MANDAR, Directrice déléguée à l'administration régionale judiciaire de la Cour d'appel de Montpellier ;

Vu l'article R.312-69 du Code de l'organisation Judiciaire ;

DÉCIDENT :

Article 1

Délégation de signature pour l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire du budget du ministère de la justice est donnée à Madame Carole MANDAR, Directrice fonctionnelle des services de greffe judiciaires nommée Directrice déléguée à l'administration régionale judiciaire de la Cour d'appel de Montpellier pour les opérations de dépenses et de recettes des juridictions du ressort de ladite cour.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Carole MANDAR, cette délégation sera exercée par Madame Christelle BEAUDELIN responsable de la gestion budgétaire depuis le 1^{er} mars 2023, nommée par arrêté du garde des Sceaux en date 18 janvier 2023 ;

et en cas d'absence de Madame Christelle BEAUDELIN, cette délégation sera exercée par Madame Cécile MAS, responsable de la gestion des ressources humaines depuis le 01^{er} septembre 2008 nommée par arrêté du garde des Sceaux en date du 13 août 2008 ;

et en cas d'absence de Madame Cécile MAS, cette délégation sera exercée par Madame Christelle DANDURAND, responsable de la gestion de la formation depuis le 1^{er} septembre 2017 nommée par arrêté du garde des Sceaux en date du 20 juillet 2017 ;

et en cas d'absence de Madame Christelle DANDURAND, cette délégation sera exercée par Madame Houda MOUNIM, responsable de la gestion du patrimoine immobilier depuis le 01^{er} septembre 2021 nommée par arrêté du garde des Sceaux en date du 16 août 2021 ;

et en cas d'absence de Madame Houda MOUNIM, cette délégation sera exercée par Madame Jennifer CASTILLO, responsable du Pôle Chorus depuis le 1^{er} mars 2022, nommée par arrêté du garde des Sceaux en date du 26 janvier 2022.

et en cas d'absence de Madame Jennifer CASTILLO, cette délégation sera exercée par Madame Maëva CHAUSSE, Directrice des services de greffe judiciaires placée, nommée par arrêté du garde des Sceaux en date du 15 mars 2022,

Article 3

La présente décision annule et remplace la précédente décision de délégation en date du 6 septembre 2022.

Article 4

La présente décision entrera en vigueur à compter du 1^{er} mars 2023.

Article 5

Le Premier Président et le Procureur Général sont chargés de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée aux délégataires désignés ci-dessus, transmise au comptable assignataire, affichée dans les locaux de la cour et publiée au recueil des actes administratifs du département.

Fait à Montpellier, le 1^{er} mars 2023

LE PROCUREUR GENERAL

A blue ink signature consisting of a large, stylized 'J' and 'M' intertwined.

Jean-Marie BENEY

LE PREMIER PRESIDENT

A blue ink signature consisting of a large, stylized 'T' and 'G' intertwined.

Tristan GERVAIS de LAFOND

SPECIMENS DES SIGNATURES POUR ACCREDITATION
auprès du Directeur régional des finances publiques d'Occitanie :

Carole MANDAR



Christelle BEAUDELIN



Cécile MAS



Christelle DANDURAND



Houda MOUNIM



Jennifer CASTILLO



Maëva CHAUSSE

